LE MÉDIATEUR
DE LA RÉPUBLIQUE

RÉPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

RAPPORT ANNUEL 2025

**Un recours pour le citoyen,
un conseil pour l'Administration**

N° ISBN : 978-99952-73-29-3

TABLE DES MATIERES

SIGLES ET ABREVIATIONS **6**
INTRODUCTION **8**
CONTEXTE **9**

PREMIERE PARTIE : GESTION DES RECLAMATIONS ET DES DEMANDES D'INTERPELLATION **11**

CHAPITRE I : TRAITEMENT DES RECLAMATIONS **12**

1. ACCUEIL, ECOUTE ET ORIENTATION DES USAGERS 12
2. TRAITEMENT DES DOSSIERS DE RECLAMATION 13
3. NATURE DES DOSSIERS DE RECLAMATION 15
4. EVOLUTION DE LA SITUATION DES RECLAMATIONS AU COURS DES CINQ
5. DERNIERES ANNEES 20
6. CAS SIGNIFICATIFS 21

CHAPITRE II : TRAITEMENT DES DEMANDES D'INTERPELLATION **26**

I- SUIVI ET EVALUATION DE LA 28EME SESSION DE L'ESPACE D'INTERPELLATION DEMOCRATIQUE (E.I.D) 2024 ..... **26**

1. REUNIONS DE SUIVI 27
2. ATELIER D'EVALUATION DE LA 28EME SESSION DE L'E.I.D 30

II- TRAVAUX PREPARATOIRES DE LA 29EME SESSION DE L'ESPACE D'INTERPELLATION DEMOCRATIQUE (E.I.D) 2025 ..... **36**

1. LANCEMENT DES ACTIVITES DE LA 29EME SESSION DE L'E.I.D 36
2. ATELIER DE DEPOUILLEMENT DES DOSSIERS D'INTERPELLATION DE LA 29EME SESSION DE L'E.I.D 2025 40

III- DEROULEMENT DE LA JOURNEE DU 10 DECEMBRE 2025 ..... **47**

1. CEREMONIE D'OUVERTURE 48
2. DISCOURS D'OUVERTURE DU MEDIATEUR DE LA REPUBLIQU 49
3. TEMOIGNAGES/CONTRIBUTIONS 53
4. LECTURE DES INTERPELLATIONS 58
5. REPONSES DES MINISTRES INTERPELLES 60

6. CEREMONIE DE CLOTURE 61

DEUXIEME PARTIE : AUTRES ACTIVITES DU MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE 71

AU PLAN NATIONAL 72

1. DIFFUSION DE SKETCHS DE SENSIBILISATION SUR LA TELEVISION NATIONALE (ORTM1) 72
2. RÉALISATION DES CAMPAGNES DE COMMUNICATION SUR LES RADIOS DE PROXIMITE 72
3. REALISATION DU BULLETIN SEMESTRIEL D'INFORMATIONS DU MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE 72
4. COUVERTURE DES AUTRES ACTIVITES 72
5. AUDIENCES DU MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE 82

AU PLAN INTERNATIONAL 87

ACTIVITES DE L'ASSOCIATION DES MEDIATEURS DES PAYS MEMBRES DE L'UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE OUEST AFRICAINE (AMP-UEMOA) 88

1. SEPTIEME ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE 88
2. TABLE RONDE DES BAILLEURS..... 90

TROISIEME PARTIE : RENFORCEMENT DES CAPACITES DES COLLABORATEURS DU MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE 93

1. FORMATIONS ORGANISEES SUIVANT LE PLAN ANNUEL DE FORMATION 94
2. FORMATIONS ORGANISEES DANS LE CADRE DU PARTENARIAT.....95

QUATRIEME PARTIE : COMMENTAIRES ET RECOMMANDATIONS 101

1. COMMENTAIRES 102
2. RECOMMANDATIONS 106

CINQUIEME PARTIE : PERSPECTIVES.....109

PERSPECTIVES 110

CONCLUSION 110
ANNEXES 111
TEXTES 112
TEMOIGNAGES 168

LISTE DES TABLEAUX

Tableau I : Accueil, écoute et orientation des usagers 12

Tableau II : Etat de traitement des dossiers de réclamation 14

Tableau III : Etat de traitement des dossiers de réclamation 14

Tableau IV : Répartition des dossiers de réclamation suivant l'objet 16

Tableau V : Répartition des réclamations suivant la structure mise en cause 17

Tableau VI : Répartition des dossiers de réclamation suivant la zone de provenance 19

Tableau VII : Répartition des réclamations suivant le statut du réclamant 19

Tableau VIII : Répartition des réclamations suivant le genre 20

Tableau IX : Evolution au cours des cinq dernières années 20

Tableau X : Réception des éléments de réponse des départements ministériels concernant les interpellations retenues pour lecture et pour suite à donner 28

Tableau XI : Réception des éléments de réponse des départements ministériels concernant les interpellations retenues pour lecture et pour suite à donner 29

Tableau XII : Situation des dossiers d'interpellation au niveau des départements ministériels..... 33

Tableau XIII : Réception des éléments de réponse des départements ministériels concernant les interpellations retenues pour lecture et pour suite à donner 35

Tableau XIV : Interpellations récoltées lors des missions de collecte des dossiers d'interpellation 39

Tableau XV : Répartition des interpellations suivant la provenance et le statut 40

Tableau XVI : Répartition des interpellations par zone de provenance 43

Tableau XVII : Répartition des interpellations par statut 43

Tableau XVIII : Ordre de passage des interpellateurs 58

Tableau XIX : Ordre de passage des ministres 60

SIGLES ET ABREVIATIONS

AES : Alliance des Etats du Sahel

APE : Appui au Processus Electoral

APDP : Autorité de Protection des Données à caractère personnel

AMP-UEMOA : Association des Médiateurs des Pays membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

AMDH : Association Malienne des Droits de l'Homme

AMO : Assurance Maladie Obligatoire

AOMA : Association des Ombudsmans et Médiateurs Africains

ARMDS : Autorité de Régulation des Marchés publics et des Délégations des Services publics

BAD : Banque Africaine de Développement

CADHP : Cour Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples

CEDEAO : Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest

CEVAM : Collectif des Enseignants Vacataires du Mali

C.I.C.B : Centre International de Conférence de Bamako

CMSS : Caisse Malienne de Sécurité Sociale

CNT : Conseil national de Transition

CROA : Centre de Recherche des Ombudsmans Africains

DDR : Désarmement, Démobilisation et Réintégration

DIH : Droit International Humanitaire

DPE : Droits et Protections de l'Enfant

E.I.D : Espace d'Interpellation Démocratique

EMP-ABB : Ecole de Maintien de la Paix Alioune Blondin BEYE

FAMa : Forces Armées Maliennes

FDS : Forces de Défense et de Sécurité

FNUAP : Fonds des Nations Unies pour la Population

GRC : Gestion des Risques et Catastrophes

IIO : Institut International de l'Ombudsman

I.N.P.S : Institut National de Prévoyance Sociale

LCFT : Lutte Contre le Financement du Terrorisme

MPC : Médiation Politique et Communautaire

NINA : Numéro d'Identification National

OCLEI : l'Office Central de Lutte contre l'Enrichissement Illicite

OHADA : Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires

ONU : Organisation des Nations Unies

ONUDH : Organisation des Nations Unies pour les Droits de l'Homme

ORTM1 : Office de Radio et Télévision du Mali

PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement

POC : Protection des Civils

PRODEC : Programme Décennal de l'Education

PRODEJ : Programme Décennal de la Justice

PRODESS : Programme Décennal de la Santé

SIGRH : Système Intégré de Gestion des Ressources Humaines

SMIG : Salaire Minimum Interprofessionnel Garantie

SNLCC : Stratégie Nationale de Lutte Contre la Corruption

SGG : Secrétariat Général du Gouvernement

SR-S2R : Stratégie Régionale de Stabilisation, de Résilience et de Relèvement

RECOTRADE : Réseau des Communicateurs Traditionnels pour le Développement

UA : Union Africaine

UEMOA : Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

UIDH : Union Internationale des Droits de l'Homme

UNCIMIC : Coordination Civilo-Militaire des Nations Unies

UNIDA : Association pour l'Unification du Droit de l'Afrique

UNOWAS : Bureau des Nations Unies Pour le Sahel

UN LOG : Logistique des Nations Unies

UNSOC : Cours des Officiers d'Etat-major des Nations Unies

INTRODUCTION



Le Médiateur de la République, conformément à l'article 17 de la Loi n°97-022 du 14 mars 1997 modifiée, qui l'institue, produit un Rapport annuel compilant les activités menées par ses services au cours de l'année écoulée. Ce Rapport est remis au Président de la République et au Président de l'Assemblée Nationale avant sa publication.

En application de cette disposition, le Médiateur de la République a régulièrement présenté et publié ses Rapports.

Les différents Rapports soulignent les dysfonctionnements relevés dans les administrations mises en cause, le traitement qui leur a été réservé ainsi que les recommandations formulées pour y pallier.

Ils retracent également les activités menées dans le cadre de l'Espace d'Interpellation Démocratique (E.I.D), un forum d'échanges entre gouvernants et gouvernés en vue de la protection et la promotion des Droits de l'Homme, institué en 1996, dont l'organisation a été confiée au Médiateur de la République en 2012.

Le présent Rapport qui dresse le bilan des activités réalisées par l'Institution au cours de l'année 2025 se subdivise en cinq parties :

- le traitement des réclamations et des interpellations ;
- les autres activités du Médiateur de la République aux plans national et international, y compris la participation de l'Institution aux activités des réseaux des organismes de promotion de la bonne gouvernance et de protection des Droits de l'Homme ;
- le renforcement des capacités des Collaborateurs du Médiateur de la République ;
- les commentaires et recommandations ;
- les perspectives.

LE MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE ★ UN PEUPLE UN BUT UNE FOI ★

Madame SANOGO Aminata MALLE

Grand officier de l'Ordre National

CONTEXTE

L'année 2025 s'est caractérisée par une intense activité dans tous les domaines de la vie de la Nation, aussi bien aux plans social, économique que politique. Elle aura affecté particulièrement nos concitoyens dans leur vie courante à travers la crise de carburant, à laquelle la population a fait preuve de résilience et de détermination ; ce qui mérite d'être salué avec beaucoup de respect et de déférence ; ceci nous permettra d'aborder l'avenir avec confiance et optimisme.
Elle restera également gravée par des évènements majeurs tels que :

- la consécration par Son Excellence le Président de la Transition, Chef de l'Etat ; de 2025, comme « Année de la Culture au Mali». Cela a été un retour aux sources et aux fondamentaux et a permis à tous les maliens de tout bord de se réconcilier avec leur culture ;
- la tenue à Bamako les 22 et 23 décembre 2025 de la deuxième Session du Collège des Chefs d'Etat de la Confédération des Etats du Sahel (AES), qui a fait le bilan des réalisations du Président de la Transition du Mali pendant sa Présidence et a passé le témoin au Président du Faso pour une année ;
- la promulgation de la Charte nationale pour la Paix et la Réconciliation, destinée à rassembler toutes les filles et tous les fils du pays ;
- la création annoncée d'un Pôle national chargé du foncier, pour endiguer la récurrence des litiges domaniaux et fonciers ;
- la mise en place d'un Système Intégré de Gestion des Ressources Humaines (SIGRH), qui illustre la volonté de modernisation continue de l'Administration publique, pour plus de transparence et une gestion rationnelle des effectifs de l'État et des Collectivités territoriales.

Dans cette même dynamique, l'initiative de Monsieur le Premier ministre, Chef du Gouvernement, qui, par Décision n°2025-0120/PM-RM du 02 septembre 2025, a institué une Commission d'appui chargée de la mise en œuvre des recommandations de l'E.I.D est à saluer et contribuera certainement à renforcer l'efficacité de ce forum.

Tel est le contexte dans lequel nous avons évolué au cours de l'année 2025.

PREMIERE PARTIE :

GESTION DES RECLAMATIONS ET DES DEMANDES D'INTERPELLATION



CHAPITRE I : TRAITEMENT DES RECLAMATIONS

1. ACCUEIL, ECOUTE ET ORIENTATION

Le traitement des réclamations est le plus souvent précédé d'une phase d'accueil, d'écoute et d'orientation. Cette étape permet d'assister les usagers des services publics pour :

- une meilleure compréhension des missions, rôle et compétences du Médiateur de la République ;
- la formalisation d'une réclamation ;
- les informations et les procédures concernant toute autre Administration publique.

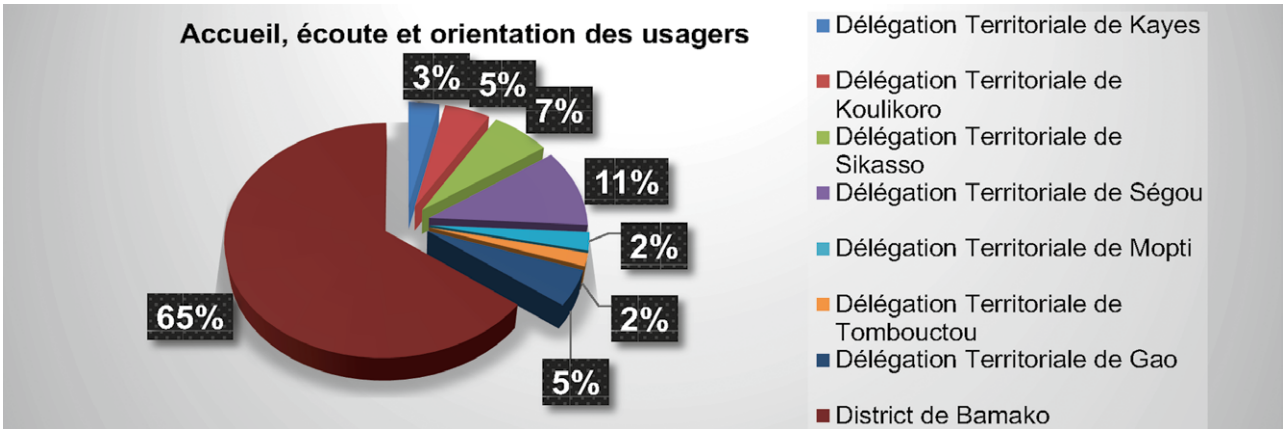
Cette année, les Services du Médiateur de la République ont accueilli, écouté et orienté **12 488** personnes dont **8 075** au niveau du siège et **4 413** dans les Délégations territoriales contre **11 693** en 2024.

Il y a lieu de noter que la communication renforcée autour de l'Institution continue d'impacter significativement le nombre de ses visiteurs.

Ainsi, la situation des personnes accueillies, écoutées et orientées se présente comme suit :

Tableau I : Accueil, écoute et orientation des usagers

Zone Géographique	Nombre	Pourcentage
Délégation territoriale de Kayes	428	3,00
Délégation territoriale de Koulikoro	638	5,00
Délégation territoriale de Sikasso	831	7,00
Délégation territoriale de Ségou	1 344	11,00
Délégation territoriale de Mopti	316	2,00
Délégation territoriale de Tombouctou	227	2,00
Délégation territoriale de Gao	629	5,00
District de Bamako	**8 075**	65,00
TOTAL	**12 488**	**100,00**



2. TRAITEMENT DES DOSSIERS DE RECLAMATION

Au regard de la Loi n°97-022 du 14 mars 1997, modifiée, la réception et le traitement des réclamations constituent la mission principale du Médiateur de la République.

Ce qui lui permet de recevoir les réclamations de toute personne physique ou morale qui estime dans une affaire la concernant, que les administrations de l'Etat, les collectivités territoriales, les établissements publics et tout organisme investi d'une mission de service public n'ont pas fonctionné conformément à leur mission.

En principe, les usagers sont tenus d'effectuer les démarches préalables avant la saisine du Médiateur de la République.

La saisine du Médiateur de la République est formelle, gratuite et sans aucune condition de délai.

Conformément à l'organigramme des Services du Médiateur de la République, le Service des réclamations est chargé du traitement des dossiers de réclamation. Il est composé d'une Division Accueil et Recevabilité chargée de l'accueil, l'écoute et l'orientation des usagers et d'une Division Traitement des réclamations chargée de l'instruction des dossiers.
Il convient de noter que certaines réclamations locales sont traitées par les Délégués territoriaux dans les régions.

Du 1er janvier au 31 décembre 2025, le Médiateur de la République a reçu et traité au total **184** dossiers de réclamation dont **108** ont été entièrement traités et **76** sont en cours de traitement.

a) Dossiers de réclamation traités
Au cours de l'année de référence, les Services du Médiateur de la République ont reçu et traité toutes les réclamations qui leur sont parvenues.
A l'issue d'un examen minutieux, les dossiers sont déclarés irrecevables ou recevables.

- **Dossiers de réclamation irrecevables**

Sont déclarés irrecevables les dossiers qui, après analyse, ne remplissent pas les critères énumérés par les articles 9, 10, et 12 de la Loi 97-022 du 14 mars 1997, modifiée instituant le Médiateur de la République.
A cet effet, une lettre d'irrecevabilité est adressée au réclamant pour lui notifier les motifs de clôture de son dossier.

- **Dossiers de réclamation recevables**

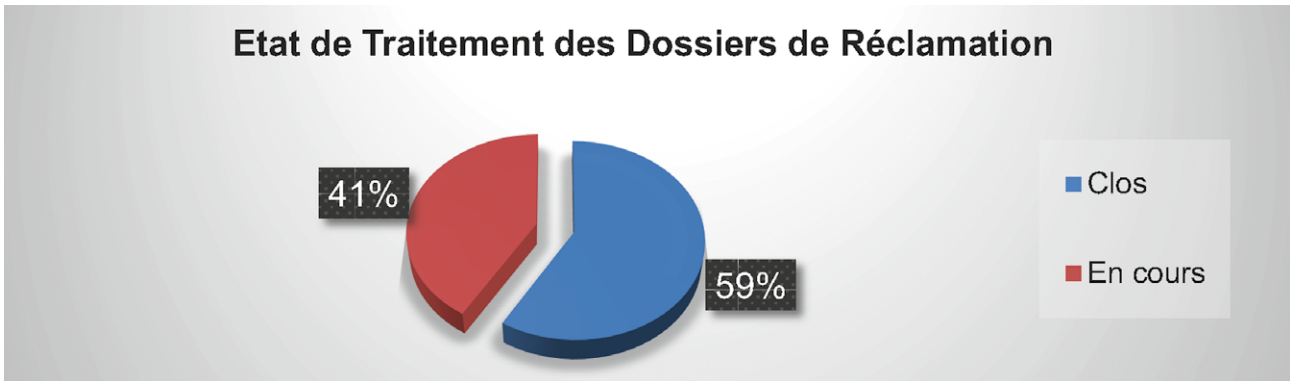
A l'issue de leur analyse, les réclamations conformes aux conditions de forme et de fond sont considérées recevables.

b) Dossiers de réclamation en cours de traitement
A la date du 31 décembre 2025, le traitement de **76** dossiers n'a pas été finalisé.
Ces dossiers sont répartis comme suit :

- **14** dossiers en instruction ;
- **62** dossiers en attente de réaction de l'Administration.

Tableau II : Etat de traitement des dossiers de réclamation

Etat de Traitement	Nombre	Pourcentage
Clos	108	59,00
En cours	76	41,00
TOTAL	**184**	**100,00**

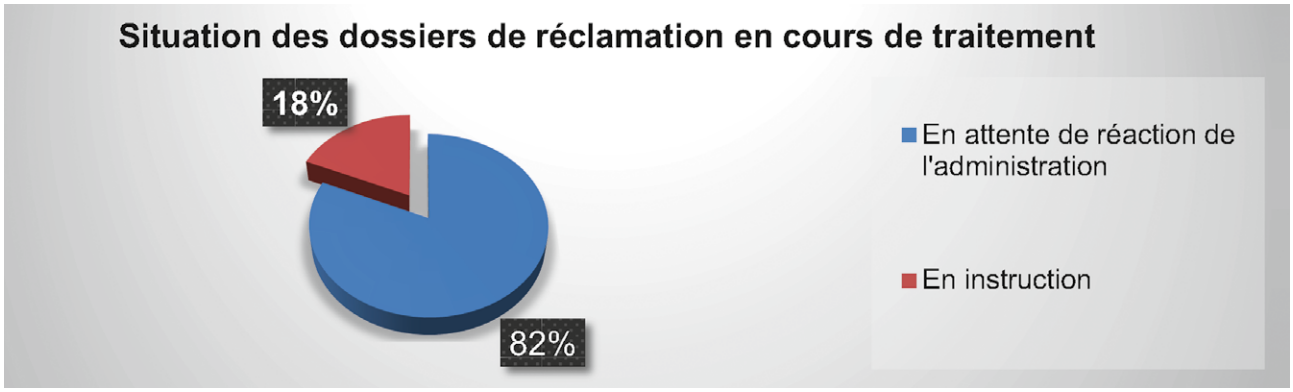


2.1 Situation des dossiers de réclamation en cours de traitement

Les lenteurs constatées dans les réponses de l'Administration influent sur le taux de clôture des dossiers de réclamation. A cet égard, les statistiques affichent un taux de **82 %** d'attente de réaction de la part des administrations saisies.

Tableau III : Etat de traitement des dossiers de réclamation en cours

Situation des dossiers	Nombre	Pourcentage
En attente de réaction de l'Administration	62	82,00
En instruction	14	18,00
TOTAL	**76**	**100,00**



3. NATURE DES DOSSIERS DE RECLAMATION

3.1 Répartition des dossiers de réclamation suivant l'objet

Les réclamations enregistrées ont concerné tous les secteurs d'activités couverts par le fonctionnement des services publics de l'Etat, des Collectivités territoriales et des organismes relevant du champ d'intervention du Médiateur de la République.

Cependant, il convient de relever que les domaines majoritairement impactés sont la gestion domaniale et foncière, les marchés et contrats, la justice et la protection sociale.

Gestion domaniale et foncière

A l'instar des années précédentes, la gestion domaniale et foncière demeure la plus grande préoccupation des citoyens ayant saisi le Médiateur de la République. Elle est de l'ordre de **22 %** et concerne :

- la contestation de droit de propriété ;
- l'expropriation pour cause d'utilité publique ;
- la violation des règles fixées pour la purge des droits coutumiers ;
- l'attribution de titre de propriété sans parcelle ;
- la procédure de création de titre foncier.

Contrats et marchés

Les réclamations relatives aux contrats et marchés ont connu un regain cette année en occupant la deuxième place. De l'ordre de **21 %,** elles ont porté principalement sur les préoccupations liées au non-respect des engagements contractuels de l'Etat ou des Collectivités territoriales au terme des prestations fournies ou exécutées à leur demande.

Justice

Avec **18 %** des dossiers de réclamation au cours de cette année, les problèmes liés à la justice concernent :

- les contestations des décisions de justice ;
- les difficultés d'exécution de décisions de justice ;
- les lenteurs de procédure ;
- les difficultés liées à la délivrance de grosses de jugement.

Protection sociale

Comparativement aux deux dernières années, les réclamations relatives à la protection sociale ont connu une baisse sensible.

Elles sont de **17 %** et portent sur :

- la liquidation des droits à pension ;
- la réversion de pension ;

- le paiement de droits ;
- l'affiliation au régime de sécurité sociale ;
- la valorisation des pensions déjà liquidées.

Gestion des carrières

Les réclamations relatives à la gestion des carrières représentent **8 %**. Elles ont concerné :

- les demandes de rectification de primes et indemnités ;
- les demandes d'avancement ;
- les demandes de paiement de rappels de primes et indemnités.

Education

Les préoccupations se rapportant à l'éducation ont baissé cette année. Elles concernent seulement **1 %** et portent sur :

- la gestion de bourses d'étude à l'étranger;
- la demande d'affectation d'élèves boursiers de l'Etat.

Litiges privés

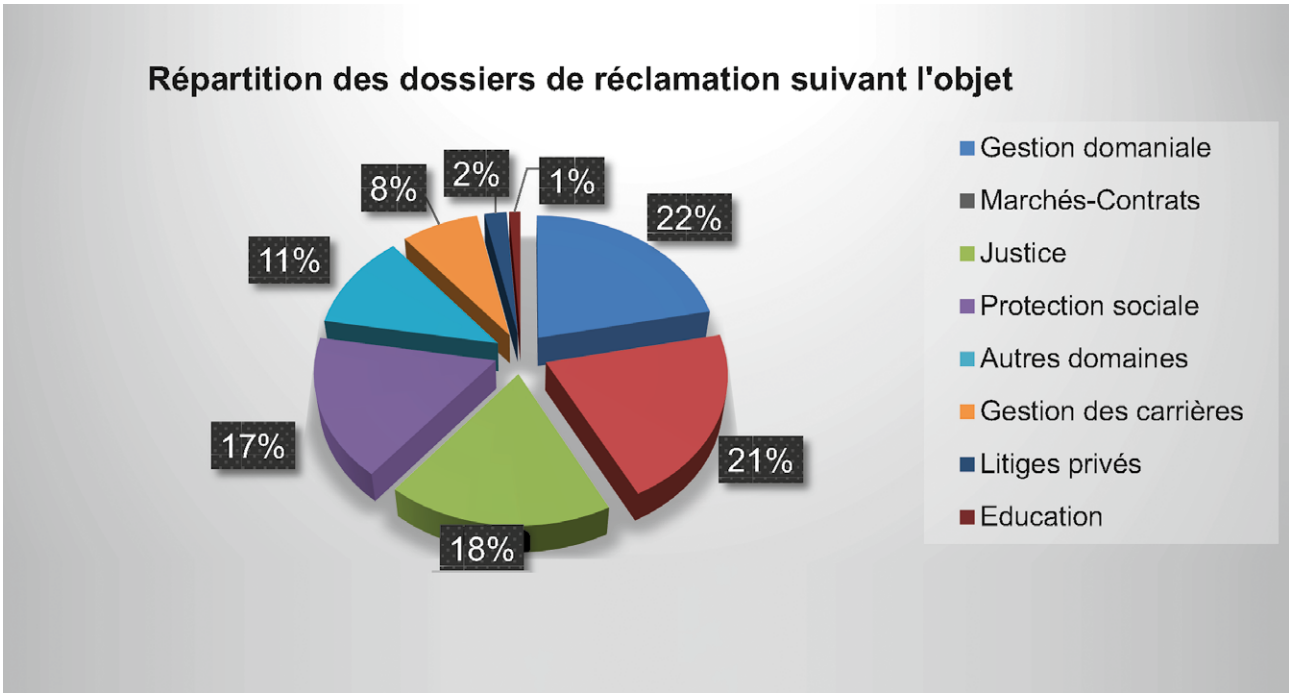
Le taux de saisine relatif aux litiges privés a considérablement diminué grâce aux actions de sensibilisation et d'écoute/orientation menées par l'institution.
Ils ont trait à des réclamations dirigées contre des personnes physiques ou morales n'accomplissant aucune mission de service public. Ils sont de **2 %.**

Autres domaines

C'est la catégorie des réclamations ne pouvant être classées dans aucun des secteurs précités.
Il s'agit entre autres, des cas de réclamation de somme d'argent, de mauvaise gestion des Collectivités territoriales, de réparation de préjudice, de correction d'erreurs sur la carte NINA (Numéro d'Identification National). Ils représentent **11 %** des réclamations.

Tableau IV : Répartition des dossiers de réclamation suivant l'objet

Structure	Nombre	Pourcentage
Gestion domaniale	40	22,00
Marchés-Contrats	38	21,00
Justice	34	18,00
Protection sociale	31	17,00
Autres domaines	21	11,00
Gestion des carrières	14	8,00
Litiges privés	4	2,00
Education	2	1,00
TOTAL	**184**	**100,00**

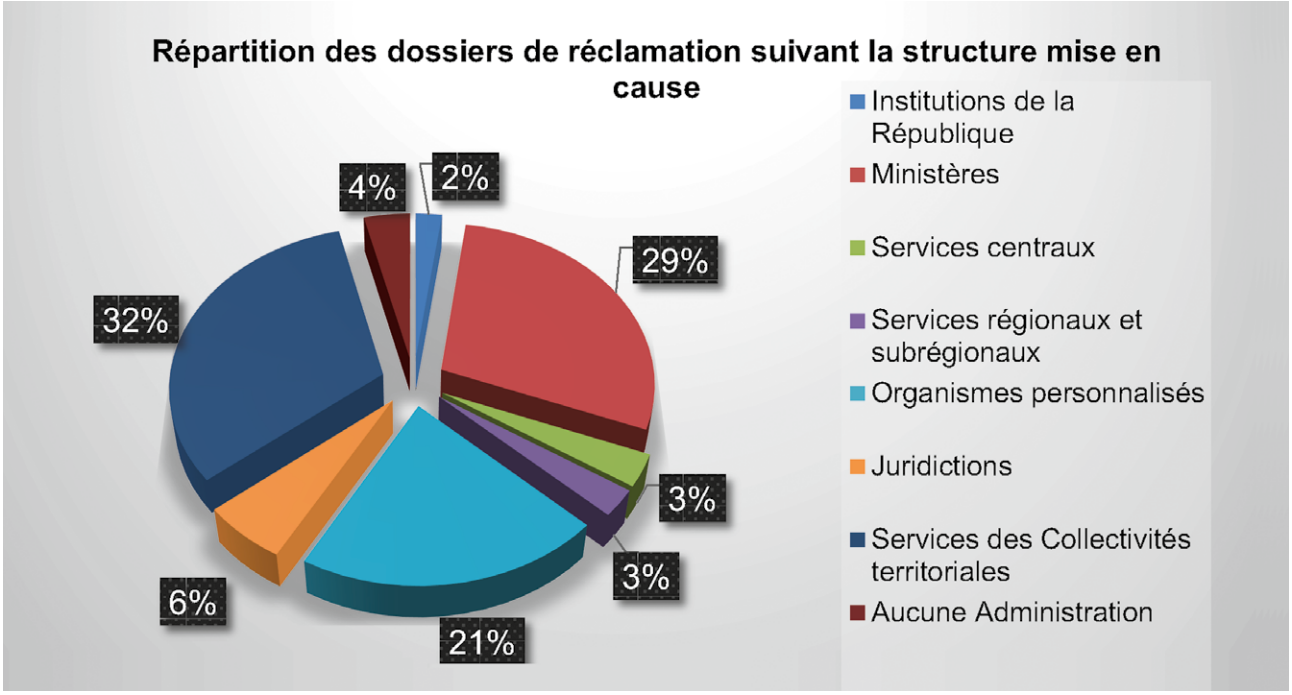


3.2 Répartition des dossiers de réclamation suivant la structure mise en cause

En 2025, les réclamations reçues par le Médiateur de la République relèvent des différentes catégories de services publics définis par la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation, de la gestion et du contrôle des services publics. Les Ministères et les Collectivités territoriales ont été les plus sollicités par les usagers.

Tableau V : Répartition des réclamations suivant la structure mise en cause

Structure	Nombre	Pourcentage
Institutions de la République	4	2,00
Ministères	53	29,00
Services centraux	6	3,00
Services régionaux et subrégionaux	5	3,00
Organismes personnalisés	39	21,00
Juridictions	11	6,00
Services des Collectivités territoriales	59	32,00
Aucune Administration	7	4,00
TOTAL	**184**	**100,00**



3.3 Répartition des dossiers de réclamation suivant la zone géographique

Les réclamations proviennent du District de Bamako et de l'ensemble des régions du Mali. A l'instar des années précédentes, le District de Bamako recueille le plus grand nombre de réclamations avec **76 %**. Il est suivi de Kayes et Ségou avec respectivement **6 %** et **5 %**.

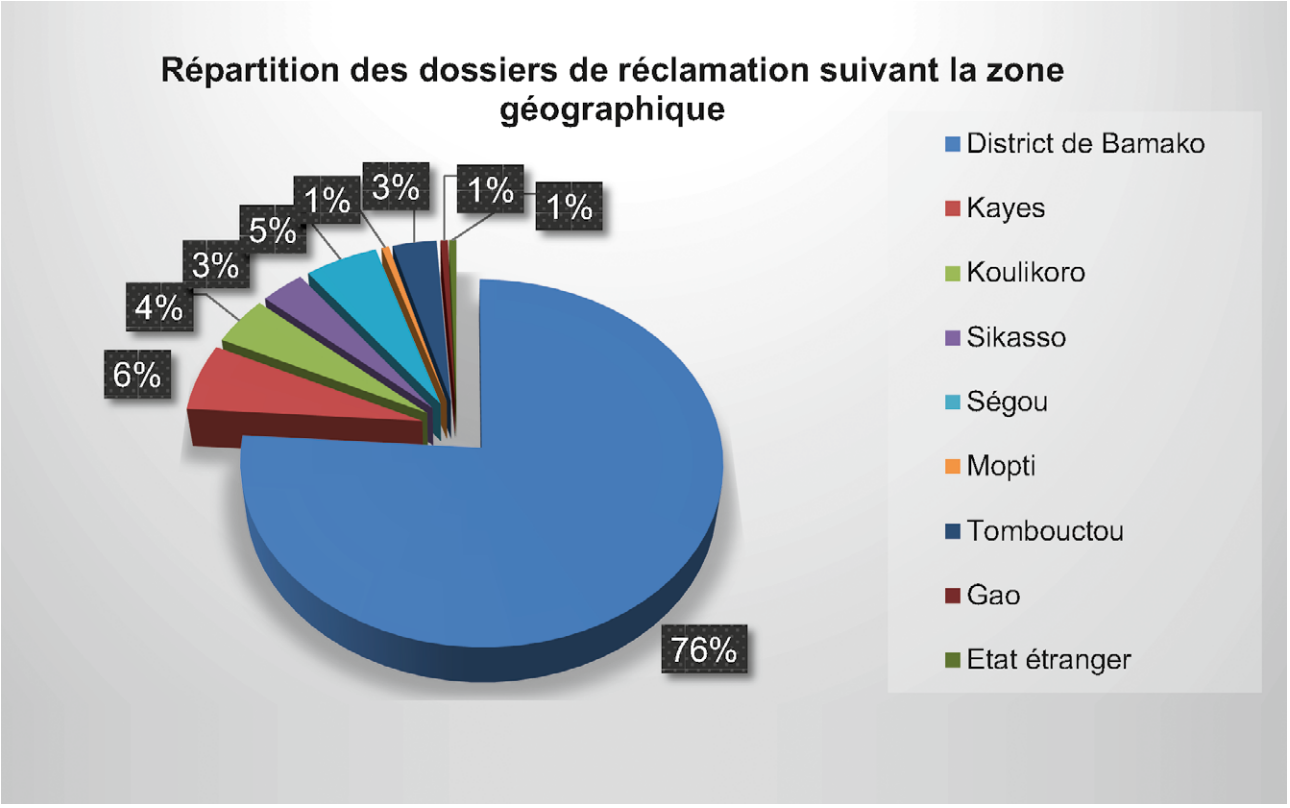


Tableau VI : Répartition des réclamations suivant la zone de provenance

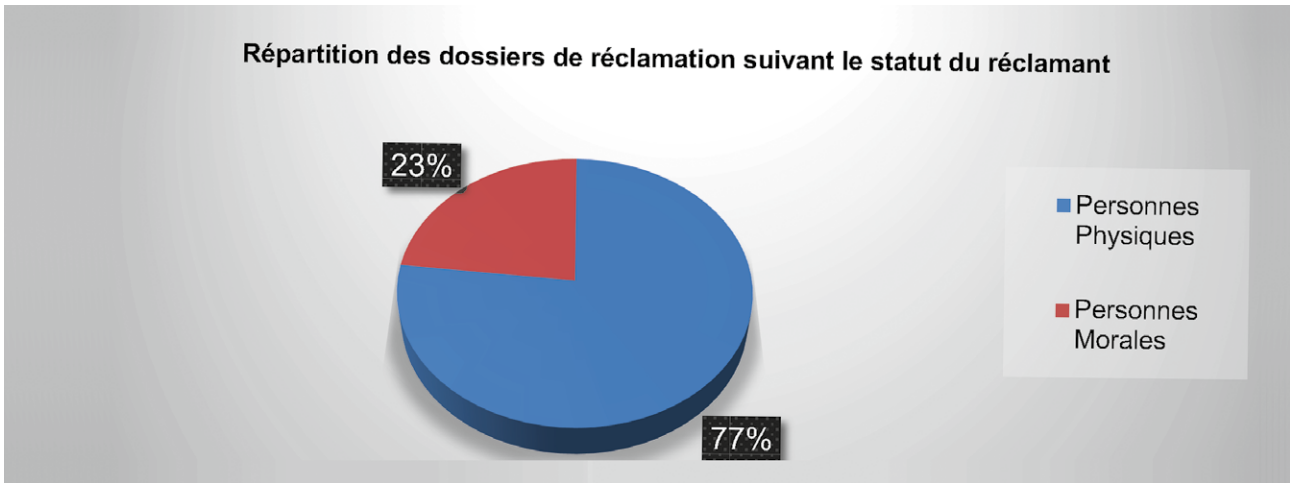
Zone Géographique	Nombre	Pourcentage
District de Bamako	40	76,00
Kayes	11	6,00
Koulikoro	8	4,00
Sikasso	6	3,00
Ségou	10	5,00
Mopti	1	1,00
Tombouctou	6	3,00
Gao	1	1,00
Etat étranger	1	1,00
TOTAL	**184**	**100,00**

3.4 Répartition des dossiers de réclamation suivant le statut du réclamant

Conformément aux dispositions de la loi l'instituant, le Médiateur de la République est saisi par des personnes physiques et morales. Chaque année, la saisine par les personnes physiques dépasse largement celle des personnes morales. Ainsi, en 2025, **141** personnes physiques ont saisi contre **43** personnes morales.

Tableau VII : Répartition des réclamations suivant le statut du réclamant

Statut	Nombre	Pourcentage
Personnes physiques	141	77,00
Personnes morales	43	23,00
TOTAL	**184**	**100**

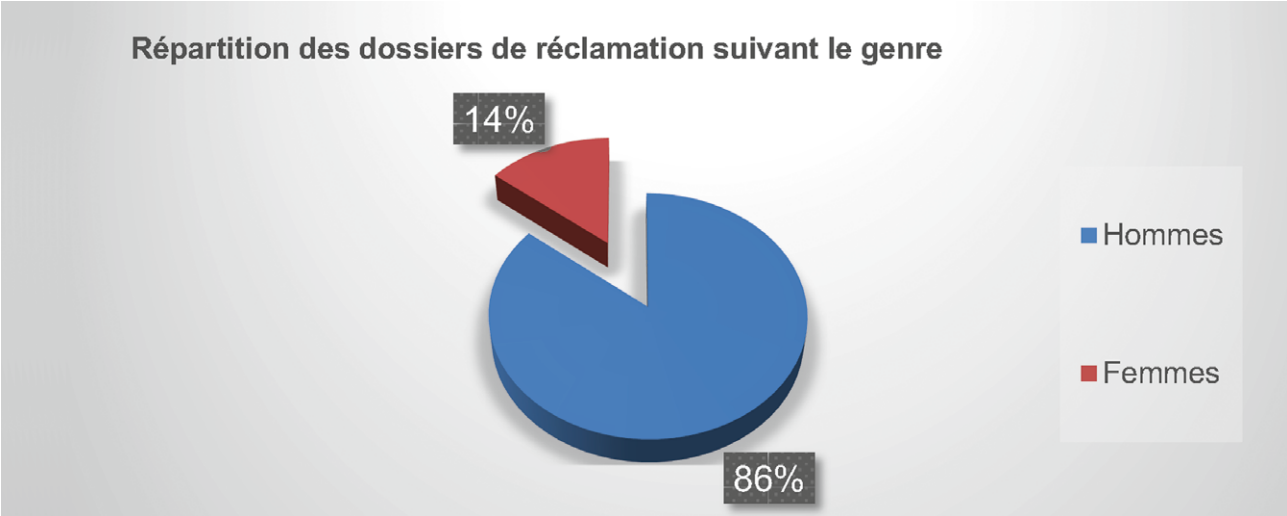


3.5 Répartition des dossiers de réclamation suivant le genre

Cette année encore, le taux de saisine des femmes est plus faible que celui des hommes.
Les réclamations formulées par les femmes sont de l'ordre de **14 %**.

Tableau VIII : Répartition des réclamations suivant le genre

Genre	Nombre	Pourcentage
Hommes	121	86,00
Femmes	20	14,00
Total	**141**	**100,00**

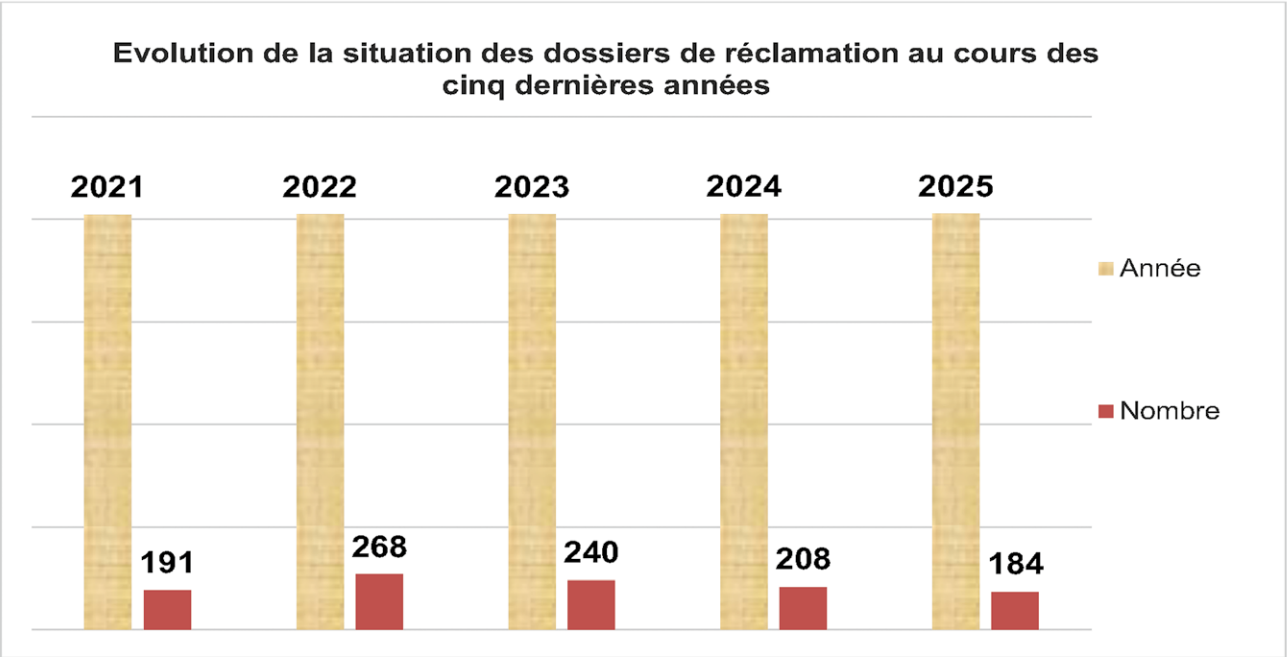


4. Evolution de la situation des dossiers de réclamation au cours des cinq dernières années

Au cours des cinq dernières années, les données statistiques révèlent une évolution en dents de scie.

Tableau IX : Evolution de la situation des dossiers de réclamation au cours des cinq dernières années

Année	Nombre
2021	191
2022	268
2023	240
2024	208
2025	184



5. CAS SIGNIFICATIFS

5.1. Réparation de préjudice subi

Suite au décès de Monsieur O.F survenu le 25 mars 2023, sa veuve A.T a déposé au mois de juin auprès de la BDM-SA 4 lots de dossiers pour faire diligenter le traitement des droits des héritiers.

La veuve soutient que plus de 4 mois après soit en octobre 2023, la banque lui a demandé d'envoyer son dossier auprès de l'Institut National de Prévoyance Sociale (I.N.P.S). Après traitement du dossier, l'I.N.P.S a précisé qu'il ne paiera qu'un (1) mois sur les huit (8) mois de rappel demandé par A.T au motif que ladite demande n'a pas été adressée dans le délai de six (6) mois suivant le 1er jour du mois civil de la date de cessation d'activité, conformément à l'article 146 de la Loi n°99-041 du 12 août 1999, modifiée, portant Code de prévoyance sociale.

Ainsi, A.T a demandé un recours gracieux auprès de l'I.N.P.S qui à travers sa décision n°024-1876/ DG-INPS du 12 septembre 2024 a émis un avis défavorable.
Elle estime que le retard accusé dans le traitement de son dossier occasionnant le non-paiement de sept (7) mois de pension relève de la faute de la banque et souhaite obtenir une réparation du préjudice subi.

Après plusieurs démarches infructueuses notamment auprès de la BDM-SA et de l'I.N.P.S, Madame A.T a décidé de solliciter l'intervention du Médiateur de la République.

Intervention du Médiateur de la République

L'analyse du dossier révèle que ni la réclamante, ni le service employeur qu'est la banque n'ont déposé la demande de pension dans le délai indiqué.

A cet effet, le Médiateur de la République a saisi par Lettre n°0773/MR-SG-SR du 1er août 2025 le Directeur général de la banque pour le règlement de cette situation.

Ainsi, à travers la lettre s/n du 9 octobre 2025, la banque s'est engagée à solder au compte de Madame A.T la somme de **FCFA 9 932 664 (Neuf millions neuf cent trente-deux mille six cent soixante-quatre)** représentant le montant des rappels non bénéficiés de la part de l'I.N.P.S.

Madame A.T à travers une lettre de remerciement a informé le Médiateur de la République du paiement intégral de la somme sus indiquée.

Observation

Le Médiateur de la République félicite les dirigeants de la banque pour leur sens de responsabilité en procédant à la réparation du préjudice subi par les ayants droits de Feu O.F.

5.2. Une entreprise d'Etat ne garantit pas le paiement des droits sociaux de ses travailleurs

Par lettre en date du 25 janvier 2024, le Collectif des agents de la Poste du Mali a saisi le Médiateur de la République d'une réclamation de prestations au niveau de l'Institut National de Prévoyance Sociale (I.N.P.S).

Ces agents affirment que depuis qu'ils ont pris service à la Poste, le prélèvement des cotisations sociales est fait sur leurs salaires mais qu'ils n'ont jamais bénéficié de prestations dans ce sens.

A cet effet, ils ont saisi l'I.N.P.S sans obtenir une suite favorable. C'est ainsi qu'ils ont sollicité l'intervention du Médiateur de la République auprès de la structure mise en cause.

Intervention du Médiateur de la République

Saisi de la question, le Médiateur de la République a, par Lettre n°0113/MR-SG-SR du 15 février 2024, adressé une demande d'informations au Directeur général de l'I.N.P.S en vue d'en savoir plus sur le dossier.

Suite à l'intervention du Médiateur de la République**,** ledit Directeur, par bordereau d'envoi n°024/DG/INPS du 15 avril 2024 a fait parvenir ses éléments de réponse.

De ces éléments de réponse, il ressort que le non-paiement des prestations familiales par l'I.N.P.S est dû à la non production par la Poste de la déclaration nominative de versement des cotisations de ses travailleurs. Ce document indispensable au traitement des demandes de droits, permet au service technique de procéder à des vérifications permettant de payer le bon droit à la bonne personne.

Cette information a été notifiée à la Direction générale de la Poste par Lettre n°0454/MR-SG-SR du 20 mai 2024 du Médiateur de la République. Suite à cette notification, le Président Directeur général de la Poste a porté à la connaissance du Médiateur de la République que les déclarations nominatives de versement des cotisations sont régulièrement soumises et dans le respect des délais auprès de l'I.N.P.S.

En retour, le Médiateur de la République a transmis cette information à la Direction générale de l'I.N.P.S avec les pièces jointes desdites déclarations en lui réitérant son espoir de trouver un règlement du dossier à son niveau.

La Direction générale de l'I.N.P.S, par Lettre n°1493/INPS-DG/SP-DG du 08 juillet 2025, a de nouveau réagi à la correspondance du Médiateur de la République en affirmant que la Poste doit à l'I.N.P.S la somme de **sept milliards neuf cent dix-neuf millions quatre cent cinquante-quatre francs (7 919 460 454) FCFA**.

En conséquence, pour permettre à ses services techniques de procéder à la régularisation des allocations familiales du Collectif des agents de la Poste, le Directeur général de l'I.N.P.S a invité son homologue de la Poste à déposer auprès de sa structure les reçus justifiant les versements des cotisations.

Le Médiateur de la République a notifié cette information à la Direction générale de la Poste et attend la réaction de cette dernière.

Observation et recommandation

Le Médiateur de la République déplore le retard accusé par la Direction générale de la Poste pour la régularisation des prestations sociales des travailleurs auprès de l'I.N.P.S. Cela constitue un grand préjudice pour ces derniers, car ne bénéficiant pas de protection sociale.
Le Médiateur de la République recommande :

- ✓ à la Direction générale de la Poste de procéder dans les meilleurs délais à la régularisation de la situation de l'ensemble de ses travailleurs auprès de l'I.N.P.S,
- ✓ à l'I.N.PS le respect de ses règles de recouvrement et de contrôle à l'endroit des services employeurs,
- ✓ au Ministère de la Santé et du Développement social, la prise de mesures d'accompagnement pour le règlement définitif de ce problème.

5.3. L'Administration procède à la régularisation de la situation administrative d'une citoyenne

Avant sa hiérarchisation à la fonction de Chargé de recherche dans la spécialité « Chirurgie générale », Madame O.S, Médecin, avait demandé et obtenu une mise en congé de formation à l'Université Cheick Anta DIOP de Dakar pour des études en cycle DES, option **Radiothérapie**.

A l'issue de cette formation Madame O.S a souhaité modifier sa spécialité sur l'arrêté qui l'a hiérarchisée dans la spécialité « Chirurgie générale ».

A cet effet, Madame O.S a adressé une demande de régularisation de sa situation administrative au Secrétariat Général du Gouvernement (SGG) sous couvert voie hiérarchique en septembre 2023.
Malheureusement pour elle, son dossier a été renvoyé par le SGG en juillet 2024 au motif que sa demande était mal formulée. Madame O.S a reformulé sa demande conformément aux directives du

SGG et déposé à nouveau.
Après plusieurs tentatives sans succès auprès du SGG, Madame O.S a décidé de solliciter l'intervention du Médiateur de la République pour trouver une solution à son problème.

Intervention du Médiateur de la République

Par correspondance n°0472/MR-SG-SR du 30 avril 2025, le Médiateur de la République a saisi le Secrétariat Général du Gouvernement d'une demande d'informations sur le dossier.

En réponse, suivant bordereau d'envoi n°4277/PRIM-SGG du 2 septembre 2025, le Secrétariat Général du Gouvernement a fait parvenir au Médiateur de la République la copie de l'Arrêté n°2025-4029/MESRS-SG du 2 septembre 2025 portant régularisation de la situation administrative concernant Madame O.S.

Observation

Le Médiateur de la République se réjouit de ce dénouement heureux du dossier de Madame O.S et apprécie à juste titre, la prompte réaction du Secrétariat Général du Gouvernement.

5.4. Une Mairie encaisse des frais de lotissement des citoyens sans leur attribuer de parcelle

Par lettre en date du 19 septembre 2024, Monsieur O.T employé à la Direction Générale de MOOV-AFRICA-MALITEL a saisi le Médiateur de la République pour une réclamation de parcelles auprès de la Mairie de la Commune Urbaine de Sikasso.
En effet, Monsieur O.T affirme avoir versé au niveau du service régional de la Trésorerie de Sikasso des sommes représentant les frais de lotissement de trois parcelles à Kamalen Siracoro et Mamassoni suivant les ordres de virement n°1698, 1907, des 24 et 30 juillet 2012 et n°1798 du 15 mars 2013.
Le réclamant soutient qu'après l'accomplissement des démarches administratives et financières, il n'a reçu aucune information sur lesdits lots malgré plusieurs démarches accomplies auprès de la Mairie.

Intervention du Médiateur de la République :

Après analyse des pièces du dossier, le Médiateur de la République a par Lettre n°1174/MR-SG-SR du 11 novembre 2024 saisi le Maire de la Commune Urbaine de Sikasso, afin d'obtenir la compensation des parcelles de O.T.

En réponse par Lettre n°596/COU-SIK du 25 novembre 2025, ledit Maire informa le Médiateur de la République de la non finalisation du plan d'application suite au refus de certains occupants de se conformer au plan approuvé.

Par ailleurs, il a précisé qu'il s'agissait d'une opération de réhabilitation qui ne concernait que les occupants des lieux.

Recommandation du Médiateur de la République

Le Médiateur de la République constate des irrégularités dans le processus d'attribution des parcelles par la Mairie et recommande la mise à disposition de parcelles au profit des personnes concernées

par ce problème ou le remboursement de la somme indûment perçue, aussi veiller au respect strict de la loi domaniale et foncière.

5.5. Les difficultés rencontrées par les citoyens pour obtenir la correction des erreurs matérielles sur les cartes NINA

Suivant lettre en date du 29 octobre 2024, Monsieur HMD affirme que lors de l'établissement de sa fiche descriptive individuelle NINA, des erreurs se sont produites sur son prénom ainsi que sa date de naissance, le nommant El Hadji Mamadou Djenka Baba et lui attribuant 1998 comme date de naissance.

Il a souligné que ces erreurs matérielles lui causent d'énormes préjudices dans ses procédures administratives au mépris de son vrai nom HMD et de sa vraie date de naissance 28 octobre 2000 conformément à l'acte de naissance versé au dossier.

Monsieur HMD précise qu'il est bénéficiaire du jugement n°504 du 19 avril 2023, qui a établi la preuve que des erreurs se sont produites sur son prénom ainsi que son année de naissance.
Aussi, le réclamant affirme que malgré la transmission de la lettre de demande de rectification de l'Autorité de Protection des Données à caractère Personnel (APDP) au centre de traitement d'Etat Civil, sa préoccupation demeure non résolue.
Ayant entrepris de nombreuses démarches pour le rétablissement de son identité réelle, restées sans suite, il sollicite l'intervention du Médiateur de la République auprès du Ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, pour une rectification de son état civil.

Intervention du Médiateur de la République

L'analyse de ce dossier révèle les conditions de rectification de l'état civil prévues par l'article 141 du Code des Personnes et de la Famille qui dispose **:**
« La rectification judiciaire peut porter sur tout ce qui figure dans l'acte d'état civil, mais exclusivement sur ce qui y figure. Elle ne peut intervenir que pour la réparation des erreurs ou omissions ne soulevant aucune question relative à l'état des personnes », ainsi que la présence d'une décision de justice rendue en faveur du réclamant, notamment le jugement n°504 du 19 avril 2023 du Tribunal de Grande Instance de la Commune VI du District de Bamako.

Ainsi, par lettre en date du 20 décembre 2024, le Médiateur de la République a saisi le Ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation pour connaître son analyse du dossier et pouvoir réserver une suite à la demande de rectification du réclamant.

Observation

Le Médiateur de la République constate la saisine croissante de l'institution par des usagers confrontés au problème de rectification d'erreurs sur les cartes NINA. A cet effet, il exhorte le ministère en charge de l'état civil de mettre en place une politique de gestion diligente de cette problématique afin d'abréger la souffrance des citoyens consécutive à l'absence de pièces d'état civil correctes.

CHAPITRE II : TRAITEMENT DES DEMANDES D'INTERPELLATION

Institué par le Décret n°96-159/P-RM du 31 mai 1996 modifié, l'Espace d'Interpellation Démocratique (E.I.D) est une initiative des plus Hautes Autorités maliennes pour commémorer la journée internationale de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme du 10 décembre 1948.

C'est un forum annuel unique au monde, organisé au Mali par le Médiateur de la République depuis 2012, au cours duquel les ministres sont interpellés par les usagers de l'Administration sur des questions qui relèvent de la bonne gouvernance, de la promotion et de la protection des droits et libertés des citoyens.

L'E.I.D a pour objet « d'informer les opinions publiques nationale et internationale sur l'état des droits de l'homme au Mali, de contribuer de manière active et pédagogique à la réalisation d'une culture démocratique nationale et d'impulser de façon significative la politique de promotion et de protection des droits et libertés des citoyens ».

Les sessions de l'Espace d'Interpellation Démocratique se tiennent à Bamako le 10 décembre de chaque année. Toutefois, elles peuvent se tenir en tout autre lieu du territoire national par décision du Médiateur de la République. Les interpellations sont faites de façon directe, gratuite et s'effectuent du 1er juillet au 30 septembre de chaque année.

Le premier semestre de l'année 2025 a été consacré au suivi de la 28ème Session de l'E.I.D qui a été évaluée en octobre 2025.

Les activités préparatoires de la 29ème Session de l'E.I.D se sont déroulées au cours du second semestre de l'année 2025.

La 29ème Session s'est tenue le mercredi 10 décembre 2025, au Centre International de Conférence de Bamako (C.I.C.B), sous la présidence du Ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, Garde des Sceaux, Monsieur Mamoudou KASSOGUE représentant le Général de Division Abdoulaye MAÏGA, Premier ministre, Chef du Gouvernement, en déplacement à l'extérieur du pays.

I. SUIVI ET EVALUATION DE LA 28EME SESSION DE L'ESPACE D'INTERPELLATION DEMOCRATIQUE (E.I.D) 2024

Sur la base de son Chronogramme, le Secrétariat permanent de l'E.I.D s'est attelé durant l'année 2025 à suivre les dossiers d'interpellation retenus et les recommandations du Jury d'Honneur de la 28ème Session, à informer et sensibiliser les populations sur l'E.I.D.

Les activités de la 29ème Session de l'E.I.D retenues dans la programmation des activités 2025 des Services du Médiateur de la République ont été réalisées à **100 %**.

En effet, les vingt-trois (23) activités retenues ont été toutes exécutées.
Conformément aux dispositions de l'article 45 du Règlement intérieur de l'E.I.D, les deux réunions de suivi et l'Atelier d'évaluation de la 28ème Session se sont tenus.

1. REUNIONS DE SUIVI

Les deux réunions de suivi des interpellations et des recommandations du Jury d'Honneur de la 28ème Session de l'E.I.D 2024, se sont tenues respectivement le jeudi 20 mars et le vendredi 20 juin 2025, dans la Salle de Conférence des Services du Médiateur de la République.

Présidées par le Secrétaire général des Services du Médiateur de la République, Monsieur Amadou ROUAMBA, elles ont enregistré la présence des correspondants du Médiateur de la République dans les départements ministériels, les représentants des départements ministériels n'ayant pas de correspondant et certains Collaborateurs du Médiateur de la République.

Les réunions ont commencé par le discours d'ouverture du Secrétaire général des Services du Médiateur de la République. À l'entame de son propos, il a au nom de **Madame SANOGO Aminata MALLE,** Médiateur de la République et en son nom propre, souhaité la cordiale bienvenue à tous les participants à ces réunions de suivi des dossiers d'interpellation et des recommandations du Jury d'Honneur de la 28ème Session de l'E.I.D 2024.

Aussi, a-t-il rappelé la situation des **cinq cent cinquante-quatre (554)** dossiers d'interpellation reçus par le Secrétariat permanent de l'E.I.D et leur classification par catégorie.

Pour le Secrétaire général, les dossiers retenus ont reçu et continuent de recevoir le traitement approprié grâce à la bonne collaboration des départements ministériels. Il a salué le dynamisme du Secrétariat permanent de l'E.I.D qui a notifié tous les éléments de réponse reçus des départements ministériels aux interpellateurs concernés.

Après les cérémonies d'ouverture, le Chef de la Division Suivi et Evaluation du Secrétariat permanent de l'E.I.D a procédé à une présentation PowerPoint de la situation des dossiers d'interpellation et des recommandations du Jury d'Honneur de la 28ème Session de l'E.I.D repartis entre les départements ministériels.

1.1. Première réunion de suivi de la 28ème Session de l'E.I.D

L'état du traitement des dossiers d'interpellation et des recommandations du Jury d'Honneur se présente comme suit :

a. Au titre des interpellations retenues pour être lues

Il faut noter que les 24 interpellations retenues pour être lues le jour de l'E.I.D, ont toutes reçu des éléments de réponse de la part des départements ministériels concernés.

b. Au titre des interpellations retenues pour suite à donner

Sur les 430 interpellations retenues pour suite à donner, les départements ministériels ont donné suite à 243 interpellations.



Le Secrétaire général au centre, à sa droite le Directeur de Cabinet et à sa gauche le Secrétaire permanent de l'E.I.D.

Tableau X : Réception des éléments de réponse des départements ministériels concernant les interpellations retenues pour lecture et pour suite à donner.

Catégories	Nombre de dossiers	Nombre de dossiers répondus	Taux de réalisation
Lecture	27	27	100 %
Suite à donner	430	243	56,51 %
Total	**457**	**270**	**59,08 %**

c. Au titre des recommandations du Jury d'Honneur

Les recommandations du Jury d'Honneur se répartissent comme suit :

- ✓ recommandations concernant le Médiateur de la République ;
- ✓ recommandations adressées aux départements ministériels suite aux interpellations lues en public ;
- ✓ recommandations générales adressées aux départements ministériels ;
- ✓ recommandations concernant le Gouvernement.

Sur les **23** recommandations adressées aux départements ministériels, le Secrétariat permanent de l'E.I.D a reçu **03** éléments de réponse.

En effet, trois (**03**) départements ont répondu à leurs recommandations, notamment :

- ✓ le Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme ;
- ✓ le Ministère des Maliens établis à l'Extérieur et de l'Intégration africaine ;
- ✓ le Ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation.

1.2. Deuxième réunion de suivi de la 28ème Session de l'E.I.D

S'inscrivant dans la suite de la première, la deuxième réunion a enregistré une avancée dans la réception des éléments de réponse des départements ministériels concernant les interpellations retenues pour suite à donner et les recommandations du Jury d'Honneur.



Vue des participants lors de la présentation de la situation des dossiers d'interpellation et des recommandations du Jury d'Honneur

A titre de rappel, les dossiers retenus pour lecture ont tous reçu des éléments de réponse depuis le 10 décembre 2025.

a. Au titre des interpellations retenues pour suite à donner

Sur les 430 interpellations retenues pour suite à donner, les départements ministériels ont donné suite à 325 interpellations contre 243 à la première réunion de suivi, soit une augmentation de 82 dossiers.

Tableau XI : Réception des éléments de réponse des départements ministériels concernant les interpellations retenues pour lecture et pour suite à donner.

Classement des dossiers	Nombre de dossiers	Nombre de dossiers répondus	Taux de réalisation
Lecture	27	27	100 %
Suite à donner	430	325	75,58 %
Total	**457**	**352**	**77,02 %**

b. **Au titre des recommandations du Jury d'Honneur**

Sept (**07**) départements ont répondu à leurs recommandations, notamment :

- ✓ le Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme ;
- ✓ le Ministère des Maliens établis à l'Extérieur et de l'Intégration africaine ;
- ✓ le Ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation ;
- ✓ le Ministère de la Refondation de l'Etat, chargé des Relations avec les Institutions ;
- ✓ le Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale ;
- ✓ le Ministère de l'Agriculture ;
- ✓ le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

Sur les **23** recommandations adressées aux départements ministériels, **12** ont été répondues.
Le Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale a mis en œuvre la recommandation du Jury d'Honneur relative à la création d'une Commission interministérielle chargée d'apporter des réponses définitives aux problèmes d'établissement ou de renouvellement, de mise à disposition et de correction des documents d'état civil et de voyage.

En effet, ladite Commission a été créée suivant Décision n°2025-00003/MAECI-SG du 01 avril 2025 du Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale. Elle est chargée de la mise en place et du suivi-évaluation de la solution informatique sécurisée dans les Missions diplomatiques et Postes consulaires du Mali.

Le Directeur de Cabinet a, au nom de Madame le Médiateur de la République, remercié l'ensemble des participants à cette deuxième réunion de suivi et invité les départements n'ayant pas encore répondu à transmettre les éléments de réponse des dossiers d'interpellation et des recommandations les concernant. Ces derniers ont tous pris l'engagement de transmettre les éléments de réponse d'ici l'atelier d'évaluation.

2. ATELIER D'EVALUATION DE LA 28EME SESSION DE L'E.I.D

L'Atelier d'évaluation des dossiers d'interpellation et des recommandations du Jury d'Honneur de la 28ème Session s'est tenu le jeudi 09 octobre 2025, dans la Salle de conférence des Services du Médiateur de la République.

Etaient présents :

- le Représentant du Premier ministre ;
- le Président du Jury d'Honneur de la 28ème Session de l'E.I.D ;
- le Professeur Boubou KEÏTA, Maître de Conférence, Agrégé des Facultés de Droit, Enseignant chercheur en qualité de personne ressource ;
- les Correspondants du Médiateur de la République dans les ministères ;
- les Représentants des départements ministériels ne disposant pas de Correspondant du Médiateur de la République ;
- les Représentants des Organisations de la Société civile ;

- les Collaborateurs du Médiateur de la République au Siège ;
- les Délégués territoriaux du Médiateur de la République.



Madame le Médiateur de la République au centre, à sa droite le Secrétaire général, à sa gauche le Président du Jury d'Honneur de la 28ème Session de l'E.I.D, entourée des participants

A titre de rappel, sur les **cinq cent cinquante-quatre (554)** dossiers d'interpellation enregistrés par le Secrétariat permanent, la Commission préparatoire, après avoir statué et délibéré, a classé lesdits dossiers en **trois** (**3**) catégories :

- interpellations retenues pour être lues : 27, soit 4, 87 % ;
- interpellations retenues pour suite à donner : 430, soit 77, 61 % ;
- interpellations non retenues : 90.

Au cours des travaux, **07** dossiers ont été signalés satisfaits.

Il s'agit :

- du dossier N°11 de Bamako ;
- du dossier N°21 de Bamako ;
- du dossier N°31 de Bamako ;
- du dossier N°186 de Kayes ;
- du dossier N°239 de Koulikoro ;
- du dossier N°471 de Gao ;
- du dossier N°534 de Gao.

Au total, **457** dossiers ont été retenus soit **82,49%.**

2.1. Cérémonie d'ouverture

Présidée par **Madame SANOGO Aminata MALLE,** Médiateur de la République, la cérémonie d'ouverture a été marquée par la présentation du programme de la journée par le maître de cérémonie.



Vue du présidium lors de la cérémonie d'ouverture

Ensuite, il a été procédé à la présentation des participants.

Dans son intervention, Madame le Médiateur de la République a tout d'abord souhaité la cordiale bienvenue aux participants et les a remerciés pour leur présence à cette cérémonie.

Avant tout propos, Madame le Médiateur de la République a invité l'assistance à bien vouloir observer une minute de silence en la mémoire de **Madame DIALLO Fatou SECK**, membre du Jury d'Honneur de la 28ème Session de l'E.I.D, arrachée à notre affection le 21 août 2025.

Le discours de Madame le Médiateur de la République a porté, d'une part, sur l'ouverture des travaux de l'atelier d'évaluation des dossiers d'interpellation et des recommandations du Jury d'Honneur de la 28ème Session de l'E.I.D, d'autre part, sur les travaux de dépouillement des dossiers d'interpellation de la 29ème Session qui seront évoqués plus loin.

Aussi, a-t-elle saisi cette opportunité pour exprimer sa profonde gratitude aux participants pour leur présence qui témoigne de leur engagement constant envers ce forum démocratique.
Ensuite, elle a rappelé conformément à l'article 45 du Règlement intérieur de l'E.I.D, les deux réunions de suivi organisées par le Secrétariat permanent de l'E.I.D, les 20 mars et 20 juin 2025, qui ont permis de suivre l'évolution du traitement des interpellations et des recommandations issues de la 28ème Session.

Au regard des résultats obtenus, Madame le Médiateur de la République a adressé ses vifs remerciements aux ministres pour leur proactivité, aux Organisations de la Société civile pour leur accompagnement, aux membres de la Commission préparatoire pour le choix judicieux des dossiers retenus et aux membres du Jury d'Honneur pour la pertinence des recommandations formulées tout en saluant le travail remarquable du Secrétariat permanent de l'E.I.D.

Pour Madame le Médiateur de la République, la diversité et la représentativité de la Commission préparatoire constituent un atout précieux pour les interpellateurs et pour l'E.I.D dans son ensemble.

Dans son intervention, elle n'a pas passé sous silence, la création récente par le Premier ministre, d'une Commission d'appui à la mise en œuvre des recommandations de l'E.I.D et l'annonce de Son Excellence, le Général d'Armée Assimi GOÏTA, Président de la Transition, Chef de l'Etat relative à la création d'un Pôle national chargé du foncier pour traiter les litiges domaniaux et fonciers, dans son discours à la Nation le 22 septembre 2025.

Ainsi, a-t-elle non seulement remercié le Premier ministre, Chef du Gouvernement, mais aussi exprimé sa profonde gratitude à Son Excellence, le Général d'Armée Assimi GOÏTA, Président de la Transition, Chef de l'Etat.

Sur ces mots, Madame le Médiateur de la République a déclaré ouverts l'Atelier d'évaluation de la 28ème Session et les travaux de dépouillement des interpellations de la 29ème Session de l'E.I.D.

Elle a souhaité plein succès à leur déroulement.

2.2. Situation des dossiers d'interpellation au niveau des départements ministériels

Après la pause, le Chef de Division Suivi et Evaluation a procédé à la présentation en PowerPoint de la situation des interpellations et des recommandations du Jury d'Honneur de la 28ème Session de l'E.I.D.

Du 10 décembre 2024 au 9 octobre 2025, la situation des interpellations retenues et réparties entre les départements ministériels se présente comme suit :

Tableau XII : Situation des dossiers d'interpellation au niveau des départements ministériels

Départements interpellés	Nombre de dossiers				
	A lire	Répondus	Suite à donner	Répondus	Restants
Ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation	**12**	**12**	**116**	**116**	**00**
Ministère de la Défense et des anciens Combattants			**13**	**13**	**00**
Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme	**1**	**1**	**19**	**19**	**00**

Départements interpellés	Nombre de dossiers				
	A lire	Répondus	Suite à donner	Répondus	Restants
Ministère de la Refondation de l'Etat, Chargé des Relations avec les Institutions	1	1	1	1	00
Ministère de la Sécurité et de la Protection civile			4	4	00
Ministère de la Réconciliation, de la Paix et de la Cohésion nationale			7	7	00
Ministère des Transports et des Infrastructures			3	3	00
Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale	1	1	4	4	00
Ministère de l'Economie et des Finances	2	2	87	78	09
Ministère de l'Education nationale	2	2	18	18	00
Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique	1	1	2	2	00
Ministère des Mines	2	2	2	2	00
Ministère de la Santé et du Développement social			79	78	01
Ministère du Travail, de la Fonction publique et du Dialogue social			4	4	00
Ministère des Maliens établis à l'Extérieur et de l'Intégration africaine	1	1	3	3	00
Ministère de l'Agriculture	2	2	16	15	01
Ministère de l'Energie et de l'Eau	1	1	11	09	02
Ministère de l'Industrie et du Commerce	1	1	12	12	00
Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat, des Domaines, de l'Aménagement du Territoire et de la Population	1	1	72	72	00
Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement durable	2	2	4	4	00

Départements interpellés	Nombre de dossiers				
	A lire	Répondus	Suite à donner	Répondus	Restants
Ministère de la Communication, de l'Economie numérique et de la Modernisation de l'Administration			**1**	**1**	**00**
Ministère de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie hôtelière et du Tourisme			**1**	**1**	**00**
Ministère de l'Elevage et de la Pêche			**5**	**5**	**00**

N.B : Certains départements ont en partage des dossiers.

a. Au titre des interpellations retenues pour être lues

Il faut noter que les **vingt-sept (27)** interpellations retenues pour être lues le jour de l'E.I.D, ont toutes reçu des éléments de réponse de la part des départements ministériels concernés.

b. Au titre des interpellations retenues pour suite à donner

Sur les **quatre cent trente (430)** dossiers d'interpellation retenus pour suite à donner, les départements ministériels ont donné suite à **quatre-cent-douze (412)** dossiers.

Tableau XIII : Réception des éléments de réponse des départements ministériels concernant les interpellations retenues pour lecture et pour suite à donner

Catégorie	Nombre de dossiers	Nombre de dossiers répondus	Taux de réalisation
Lecture	27	27	100 %
Suite à donner	430	412	95,81 %
Total	**457**	**439**	**96,06 %**

c. Au titre des recommandations du Jury d'Honneur de la 28ème Session de l'E.I.D

Il faut noter que sur les 13 départements ministériels concernés par les recommandations du Jury d'Honneur, 12 ont répondu à la date de la tenue de l'atelier d'évaluation.

Il s'agit des départements ministériels suivants :

- le Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme ;
- le Ministère des Maliens établis à l'Extérieur et de l'Intégration africaine ;

- le Ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation ;
- le Ministère de la Refondation de l'Etat, chargé des Relations avec les Institutions ;
- le Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale ;
- le Ministère de l'Agriculture ;
- le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique ;
- le Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement durable ;
- le Ministère des Mines ;
- le Ministère de l'Education nationale ;
- le Ministère de la Sécurité et de la Protection civile ;
- le Ministère de la Défense et des anciens Combattants.

Sur les trente-deux (**32**) recommandations formulées par le Jury d'Honneur, trente-et -une (**31**) ont reçu des éléments de réponses, soit **96, 87 %.**

Au cours de l'atelier, le Chef de la Division Suivi et Evaluation a présenté le tableau de la situation des interpellations au niveau des départements ministériels.

Les correspondants et les représentants des départements ministériels ont donné des explications par rapport aux dossiers d'interpellation et aux recommandations du Jury d'Honneur n'ayant pas encore reçu de réponses de leur part.

Enfin, le Secrétaire général a, au nom de Madame le Médiateur de la République, remercié l'ensemble des participants à cet atelier d'évaluation et invité les départements n'ayant pas encore répondu à tous les dossiers, à le faire de façon formelle d'ici le 10 décembre 2025.

II. TRAVAUX PREPARATOIRES DE LA 29EME SESSION DE L'ESPACE D'INTERPELLATION DEMOCRATIQUE (E.I.D) 2025

1. LANCEMENT DES ACTIVITES DE LA 29EME SESSION DE L'E.I.D

Le lancement de la 29ème Session a été marqué par le discours de lancement du Médiateur de la République, les points de presse des délégués territoriaux, les missions de collecte et la réception des dossiers.

1.1. Discours de lancement

Conformément à l'article 25 du Règlement intérieur, le Médiateur de la République informe le grand public des objectifs et des modalités de participation aux travaux de ce forum à travers les moyens de communication appropriés.



Capture d'écran du Discours de lancement du Médiateur de la République

Ainsi, par le canal du journal télévisé de l'ORTM1 du 30 juin 2025, le Médiateur de la République, **Madame SANOGO Aminata MALLE** a adressé un message à la population pour lui signifier l'ouverture de la campagne de dépôt des dossiers d'interpellation.

Dans son discours, elle a fait l'historique de l'Espace d'Interpellation Démocratique que notre pays organise depuis 1994, le 10 décembre de chaque année en commémoration de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

Elle a rappelé l'objet de ce forum institué dans notre pays par le Décret n°96-159/P-RM du 31 mai 1996, modifié, à savoir « informer les opinions publiques nationale et internationale sur l'état des droits de l'homme en République du Mali, de contribuer de manière active et pédagogique à la réalisation d'une culture démocratique nationale et d'impulser de façon significative la politique de promotion et de protection des droits et libertés des citoyens ».
Elle a également rappelé le contexte du transfert de son organisation et du suivi des recommandations du Jury d'Honneur au Médiateur de la République.

Organisé jusqu'en 2011, par le Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme, les Organisations de la Société civile ont demandé et obtenu son transfert à une autorité indépendante à l'effet de garantir et préserver la neutralité et l'impartialité indispensables à sa crédibilité.

Ainsi, par Décret n°2012-117/P-RM du 24 février 2012, l'organisation de l'E.I.D et le suivi de la mise en œuvre des recommandations du Jury d'Honneur ont été confiés au Médiateur de la République.

Conformément au Règlement intérieur de l'E.I.D, « Six (6) mois avant la tenue de la session, le Médiateur de la République informe le public, par les moyens de communication appropriés sur les objectifs et les modalités de participation aux travaux ».

C'est la raison pour laquelle, Madame le Médiateur de la République a informé solennellement les usagers de l'Administration du lancement de la campagne de dépôt des interpellations de la 29ème Session de l'E.I.D à compter du **mardi 1er juillet 2025** sur toute l'étendue du territoire national.

Cette campagne d'une durée de trois (3) mois se poursuivra jusqu'au mardi 30 septembre 2025. Pour ce faire, les dossiers d'interpellation peuvent être déposés aux lieux suivants :

- le Siège de l'institution du Médiateur de la République à Bamako, Zone administrative Hamdallaye ACI 2000, en face de la Caisse Malienne de Sécurité Sociale et contigu à la Cour Constitutionnelle du Mali ;
- le siège des Délégations territoriales du Médiateur de la République à Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti, Tombouctou et Gao, ainsi que les Ambassades et Consulats du Mali à l'étranger.

Dès le lendemain, les délégués territoriaux ont animé simultanément des points de presse dans les Délégations territoriales.

1.2. Points de presse des Délégués territoriaux :

De Kayes à Gao, les Délégués territoriaux ont échangé dans le cadre d'un point de presse avec les journalistes locaux sur l'Espace d'Interpellation Démocratique (E.I.D) notamment les motifs, les modes de saisine et la période de dépôt des dossiers d'interpellation.

1.3. Missions de collecte des dossiers d'interpellation

Dans le cadre de la 29ème Session de l'E.I.D, des missions de collecte des dossiers d'interpellation ont été organisées du 8 au 19 septembre 2025.

A cet effet, certains Collaborateurs du Siège dont le Secrétaire général et le Directeur de Cabinet ont conduit des missions de collecte à Kangaba, Sanankoroba et Kati. Les Délégués du Médiateur de la République ont également effectué des missions de collecte des dossiers d'interpellation dans leurs localités respectives.

Ces missions ont permis de collecter **185** dossiers d'interpellation dans les localités choisies.
Le nombre de dossier d'interpellation collecté par localité est renseigné dans le tableau ci-après :

Tableau XIV : Interpellations récoltées lors des missions de collecte des dossiers d'interpellation

DELEGATIONS TERRITORIALES	CERCLES	NOMBRE DE DOSSIERS	TOTAL	OBSERVATIONS
Bamako et environs	Kangaba	20	**44**	
	Sanankoroba	09		
	Kati	15		
Kayes	Kita	48	**48**	
Koulikoro	Kolokani	02	**14**	
	Fana (Région de Dioïla)	12		
Sikasso	Koutiala	08	**20**	
	Kolondiéba	12		
Ségou	Bla	09	**26**	
	Markala	17		
Mopti	Douentza	13	**14**	
	Boni	01		
Tombouctou	Diré	06	**07**	
	Goundam	01		
Gao	Ansongo	08	**12**	
	Bourem	04		
TOTAL			**185**	

1.4. Réception des dossiers d'interpellation de la 29ème Session

La réception des dossiers de la 29ème Session a débuté du 1er juillet au 30 septembre 2025, appuyée par des missions d'information, de sensibilisation et de collecte de dossiers d'interpellation du 8 au 19 septembre 2025 dans certaines localités environnantes de Bamako, les Chefs-lieux de Régions, ainsi que les Cercles dans les Régions au niveau des Délégations territoriales du Médiateur de la République.

S'agissant de cette session**, quatre cent cinquante-deux (452)** dossiers ont été réceptionnés contre **cinq cent cinquante-quatre** (**554) en 2024,** soit une diminution de **cent-deux (102)** dossiers.
Les Délégations territoriales ont enregistré **trois cent dix-huit** (**318)** dossiers, soit **70, 35 %.**
Au niveau du Siège à Bamako **cent trente-quatre (134)** dossiers ont été enregistrés, soit **29, 65 %**.
Les dossiers enregistrés proviennent des Régions à travers les Délégations territoriales du Médiateur de la République, du District de Bamako et de la Diaspora comme indiqué dans le tableau ci-dessous.

Tableau XV : Répartition des interpellations suivant la provenance et le statut

Localités	Genre		Personnes morales	Total dossiers	Pourcentage Dossiers
	Femme	Homme			
Bamako	18	80	36	134	29, 64 %
Kayes	07	57	04	68	15,04 %
Koulikoro	06	53	02	61	13,49 %
Sikasso	09	43	10	62	13,71 %
Ségou	07	52	07	66	14,60 %
Mopti	08	10	03	21	4,64 %
Tombouctou	00	10	02	12	2,65 %
Gao	03	20	02	25	5,53 %
Kidal	00	03	00	03	0,70 %
Total	**58**	**328**	**66**	**452**	**100 %**
Pourcentage statut	**12, 83 %**	**72, 57 %**	**14,60 %**		

2. ATELIER DE DEPOUILLEMENT DES DOSSIERS D'INTERPELLATION DE LA 29EME SESSION DE L'E.I.D 2025

A titre de rappel, la cérémonie d'ouverture du jeudi 9 octobre 2025 concernait l'Atelier d'évaluation des dossiers d'interpellation et des recommandations du Jury d'Honneur de la 28ème Session qui s'est tenu le même jour, et les travaux de dépouillement des dossiers d'interpellation de la 29ème session de l'E.I.D qui ont débuté le 13 octobre 2025.

Le discours de Madame le Médiateur de la République a porté, d'une part, sur l'ouverture des travaux de l'atelier d'évaluation des dossiers d'interpellation et des recommandations du Jury d'Honneur de la 28ème Session de l'E.I.D, d'autre part, sur les travaux de dépouillement des dossiers d'interpellation de la 29ème Session.

Dans le cadre des travaux de dépouillement, Madame le Médiateur de la République a invité les membres de la Commission préparatoire à faire preuve de discernement et d'empathie car, pour beaucoup d'interpellateurs, l'E.I.D représente un ultime recours, une voix, une espérance.

Dans la même dynamique, elle s'est dit convaincue que les travaux se dérouleront dans un climat serein et constructif au regard de l'expérience, de l'intégrité et du sens du devoir des membres de la Commission préparatoire.

Madame SANOGO Aminata MALLE a souhaité plein succès aux travaux pour qu'ils puissent se dérouler dans la convivialité, la courtoisie et le respect des critères définis dans le Règlement intérieur de l'E.I.D.

Ainsi, du 13 au 31 octobre 2025, la Commission préparatoire de la 29ème Session de l'E.I.D a procédé, dans la Salle de conférence des Services du Médiateur de la République, au dépouillement des dossiers d'interpellation soumis à son examen.
Etaient présents :

- le Représentant du Cabinet du Premier ministre ;
- le Professeur Boubou KEÏTA, **Personne ressource** ;
- les Correspondants du Médiateur de la République dans les ministères ;
- les Représentants des départements ministériels ne disposant pas de correspondants ;
- les Représentants des Organisations de la Société civile partenaires du Médiateur de la République ;
- les Collaborateurs du Médiateur de la République au Siège ;
- les Délégués territoriaux du Médiateur de la République.

2.1. Déroulement des travaux

Pour le bon déroulement des travaux, un présidium a été mis en place, conformément au Règlement intérieur de l'E.I.D. Il etait composé de :

- Monsieur Moussa KATILE, Représentant du Conseil national de la Société civile, **Président** ;
- **Madame Mariam Inna TALL**, Représentante de l'Association des Juristes Maliennes ; **Vice-présidente** ;
- Monsieur Sidi El Moctar SIDIBE, Secrétaire permanent de l'E.I.D (SP/E.I.D), **Modérateur** ;
- Monsieur Boubou KEÏTA, Maître de Conférence, Agrégé des Facultés de Droit, Enseignant Chercheur, **Personne ressource** ;
- Monsieur Bréma KEITA, Chef de Division Suivi et Evaluation du Secrétariat permanent de l'Espace d'Interpellation Démocratique, **1er Rapporteur** ;
- **Madame YASSAGOU Laurence DOUYON**, Vice-présidente de la Ligue pour la Justice, le Développement et les Droits de l'Homme, **2ème Rapporteur**.

Avant le début des travaux, il a été procédé au décompte des dossiers pour vérifier la conformité avec le nombre indiqué.

Cette année, le Secrétariat Permanent de l'E.I.D a reçu 452 dossiers d'interpellation. Lesdits dossiers proviennent des Délégations territoriales du Médiateur de la République dans les Régions, du District de Bamako et de la Diaspora.

Il faut signaler que les dossiers de la diaspora au nombre de **06** sont inclus dans les dossiers de Bamako (05) et Koulikoro (01).

Après avoir statué et délibéré sur les **452** dossiers d'interpellation, la Commission préparatoire a classé lesdits dossiers en trois (3) catégories :

- **interpellations retenues pour être lues : 24 ;**
- **interpellations retenues pour suite à donner : 340 ;**
- **interpellations non retenues : 72.**

Au cours des travaux, seize (**16)** dossiers ont été signalés satisfaits. Il s'agit des dossiers :

- N°18 de Bamako ;
- N°23 de Bamako ;
- N°24 de Bamako ;
- N°200 de Koulikoro ;
- N°221 de Koulikoro ;
- N°222 de Koulikoro ;
- N°223 de Koulikoro ;
- N°247 de Koulikoro ;
- N°259 de Koulikoro ;
- N°270 de Sikasso ;
- N°361 de Ségou ;
- N°363 de Ségou ;
- N°378 de Ségou ;
- N°382 de Ségou ;
- N°438 de Gao ;
- N°443 de Gao.

Au total, **364** dossiers ont été retenus, soit **80,53 %.**

Les objets des dossiers ont porté essentiellement sur :

- les litiges domaniaux et fonciers ;
- les demandes de régularisation de situation administrative ;
- la protection sociale ;
- les contrats et marchés ;
- la justice ;
- l'éducation ;
- autres.

Les dossiers d'interpellation se répartissent comme suit :

Tableau XVI : Répartition des interpellations par zone de provenance

Zones de provenance	Dossiers					Pourcentage
	A lire	Suite à donner	Non retenus	Satisfaits	Total	
Kayes	00	57	11		68	15,04 %
Koulikoro	05	46	05	05	61	13,49 %
Sikasso	02	54	04	02	62	13,71 %
Ségou	05	41	16	04	66	14,60 %
Mopti	01	19	01	00	21	4,64 %
Tombouctou	01	08	03	00	12	2,65 %
Gao	00	18	05	02	25	5,53 %
Kidal	01	02	00	00	03	0,70 %
Bamako	09	95	27	03	134	29,64 %
Totaux	**24**	**340**	**72**	**16**	**452**	**100 %**

N.B : A titre de rappel, les six (06) dossiers de la diaspora font partie des dossiers de Bamako et Koulikoro. Il s'agit des dossiers n° 14 ; 49 ; 61 ; 78 ; 81 de Bamako et n° 259 de Koulikoro.

La répartition des interpellations par statut se présente comme suit :

Tableau XVII : Répartition des interpellations par statut
La répartition des interpellations par statut se présente comme suit :

Statut	Nombre	Pourcentage
Homme	328	72,57 %
Femme	58	12,83 %
Personne morale	66	14,60 %
Total	**452**	**100 %**

2.2. Recommandations

Au regard des préoccupations soulevées par les interpellateurs, la Commission préparatoire a fait les recommandations suivantes :

Au titre du foncier :

- Considérant l'ampleur et la récurrence des litiges fonciers et particulièrement ceux relatifs à la purge des droits fonciers coutumiers, aux demandes de compensation de parcelles et aux difficultés d'indemnisation des victimes expropriées pour cause d'utilité publique ;
- Considérant les conditions de gestion des litiges fonciers et ses conflits communautaires ;
- Considérant les multiples attributions de parcelle par certaines autorités communales sans affectation au préalable.

Au regard de ces dysfonctionnements, la Commission préparatoire recommande de :

- prendre les dispositions pour purger les droits fonciers coutumiers ;
- indemniser les propriétaires touchés à l'occasion des travaux déclarés d'utilité publique avant tout démarrage des travaux conformément aux dispositions pertinentes de la Constitution et de la Loi foncière ;
- vulgariser la législation foncière ;
- régulariser les lotissements non approuvés ;
- trouver une solution définitive aux nombreuses demandes de compensation des citoyens dépossédés de leurs parcelles suite à un dysfonctionnement de l'Administration ;
- mener des investigations par l'Inspection de l'Administration territoriale et de la Décentralisation et l'Inspection des Domaines et des Affaires foncières pour faire la lumière sur les préoccupations de la population de Sanankoroba relativement au lotissement et à la réhabilitation de leur village ;
- engager des poursuites disciplinaires et pénales contre tout agent de l'Etat ou des collectivités territoriales impliqués dans des malversations foncières et engager contre eux des actions récursoires en cas de condamnation pécuniaire de l'Etat ou de ses démembrements.

Au titre de l'environnement :

- Considérant la dégradation de l'environnement et du cadre de vie des citoyens liée à l'orpaillage illégal et l'utilisation des produits nocifs ;
- Considérant la survenance de graves accidents ayant entrainé des pertes en vies humaines suite à l'activité des orpailleurs malgré les mesures de protection et des sanctions prises par le Gouvernement.

Suite à ces constats, la Commission préparatoire recommande de :

- renforcer les mesures de protection de l'environnement et du cadre de vie ;
- doter les services publics et ceux des collectivités investis de missions de protection de l'environnement des moyens d'action opérationnels adéquats ;
- rechercher et détruire systématiquement les sites d'orpaillage non autorisés ;

- diligenter la mise en place de la brigade des mines pour lutter efficacement contre l'orpaillage illégal et pour la préservation de notre environnement.

Au titre de la justice :

- Considérant l'inexécution, les difficultés et les retards dans l'exécution des décisions de justice rendues contre l'Etat et ses démembrements surtout en cas de condamnation pécuniaire ;
- Considérant le retard dans la rédaction des jugements malgré la lettre circulaire n° 0000731/ MJDH-SG du 4 octobre 2021 du ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, Garde des Sceaux instruisant à tous les chefs de juridictions et de parquets de veiller au respect scrupuleux des dispositions légales en la matière ;
- Considérant l'impuissance des citoyens face aux manquements professionnels de certains auxiliaires de justice (avocats et huissiers) ;

A la lumière de ces constats, la Commission préparatoire recommande de :

- assurer l'exécution effective des décisions de justice rendues contre l'Etat et ses démembrements dans les meilleurs délais ;
- inscrire de facto les montants de condamnation des collectivités territoriales dans les budgets ;
- rappeler aux magistrats leur devoir de rendre les jugements dans les délais raisonnables conformément à la loi ;
- rappeler aux magistrats le respect scrupuleux des articles 442 du Code de procédure pénale et 19 du Code de procédure civile, commerciale et sociale qui traitent respectivement des délais de rédaction des jugements en matière pénale, civile, commerciale et sociale.

Au titre de la Sécurité sociale :

- Considérant le caractère dérisoire du salaire du personnel employé comme gardien ou technicien de surface au niveau des services publics et ne bénéficiant d'aucune couverture sociale ;
- Considérant la récurrence et la persistance de la problématique de la pension dues à la méconnaissance des textes relatifs aux différents régimes de pension et des prestations familiales.

Suite à ces constats, la Commission préparatoire recommande de :

- vulgariser les textes relatifs aux différents régimes de pension et des prestations familiales.

Au titre de la cohésion sociale et du vivre ensemble :

- Considérant l'affaiblissement de la cohésion sociale avec les conflits inter ou intracommunautaires et la persistance de l'esclavage par ascendance ;

Face à ce constat, la Commission préparatoire recommande de :

- mettre en place dans l'urgence par le ministre de la Réconciliation et de la Cohésion sociale en rapport avec les autres Départements concernés, une mission de bons offices pour traiter définitivement le litige foncier opposant le village de SAGALA et les autres villages riverains ;
- renforcer les mécanismes traditionnels de gestion des conflits.

Au titre des contrats et marchés publics :

- Considérant le non-paiement des créanciers de l'Etat, suite à l'insuffisance de ressources financières occasionnée par la crise que connait le Mali depuis 2012 ;
- Considérant le non-paiement des loyers des bâtiments privés occupés par les services publics de l'Etat malgré l'existence de contrats en bonne et due forme engageant l'Etat.

Suite à ces constats, la Commission préparatoire recommande de :

- prendre les mesures appropriées pour envisager l'apurement des dettes de l'Etat et ses démembrements ;
- diligenter les dossiers d'interpellation pour l'apurement des dettes au niveau des services financiers ;
- payer systématiquement et correctement les loyers des bâtiments occupés par les services publics ;
- procéder à une large diffusion des procédures de passation des marchés publics.

Au titre du personnel enseignant des collectivités, des écoles communautaires et des écoles privées :

- Considérant le nombre croissant et la récurrence des demandes d'intégration des contractuels dans la Fonction publique des Collectivités territoriales ;
- Considérant les conditions de vie et de travail précaires des enseignants des écoles communautaires et de certains établissements scolaires privés sans aucune protection sociale et avec un salaire en dessous du Salaire Minimum Interprofessionnel Garantie (SMIG).

Face à ces constats, la Commission préparatoire recommande de :

- améliorer les conditions de travail des enseignants des écoles communautaires avec une couverture sociale ;
- diligenter le processus d'intégration des contractuels dans la Fonction publique des collectivités territoriales.

Au titre de l'éducation :

- Considérant l'existence d'établissements scolaires privés dont la création et le fonctionnement ne respectent pas la règlementation en vigueur.

Suite à ce constat, la Commission préparatoire recommande de :

- veiller au respect de la règlementation en vigueur concernant la création des établissements scolaires privés.

Au titre de la Gouvernance :

Considérant les multiples dysfonctionnements constatés dans les relations entre l'Administration et les usagers des services publics.

Face à ce constat, la Commission préparatoire recommande de :

- vulgariser en permanence la Loi n°98-012 du 19 janvier 1998, régissant les relations entre l'Administration et les usagers des services publics et son décret d'application ;
- appliquer scrupuleusement par toutes les administrations les dispositions pertinentes de la Loi n°98-012 du 19 janvier 1998 et son décret d'application.

Au titre des cartes biométriques

- Considérant la récurrence des demandes de correction sur les cartes biométriques ;

Suite à ce constat, la Commission préparatoire recommande de :

- diligenter les corrections nécessaires constatées sur les cartes biométriques.

III- DEROULEMENT DE LA JOURNEE DU 10 DECEMBRE 2025

L'an deux mil vingt-cinq, le mercredi 10 décembre s'est tenue dans la salle Djely Baba CISSOKO du Centre International de Conférence de Bamako (C.I.C.B), la **29ème Session de l'Espace d'Interpellation Démocratique (E.I.D),** placée sous la présidence du Général de Division Abdoulaye MAÏGA, Premier ministre, Chef du Gouvernement, représenté par Monsieur Mamoudou KASSOGUE, ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, Garde des Sceaux.

Cette session a été marquée par la participation d'éminentes personnalités à savoir : le Professeur Dioncounda TRAORE, ancien Président de la République par intérim, **Madame DIAKITE Fatoumata N'DIAYE**, ancienne ministre, ancien Médiateur de la République, ancienne Secrétaire générale du Gouvernement, ancien Ambassadeur en qualité **d'Invitée d'Honneur,** Maître Amadou Tiéoulé DIARRA, Avocat au Barreau du Mali, Professeur de Droit à la Faculté des Sciences Juridiques et Économiques, défenseur des Droits de l'Homme, en qualité de **Grand Témoin**, les Présidents des Institutions de la République ou leurs représentants, les membres du Gouvernement, le Grand Chancelier des Ordres Nationaux du Mali, les Présidents des Autorités Administratives Indépendantes, les Conseillers du Conseil National de Transition, les Chefs des Missions Diplomatiques et Consulaires

et des Organisations Internationales accréditées au Mali, les anciens Premiers ministres, les anciens ambassadeurs, les membres du Jury d'Honneur, le représentant du Gouverneur du District de Bamako, les Officiers supérieurs et généraux des Forces Armées de Défense et de Sécurité, l'Agent chargé d'expédier les Affaires courantes du District de Bamako, Madame le Maire de la Commune III du District de Bamako, les Organisations de la Société civile, les Légitimités traditionnelles et religieuses, les membres de la Commission préparatoire de la **29ème Session** de l'E.I.D, la Presse, les Etudiants des grandes Ecoles et des Universités, les Elèves Officiers de l'Ecole Supérieure de la Gendarmerie, les interpellateurs et les Collaborateurs du Médiateur de la République.

1. CEREMONIE D'OUVERTURE

Le Maître de cérémonie a souhaité la chaleureuse bienvenue à l'ensemble des participants et procédé à la lecture du programme de la journée.
Il a aussi invité le Président du Réseau des Communicateurs Traditionnels pour le Développement (RECOTRADE) à prendre la parole pour saluer le Médiateur de la République, le Premier ministre et son Gouvernement et souhaiter la bienvenue à l'ensemble des participants.

Ensuite, l'orchestre du groupe Badema National a exécuté l'hymne de l'E.I.D, suivi de la présentation des neufs membres du Jury d'Honneur.

1.1. Exécution de l'hymne de l'E.I.D

A l'instar des années précédentes, l'orchestre du groupe Badema National a exécuté l'hymne de l'E.I.D qui magnifie la protection et la promotion des Droits de l'Homme, en français et dans nos langues nationales.

1.2. Présentation des membres du Jury d'Honneur

Conformément aux sessions précédentes, le Jury d'Honneur était composé de **neuf** (**9**) personnalités nationales aux compétences reconnues dans leurs différents domaines d'intervention, il s'agit de :

- Monsieur Kagnoumé Jean Bosco KONARE (Président du Jury d'Honneur) ;
- **Madame KEÏTA AÏDA M'BO (Rapporteur du Jury d'Honneur)** ;
- Monsieur Mamadou DIAMOUTANI (Rapporteur Adjoint du Jury d'Honneur) ;
- Monsieur Daouda TEKETE (Membre du Jury d'Honneur) ;
- **Madame TRAORE Nané SISSAKO (Membre du Jury d'Honneur)** ;
- **Madame COULIBALY Mariam MAÏGA (Membre du Jury d'Honneur) ;**
- Monsieur Cheick Hamala TOURE (Membre du Jury d'Honneur) ;
- Monsieur Dabélé DIASSANA (Membre du Jury d'Honneur) ;
- Monsieur Antoine AKPLOKAN (Membre du Jury d'Honneur).



Les neuf (9) membres du Jury d'Honneur avec au centre le Président

Enfin, le Maître de cérémonie a procédé à la présentation de chaque membre du Jury d'Honneur et le Président a tenu à souhaiter la cordiale bienvenue à l'ensemble des participants à cette **29ème Session de l'E.I.D.**

2. DISCOURS D'OUVERTURE DU MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE

C'est avec un plaisir renouvelé que Madame le Médiateur de la République a pris la parole pour souhaiter à chacune et à chacun la cordiale bienvenue à l'occasion de la **29ème Session** de l'E.I.D marquant la célébration de la Journée commémorative de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.



Madame SANOGO Aminata MALLE, Médiateur de la République prononçant le discours d'ouverture

A l'entame de son propos, elle a adressé ses vives félicitations et exprimé sa profonde reconnaissance à l'ensemble des acteurs qui ont œuvré, avec dévouement et persévérance, à la tenue de cette session, et ce, malgré le contexte socio-économique difficile.

Aussi, Madame le Médiateur de la République a rappelé que l'E.I.D, initié au Mali en 1994 grâce à la clairvoyance des dirigeants de l'époque, poursuit un objectif noble.

Pour elle, ce Forum annuel illustre la vitalité de la gouvernance démocratique au Mali, lui offrant l'occasion d'exprimer toute sa reconnaissance au Gouvernement pour la confiance placée en cet exercice démocratique de dialogue constructif entre gouvernants et gouvernés.

Madame le Médiateur de la République a également salué la mémoire de deux grandes figures qui nous ont quittés cette année, notamment :

- Me Amidou DIABATE, ancien ministre de la Justice, Garde des Sceaux dont l'engagement constant a contribué à la pérennisation de l'E.I.D ;
- Madame **DIALLO Fatou SECK**, membre du Jury d'Honneur de la **28ème Session**, pionnière de la promotion du droit au sein de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA) et Présidente de l'Association pour l'Unification du Droit de l'Afrique (UNIDA).

Convaincue que la réussite de ce forum repose largement sur la qualité du Jury d'Honneur, Madame le Médiateur de la République a rappelé que pour la cinquième année consécutive, le choix est porté sur des personnalités maliennes dont l'expertise et la réputation sont unanimement reconnues.

Exprimant ses vifs et sincères remerciements aux membres du Jury d'Honneur de cette session, elle a mis en relief leur disponibilité, leur bienveillance et leur engagement à assumer cette noble responsabilité qui témoignent de leur attachement à la réussite de cet espace.

Madame le Médiateur de la République a estimé qu'à l'issue de ce cadre d'échanges dynamiques entre gouvernants et gouvernés, les recommandations formulées par les membres du Jury d'Honneur viendront renforcer le processus de consolidation de la bonne gouvernance en matière de Droits de l'Homme au Mali.

Au Président du Jury d'Honneur, elle dira être convaincue que les travaux, placés sous son magistère, seront conduits avec pragmatisme, rigueur et efficacité.

Les remerciements de Madame le Médiateur de la République ont été adressés aux représentants des Départements ministériels non seulement pour l'expertise apportée aux réunions de suivi et à l'atelier d'évaluation de la **28ème Session**, ainsi que pour leur participation active et surtout de qualité aux travaux de dépouillement de cette **29ème Session**, mais aussi pour le suivi régulier dans le traitement des dossiers d'interpellation, ce qui témoigne de l'excellence des rapports de collaboration entre les Services du Médiateur de la République et l'Administration dans son ensemble.

Dans la même dynamique, les Organisations de la Société civile ont également été remerciées pour les nombreuses actions qu'elles mènent en faveur de la consolidation, la promotion et la protection des Droits de l'Homme au Mali, un apport, qui, conjugué à celui de ses Collaborateurs et des

Représentants des Départements ministériels, constitue une contribution significative à l'atteinte des objectifs de l'E.I.D.

Après avoir remercié les interpellateurs, elle a rassuré ceux dont les dossiers ont été retenus pour suite à donner que leurs dossiers feront l'objet d'un suivi régulier au niveau des départements ministériels concernés et qu'ils seront informés de l'évolution de leur traitement.

Monsieur Oumar Sidi SANGHO, le Maître de cérémonie a été chaleureusement remercié et félicité pour son enthousiasme et son engagement constant pour la réussite de ce Forum.
La présence de **Madame DIAKITE Fatoumata N'DIAYE**, l'Invitée d'Honneur et Me Amadou Tiéoulé DIARRA, le Grand Témoin a été saluée par le Médiateur de la République.

Elle a aussi saisi cette occasion pour présenter et remercier successivement Me Moctar MARIKO, Président de l'Association Malienne des Droits de l'Homme (AMDH) et Monsieur Diakalia SOGODOGO, Représentant le Collectif des Enseignants Vacataires du Mali (CEVAM), pour leurs contributions.

Au titre du bilan de la **28ème Session** de l'E.I.D 2024, Madame le Médiateur de la République a rappelé les **554** dossiers d'interpellation enregistrés par le Secrétariat permanent.

Concernant l'atelier d'évaluation tenu au Siège de ses Services, le 9 octobre 2025, elle a salué la célérité des Départements ministériels dans le cadre du traitement des dossiers qui leur avaient été adressés.

Ainsi, les **27** interpellations lues en séance publique le 10 décembre 2024 ont toutes reçu des réponses, sur les **430** interpellations retenues pour « suite à donner », **412** ont été traitées, soit un taux de réalisation de **95,81 %.**

S'agissant des recommandations du Jury d'Honneur, toutes celles adressées au Médiateur de la République ont été exécutées et sur les **13** Départements ministériels concernés, **12** ont répondu.

Sur les **32** recommandations formulées par le Jury d'Honneur, **31** ont reçu des éléments de réponse, soit un taux de **96,87 %.**

Elle a précisé qu'au cours des travaux, le **Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale** a été félicité pour la mise en œuvre d'une recommandation du Jury d'Honneur relative à la création d'une Commission interministérielle chargée de traiter les difficultés rencontrées par nos compatriotes de la Diaspora concernant les documents d'état civil et de voyage.

Concernant cette **29ème Session**, Madame le Médiateur de la République a annoncé **452** dossiers d'interpellation enregistrés par le Secrétariat permanent, contre **554** en 2024. Cet écart s'explique par la faible mobilité de nos compatriotes dans certaines régions. Toutefois, leur résilience leur a permis de se rapprocher des Délégations territoriales.

Elle a poursuivi que la Commission préparatoire, réunie du **13** au **31** octobre 2025, a, après dépouillement, classé les dossiers en trois catégories :

- 24 dossiers retenus pour être lus ;

- 340 dossiers retenus pour suite à donner ;
- 72 dossiers non retenus, en raison de leur non-conformité aux critères définis par le Règlement intérieur de l'E.I.D.

Elle a souligné que durant les travaux de dépouillement, **16 dossiers** ont été satisfaits grâce à l'appui remarquable des Représentants des Départements ministériels.

Ainsi, sur un total de **452 dossiers**, la répartition par statut se présente comme suit :

- 328 hommes (72,57 %) ;
- 58 femmes (12,83 %) ;
- 66 personnes morales (14,60 %).

Ces dossiers ont principalement pour objet :

- les litiges domaniaux et fonciers ;
- les demandes de régularisation de situations administratives ;
- la protection sociale ;
- les contrats et marchés ;
- la justice et l'éducation.

De l'analyse des dossiers d'interpellation, Madame le Médiateur de la République a souligné l'ampleur et la récurrence des litiges domaniaux et fonciers.

A cet égard, la Commission préparatoire a recommandé d'engager des poursuites disciplinaires et pénales contre tout agent de l'Etat ou des Collectivités territoriales impliqué dans des malversations foncières, ainsi que des actions récursoires en cas de condamnation pécuniaire de l'Etat ou de ses démembrements, une recommandation dont la mise en œuvre, conjuguée à d'autres, devrait permettre à l'Etat d'apporter des solutions durables à ces problématiques.

Profitant de cette occasion, Madame le Médiateur de la République est revenue sur quelques annonces majeures du discours à la Nation du 22 septembre 2025 de **Son Excellence le Général d'Armée Assimi GOÏTA, Président de la Transition, Chef de l'Etat,** notamment celles relatives à la promulgation de la Charte nationale pour la Paix et la Réconciliation, destinée à rassembler toutes les filles et tous les fils du pays. Aussi, il a été question de la décision de faire de 2025 "l'Année de la culture au Mali" et de la création d'un Pôle national chargé du foncier, pour endiguer la récurrence des litiges domaniaux et fonciers.

La mise en place d'un Système Intégré de Gestion des Ressources Humaines (SIGRH), qui illustre la volonté de modernisation continue de l'Administration publique, pour plus de transparence et une gestion rationnelle des effectifs de l'Etat et des Collectivités territoriales.

Dans la même veine, Madame le Médiateur de la République a salué l'initiative de Monsieur le Premier ministre, Chef du Gouvernement qui, par **Décision n°2025-0120/PM-RM du 2 septembre 2025**, a

institué une Commission d'appui chargée de la mise en œuvre des recommandations de l'E.I.D, une attention particulière qui contribuera à renforcer l'efficacité de ce Forum.

D'autres faits marquants ont été évoqués, notamment le Forum national sur la Justice tenu en octobre 2025, qui a permis d'adopter des recommandations majeures visant à renforcer la crédibilité, l'accessibilité et l'efficacité de la Justice et la signature de la Charte du Liptako Gourma, consacrant ainsi la naissance de l'Alliance des Etats du Sahel (AES) et scellant leur destin commun.

Tout en nourrissant de l'espoir, Madame le Médiateur de la République a estimé que le 2ème Sommet de l'AES, prévu à Bamako en ce mois de décembre 2025, ouvrira de nouvelles perspectives et viendra consolider les actions déjà entreprises au bénéfice des peuples du Sahel.

Exprimant sa solidarité et sa compassion à l'endroit des familles des victimes civiles et militaires, injustement fauchées par la barbarie des forces obscurantistes, Madame le Médiateur de la République a rendu également un hommage appuyé à nos FAMa, engagées sur tous les fronts pour préserver la quiétude nationale et anéantir les forces du mal.

A ces hommages, s'est ajoutée la reconnaissance due aux chauffeurs routiers qui, au péril de leur vie, assurent l'approvisionnement du pays en hydrocarbures, ainsi qu'aux vaillants opérateurs économiques qui, aux côtés de l'Etat, contribuent à garantir la régularité de l'approvisionnement du pays en denrées de première nécessité.

Enfin, dans l'esprit de courtoisie et de respect mutuel qui doit guider les échanges, Madame le Médiateur de la République a déclaré ouverts les travaux de la **29ème Session** de l'Espace d'Interpellation Démocratique.

3. TEMOIGNAGES/CONTRIBUTIONS

Cette **29ème Session** a été marquée par la projection des témoignages/contributions de trois grandes figures qui interviennent dans le domaine des Droits de l'Homme et le témoignage d'un interpellateur satisfait.

3.1. Témoignage de Madame DIAKITE Fatoumata N'DIAYE

En sa qualité d'Invitée d'Honneur, **Madame DIAKITE Fatoumata N'DIAYE** a ouvert la série des témoignages/contributions en adressant ses vifs remerciements à **Madame SANOGO Aminata MALLE**, Médiateur de la République pour l'avoir associée à l'organisation de la **29ème Session** de l'E.I.D.

Elle a rendu hommage à **Madame SANOGO Aminata MALLE** et à ses Collaborateurs pour la bonne conduite de l'institution du Médiateur de la République. Aussi, les plus Hautes Autorités du Mali, **Son Excellence le Général d'Armée Assimi GOÏTA, Président de la Transition, Chef de l'Etat**, le Premier ministre et son gouvernement ont été associés à ces remerciements pour avoir perpétué l'E.I.D.

Elle dira que l'E.I.D est un Forum extrêmement important, mis en place à l'époque par les autorités pour célébrer la Déclaration universelle des Droits de l'Homme qui est l'un des documents les plus importants dont se sont dotées les nations éprises de paix.

En effet, le 10 décembre 1948 a été décrété par les Nations unies comme journée internationale des Droits de l'Homme. Elle est célébrée partout dans le monde sous diverses formes portant sur l'information et la sensibilisation sur les Droits de l'Homme.

L'Invitée d'Honneur rapporte que ce Forum donne la possibilité à tous les citoyens sans aucune distinction, d'interpeller le Gouvernement sur les actes qu'ils considèrent comme des violations de Droits de l'Homme et les ministres sont tenus de répondre.

C'est une manière de célébrer et vérifier la situation des Droits de l'Homme et de renforcer la démocratie. Aussi permet-il aux citoyens de soumettre aux gouvernants, sans limitation, toutes les questions liées aux violations des Droits de l'Homme, aux droits et libertés fondamentaux garantis par les textes nationaux et internationaux, ainsi qu'aux dysfonctionnements de l'Administration.

Dans son intervention, elle dira que ces préoccupations concernent notamment les litiges fonciers, la régularisation de la situation administrative des travailleurs, la santé, la justice, le développement local, les infrastructures routières, sanitaires et scolaires dont l'examen régulier lors des sessions donne lieu à des recommandations du Jury d'Honneur et des réponses des administrations concernées.

Madame DIAKITE n'a pas manqué de remercier le Médiateur de la République pour cette marque d'attention qui lui permet de participer à l'E.I.D en tant qu'Invitée d'Honneur, après avoir été spectatrice en 1994 et actrice en tant que ministre.

Elle a tenu à rappeler que suite aux interpellations des citoyens, l'élaboration de certains programmes comme le Programme Décennal de la Santé (PRODESS), le Programme Décennal de la Justice (PRODEJ) et le Programme Décennal de l'Education (PRODEC) a été accélérée pour répondre aux préoccupations des citoyens.

En outre, elle a relevé que l'un des atouts de l'E.I.D est la qualité du Jury d'Honneur qui traite avec rigueur, attention et respect les interpellations et formule des recommandations pertinentes renforçant la confiance du citoyen en cet espace.

Madame DIAKITE a tenu à rendre hommage à Feu Me Amidou DIABATE, ancien ministre de la Justice, Garde des Sceaux selon qui, l'E.I.D a engrangé des acquis indéniables. Parmi ceux-ci figurent l'adoption du Code pénal, l'ouverture des maisons d'arrêt pour femmes et mineurs et la présentation du rapport initial sur la situation des Droits de l'Homme devant la Cour Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP).

Aussi, la création d'institutions comme le Médiateur de la République et la Commission consultative des Droits de l'Homme résulte des recommandations de l'E.I.D.

L'intervenante a estimé qu'une révision des textes permettra de donner à l'E.I.D sa véritable place dans l'architecture institutionnelle de promotion et protection des Droits de l'Homme.

En conclusion, elle a tenu à remercier tous les acteurs qui ont contribué à la réussite de l'E.I.D pendant ces trente 30 dernières années, notamment les interpellateurs, les membres successifs du Jury d'Honneur, les Organisations de la Société civile et les différents gouvernements.

3.2. Témoignage de Maître Amadou Tiéoulé DIARRA

A l'entame de son allocution, Me Amadou Tiéoulé DIARRA a remercié et rendu hommage à Madame le Médiateur de la République pour cette marque d'estime.

Dans son adresse, il a rappelé le contexte de la création de l'E.I.D qui commémore le 10 décembre, date significative au plan international et dont la première session a eu lieu en 1994 au Mali.

Me DIARRA a expliqué l'initiative prise par le Président Alpha Oumar KONARE suite aux recommandations formulées par les Organisations de la Société civile à l'issue de la Conférence mondiale sur les Droits de l'Homme de Vienne en Autriche de 1993, de prendre en charge les préoccupations des masses.

C'est à cet effet que les Organisations de la Société civile, notamment l'Association Malienne des Droits de l'Homme (AMDH), l'Union Internationale des Droits de l'Homme (UIDH), l'Organisation des Nations Unies pour les Droits de l'Homme (ONUDH) ont organisé la première session de l'E.I.D.

Il dira qu'à l'époque, le Gouvernement avait deux attitudes possibles, soit maintenir cet espace de dialogue ou ne pas le pérenniser. Or, si le gouvernement y était resté indifférent, l'E.I.D n'aurait pas grandi faute de moyens suffisants de la Société civile afin de prendre en charge cet organe qui venait d'être crée. D'organe de fait, l'E.I.D est devenu officiel.

A cet égard, l'E.I.D après plus de trente ans d'existence sous les différents régimes qui ont assuré sa survie, a subi des reformes, s'est amélioré et a continué à s'occuper des préoccupations des citoyens. Le Grand témoin a mis l'accent sur les différents rapports du Médiateur de la République de 2014 à 2024 et souligné le nombre sans cesse croissant des personnes écoutées et orientées, qui démontre la confiance du citoyen en les Services du Médiateur de la République.

Il a précisé que dans le contexte actuel de la refondation, l'E.I.D constitue un outil précieux pour l'avènement du MALI KURA.

Selon l'intervenant, l'institution du Médiateur de la République devrait être le pôle de battement du cœur en matière de Droits de l'Homme, car le décret de création de l'E.I.D stipule que ce forum impulse la politique des Droits de l'Homme au Mali. Ce qui signifie qu'en matière d'adoption de textes en Droits de l'Homme, par sagesse, les Services du Médiateur de la République doivent être consultés préalablement.

En définitive, Me DIARRA a relevé que les Services du Médiateur de la République ont été au centre des droits fondamentaux de l'Homme car toutes les grandes réformes de l'Administration sont issues de ses recommandations notamment, la loi régissant les rapports entre l'Administration et les usagers du service public intervenue en 1998 et son décret d'application de 2003, les reformes foncières et sociales.

Il a ajouté que contrairement aux perceptions de baisse de saisine, les dossiers sont de plus en plus nombreux avec les Délégués territoriaux qui servent de relais et facilitent l'accès des citoyens aux Services du Médiateur de la République en transmettant les dossiers de l'intérieur du pays au Siège de l'institution.

Le Grand témoin a conclu son intervention en affirmant que l'institution du Médiateur de la République a été un pari gagné, des défis relevés, répondant aux attentes des maliens et conforme au slogan : « Un recours pour le citoyen et un conseil pour l'Administration ».

3.3. Contribution de l'Association Malienne des Droits de l'Homme (AMDH)

L'intervention de l'Association Malienne des Droits de l'Homme (AMDH) livrée par son Président, Me Moctar MARIKO, portait sur le thème : « quel équilibre trouver entre la nécessité de réguler la désinformation et la protection de la liberté d'expression en période de transition ? ».

Selon Me MARIKO, l'AMDH est la première organisation malienne de défense des Droits de l'Homme avec comme objectif de diffuser et promouvoir l'idéal des Droits de l'Homme à travers leur protection et la lutte contre l'impunité.

A cet égard, fidèle à son objectif, l'AMDH scrute l'évolution de la liberté d'expression en cette période de gouvernance transitoire.

Le Président fera constater que depuis l'avènement de la transition malienne, les abus de la liberté d'expression ont pris de l'ampleur tant contre le pouvoir en place que contre certains citoyens maliens. Cet état de fait se caractérise par une campagne médiatique contre le Mali par des médias internationaux ayant des relais internes qui mènent sans relâche une offensive visant à ternir l'image du pays. Il s'agit surtout de faire échouer la nouvelle vision du Mali prônée par les Autorités de la Transition basée sur les trois principes qui édictent désormais l'action publique au Mali.

Il a affirmé que l'Etat malien est victime d'abus de liberté d'expression orchestré par des chaines de télévision françaises, qui au mépris de l'éthique et de la déontologie et surtout en violation manifeste des textes de loi qui encadrent la profession, n'est ni plus ni moins qu'une manipulation de l'information relevant de l'apologie du terrorisme, de la diffamation à l'encontre des Autorités maliennes et de l'incitation à la déstabilisation politique.

L'AMDH, respectueuse de sa vocation de défense des Droits de l'Homme en général, des libertés publiques notamment la liberté d'expression d'où qu'elle vienne, ne cautionnera non plus aucune instrumentalisation des Droits de l'Homme via la liberté d'expression pour des fins politiques.

Le Président a rappelé l'assertion du célèbre romancier français André MAUROIS qui disait que : « les abus de la liberté tueront toujours la liberté » autrement dit il n'y a pas pire ennemi à la liberté d'expression que la désinformation.

Consacrée par la constitution du 22 juillet 2023, la liberté d'expression est garantie par l'Etat et va de pair avec la liberté de la presse, force est de reconnaître que cette liberté n'est pas absolue et peut être limitée pour des raisons d'intérêt général comme la sécurité nationale ou pour protéger des droits d'autrui.

Pour le Président, le Mali lutte pour sortir d'un imbroglio sécuritaire sans précédent, de ce fait, le pays a besoin d'un sursaut patriotique de ses fils pour arriver à une cohésion sociale et les médias internes ne doivent pas rester en marge, leur contribution au retour de la paix doit se sentir.

A cet effet, les informations de nature à saboter la réalisation de la vision du Mali, à empêcher la cohésion sociale et le retour de la paix, à discréditer les actions des forces de défense, à faire l'apologie du terrorisme, à diffamer le pouvoir politique, à troubler l'ordre public, à inciter le peuple à la déstabilisation doivent être considérées et traitées comme des abus à la liberté.

Il a également soutenu que les attaques via les réseaux sociaux par la diffusion de désinformation et discours de haine menaçant la dignité et la vie privée des individus doivent être soumises à régulation car, comme le disait John STUART MILL, penseur libéral britannique : « mon coup de poing s'arrête là ou commence le visage de l'autre ».

Le Président de l'AMDH termine son allocution par ce slogan : « Unis nous vaincrons la désinformation et l'instrumentalisation des Droits de l'Homme ».

3.4. Témoignage du représentant du Collectif des Enseignants Vacataires du Mali (CEVAM)

Le dernier témoignage de cette série a été fait par Monsieur Diakalia SOGODOGO, Représentant du Collectif des Enseignants Vacataires du Mali (CEVAM).

Dans son allocution, il a soutenu que les membres de son collectif ont été confrontés à des difficultés pendant plusieurs années sans savoir comment les résoudre.

Ainsi, lors des travaux des états généraux de l'éducation, il a fait la rencontre d'un membre du RECOTRADE de Sikasso qui lui a suggéré de prendre attache avec le Délégué territorial du Médiateur de la République.

Suite à cet entretien, Monsieur SOGODOGO a élaboré une lettre d'interpellation adressée au Médiateur de la République lors de la **28ème session** de l'E.I.D.
L'interpellation portait sur deux points principaux : l'intégration des enseignants vacataires en tant que contractuels de l'Etat et le paiement de 8 années d'arriérés de salaire. A la suite des travaux de dépouillement, le dossier a été retenu pour lecture et les membres du Jury d'Honneur ont formulé une recommandation qui a pleinement satisfait l'ensemble des vacataires du Mali.

En somme, il a lancé un appel à toutes les personnes lésées dans leurs droits à saisir les Services du Médiateur de la République dont l'intervention est totalement gratuite.
Monsieur SOGODOGO a exprimé toute sa reconnaissance et gratitude à l'endroit des Services du Médiateur de la République.

4. LECTURE DES INTERPELLATIONS

Elle constitue le moment phare de cette journée de la **29ème Session** de l'E.I.D**.** Il convient de noter que **24** dossiers d'interpellation avaient été retenus pour lecture.

Ainsi, **19** ont été lus et **5** ont fait l'objet de retrait (dossiers **n°12, n°72, n°206, n°216, n°387**) suite à leur règlement anticipé par les départements ministériels concernés.

Le tableau ci-dessous fait ressortir l'ordre de passage des interpellateurs :

Tableau XVIII : Ordre de passage des interpellateurs

N° Ordre	N° Dossier	Interpellateurs
1	02	**Monsieur Mohamed TOURE**, Interprète au Pôle judiciaire spécialisé, domicilié à Niamakoro Bamako. Tél. : 76 46 56 46.
2	12	**Monsieur Sékou SISSOKO**, Technicien en mécanique à Sénou. Tél. : 75 54 80 62/ 74 15 00 78. (Satisfait).
3	22	**Le Collectif des Habitants de Niamana, Ilot 108 PP**, représenté par Monsieur Mamoutou TOURE. Tél. : 78 42 66 56/ 66 76 63 13.
4	62	**Le Collectif des retraités de la Poste (Contingents 2020, 2021, 2022,2023 et 2024)**, représenté par Monsieur Mahamadou SAMAKE, domicilié à Médina Coura, rue 7 porte 547 Bamako. Tél. : 66 90 58 94.
5	72	**Le Collectif des 58 Agents de l'Hôpital de Dermatologie de Bamako (HDB),** représenté par Monsieur Boubacar SANOU**.** Tél. : 76 32 16 59/76 28 47 05.
6	110	**Sérigraphie-Imprimerie,** représentée par Monsieur Sériba DIAKITE**.** Tél. : 66 73 66 88/ 71 86 07 27.
7	112	**L'Association des Fonctionnaires de la 3ème Cohorte du Service National des Jeunes**, Promotion feu Mahamadou DJIBO, représentée par Monsieur Makan KEBE. Tél. : 74 74 01 10/ 94 42 22 56/79 43 17 32.
8	117	**Madame BAH Kadiatou SANGARE**, Ménagère à Kati-koko. Tél. : 93 95 00 72/72 12 40 51.
9	121	**Monsieur Sikou DANFAGA** N°Mle 0130.944-A, Conseiller des Affaires Etrangères. Tél. : 76 04 63 87.
10	202	**Madame Fatoumata DIARRA**, Ménagère à Kayo, Commune de Koulikoro. Tél. :76 48 23 19.
11	206	**Monsieur Nouhoum DIARRA**, Enseignant à Songho, Cercle de Bandiagara. Tél. : 73 10 39 46. (Satisfait).
12	216	**Monsieur Modibo DIARRA**, Enseignant à la retraite à Massantola, Cercle de Kolokani. Tél. : 73 11 74 05 / 65 17 81 91.

N° Ordre	N° Dossier	Interpellateurs
13	231	**Monsieur Aly MARIKO**, Gérant d'Entreprise à Fana. Tél. : 66 77 41 42 /76 39 59 85. (Demande de retrait de l'interpellation suite à un protocole d'entente avec le Ministère de la Jeunesse et des Sports, chargé de l'Instruction civique et de la Construction citoyenne).
14	248	**Monsieur Seydou COULIBALY**, Etudiant à Koulikoro, représenté par Monsieur Abdoul Wahab COULIBALY. Tél. : 75 25 35 10.
15	262	**Monsieur Souleymane COULIBALY**, Ayant droit de feu Abdoulaye COULIBALY, domicilié à Yanfolila. Tél. : 75 10 04 07.
16	285	**Monsieur Nouhoun DOUMBIA**, Pépiniériste, domicilié à Kolondiéba. Tél. : 78 58 27 57.
17	324	**Le Collectif des 7 villages réclamant leur route bitumée,** représenté par Monsieur Moussa CISSE. Tél. : 75 45 00 98/61 79 80 93/96 08 03 11.
18	328	**Monsieur Sayon SAMAKE**, Gérant Copraav-Sarl Missira/ Ségou. Tél. : 21 32 03 52 /66 72 43 94.
19	342	**Monsieur Dabé KONE**, Agriculteur à San. Tél. : 94 01 13 73.
20	362	**Monsieur Moussa COULIBALY**, Jeune diplômé à Bla. Tél. : 61 34 71 87/51 92 21 65/ 85 17 57 63.
21	387	**Madame Awa KOUYATE**, Veuve de feu Cheick DEMBELE, Ancien Directeur Adjoint à Sikasso et Ancien Contrôleur INPS Ségou. Tél. : 76 45 28 21/63 58 39 59.
22	391	**Monsieur Belco Mamoudou CISSE**, Enseignant contractuel dans la Commune rurale de Diaptodji, Cercle de N'gouma, Région de Douentza. Tél. : 66 29 08 07/ 74 12 09 97.
23	417	**Monsieur Sidi MAHAMANE**, Commerçant à Diré. Tél. : 76 03 11 77. (Indisponible).
24	449	**Monsieur Kadry KANTE**, Commerçant domicilié à Gao-Château. Tél. : 76 05 14 40/66 05 14 40. (Indisponible).

Force est de constater que les objets des interpellations n'ont pas varié à l'instar des sessions précédentes, ainsi les **24** dossiers d'interpellation lus, lors de cette session ont porté sur :

- les litiges domaniaux et fonciers ;
- les demandes de régularisation de situations administratives ;
- la protection sociale ;
- les contrats et marchés ;
- la justice ;
- l'éducation.

5. REPONSES DES MINISTRES INTERPELLES

A la reprise des travaux, les ministres interpellés se sont succédés au pupitre pour apporter des éléments de réponse aux différentes interpellations qui leur avaient été adressées suivant l'ordre de passage ci-dessous :

Tableau XIX : Ordre de passage des ministres

N° Ordre	N° Dossier	Ministres
1	02 ; 117 ; 206 ; 216 ; 248 ; 262 ; 324 ; 391.	Ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation.
2	110.	Ministre de la Refondation de l'Etat, chargé des Relations avec les Institutions.
3	121.	Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale.
4	362.	Ministre de l'Education nationale.
5	12 ; 72 ; 387.	Ministre de la Santé et du Développement social.
6	112.	Ministre de la Jeunesse et des Sports, chargé de l'Instruction civique et de la Construction citoyenne.
7	328.	Ministre de l'Industrie et du Commerce.
8	22 ; 202 ; 449.	Ministre de l'Urbanisme, de l'Habitat, des Domaines, de l'Aménagement du Territoire et de la Population.
9	285.	Ministre de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement durable.
10	62 ; 342.	Ministre de la Communication, de l'Economie numérique et de la Modernisation de l'Administration.
11	417.	Ministre de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie hôtelière et du Tourisme.

A noter que la lecture des dossiers partagés a été faite par les ministres suivants, conformément à la décision de la réunion de la commission de suivi des dossiers et recommandations de l'E.I.D, tenue à la Primature, le 13 novembre 2025 :

- **Dossier n° 22 :** ministre de l'Urbanisme, de l'Habitat, des Domaines, de l'Aménagement du Territoire et de la Population. (Dossier partagé avec le Ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation) ;
- **Dossier n° 112 :** ministre de la Jeunesse et des Sports, chargé de l'Instruction civique et de la Construction citoyenne. (Dossier partagé avec le Ministère du Travail, de la Fonction publique et du Dialogue social) ;

- **Dossier n° 202 :** ministre de l'Urbanisme, de l'Habitat, des Domaines, de l'Aménagement du Territoire et de la Population. (Dossier partagé avec le Ministère de la Jeunesse et des Sports, chargé de l'Instruction civique et de la Construction citoyenne) ;
- **Dossier n° 324 :** ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation. (Dossier partagé avec les Ministères des Transports et des Infrastructures ; de l'Urbanisme, de l'Habitat, des Domaines, de l'Aménagement du Territoire et de la Population) ;
- **Dossier n° 417 :** ministre de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie hôtelière et du Tourisme. (Dossier partagé avec le Ministère de la Jeunesse et des Sports, chargé de l'Instruction civique et de la Construction citoyenne).

Aussi, en l'absence du Premier ministre, ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, les interpellations qui lui ont été adressées ont été répondues par le Ministre Délégué auprès du Premier ministre, chargé des Reformes politiques et du Soutien au Processus électoral.

6. CEREMONIE DE CLOTURE

Ladite cérémonie, pleine de solennité, a été marquée par la lecture des recommandations du Jury d'Honneur par le Rapporteur, l'allocution du Président du Jury d'Honneur et le discours de clôture du représentant du Premier ministre, Chef du Gouvernement.

6.1 Lecture des Recommandations du Jury d'Honneur de la 29ème Session de l'E.I.D

Le rapporteur de la **29ème Session** de l'E.I.D a fait la lecture des résultats des délibérations du Jury d'Honneur, et ce, conformément à l'article 41 du Règlement intérieur de l'Espace d'Interpellation Démocratique qui dispose : « Les résultats des délibérations du Jury d'Honneur sont portés à la connaissance des participants par le Rapporteur ou son Adjoint ».
Les Recommandations du Jury d'Honneur de ladite session ont porté sur deux parties essentielles qui sont : les recommandations relatives aux dossiers retenus pour la lecture et celles d'ordre général.

CHAPITRE I : DES DOSSIERS RETENUS POUR « ETRE LUS »

DOSSIER N°2

Objet : Demande d'exécution d'une décision de justice

Interpellateur : Monsieur Mohamed TOURE, Interprète au Pôle judiciaire spécialisé, domicilié à Niamakoro.

Ministère interpellé : Ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation.

Recommandation : Le Jury d'Honneur prend acte de la réponse du Ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation qui instruit le Gouverneur du District de Bamako, de faire inscrire d'office la dépense au budget 2026 de la commune VI du District de Bamako.

En conséquence, **le Jury d'Honneur** recommande au Médiateur de la République d'assurer le suivi de l'exécution de l'instruction.

DOSSIER N°22

Objet : Litige foncier

Interpellateur : Monsieur Mamoutou TOURE représentant du collectif des habitants de Niamana.

Ministère interpellé : Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat, des Domaines, de l'Aménagement du Territoire et de la Population

Recommandation : Le **Jury d'Honneur** recommande le respect du plan initial d'urbanisation de la zone par l'annulation des titres provisoires délivrés et la prise de sanctions à l'endroit de tous les contrevenants.

DOSSIER N°62

Objet : Paiement des indemnités de départ à la retraite

Interpellateur : Monsieur Mahamadou SAMAKE représentant le Collectif des retraités de la poste (Contingents 2020,2021,2022,2023,2024)

Ministère interpellé : Ministère de la Communication de l'Economie numérique et de la Modernisation de l'Administration.

Recommandation

Le Jury d'Honneur a pris acte de la réponse du Ministère de la Communication de l'Economie numérique et de la Modernisation de l'Administration ;
Tenant compte de la complexité de la situation dans laquelle se trouve la Poste et l'urgence sociale des travailleurs partant à la retraite, **le Jury d'Honneur** recommande au Premier ministre, Chef du gouvernement son implication pour un dénouement heureux et rapide.

DOSSIER N°110

Objet : Demande de paiement de prestations effectuées

Interpellateur : Monsieur Sériba DIAKITE Sérigraphie-imprimerie

Ministère interpellé : Ministère du Travail, de la Fonction publique et du Dialogue social

Recommandation :
Le Jury d'Honneur recommande au Premier ministre, Chef du Gouvernement de faciliter la mise de l'interpellateur dans ses droits, à travers le paiement intégral du montant dû.

DOSSIER N°112

Objet : Demande de droits

Interpellateur : Monsieur Makan KEBE représentant l'Association des Fonctionnaires de la 3ème cohorte du Service National des Jeunes, promotion feu Mahamadou DJIBO.

Ministère interpellé : Ministère de la Jeunesse des Sports Chargé de l'Instruction civique et de la Construction citoyenne.

Recommandation : Le Jury d'Honneur, après examen des pièces fournies :

- Vu les réformes législatives et institutionnelles opérées,
- Vu les éléments de réponse apportés par le ministre en charge de la jeunesse,

Le Jury d'Honneur retient que les interpellateurs ne sauraient bénéficier ni de bonification ni de traitement salarial.

DOSSIER N°117

Objet : Réclamation de parcelle

Interpellateur : Madame BAH Kadiatou SANGARE, ménagère à Kati-koko.

Ministère interpellé : Ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation

Recommandation : Le Jury d'Honneur note avec satisfaction la réponse du ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation dans laquelle il instruit à travers le Gouverneur de la région de Koulikoro, les autorités communales de Kambila, de remettre l'interpellatrice dans ses droits en procédant à la compensation de sa parcelle.
Le Jury d'Honneur recommande à Madame le Médiateur de la République d'apporter une assistance à Madame l'interpellatrice pour les formalités administratives et d'assurer le suivi de l'exécution de l'instruction en vue de l'obtention d'une parcelle avant le 30 juin 2026.

DOSSIER N°121

Objet : Demande de régularisation de situation administrative

Interpellateur : Monsieur Sikou DANFAGA, conseiller des affaires étrangères.

Ministère interpellé : Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale.

Recommandation :
Le Jury d'Honneur prend acte de la réponse produite par le Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, dans laquelle il s'engage à payer les arriérés de salaire dus à l'interpellateur Cependant, **Le Jury d'Honneur**, au regard du caractère démocratique de l'E.I.D, regrette l'absence du Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale à répondre publiquement à l'interpellation qui lui a été adressée

DOSSIER N°202

Objet : Litige foncier

Interpellateur : Madame Fatoumata DIARRA, ménagère à Kayo, région de Koulikoro.

Ministère interpellé : Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat, des Domaines, de l'Aménagement du Territoire et de la Population.

Recommandation : Le Jury d'Honneur recommande au Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat, des Domaines, de l'Aménagement du Territoire et de la Population d'apporter la diligence dans :

- le versement du droit de purge à l'interpellatrice, y compris le dédommagement suite à la destruction des semis ;
- l'annulation des actes relatifs au reliquat du champ de l'interpellatrice, qui ont fait l'objet de morcèlement au profit de représentants de l'Etat ;

- le dédommagement de l'abatage des arbres fruitiers réalisés dans le champ de l'interpellatrice ;
- la sanction contre les auteurs de ces actes.

DOSSIER N°216

Objet : Réversion de cotisation sociale à l'Institut National de Prévoyance Sociale (I.N.P.S)
Interpellateur : Monsieur Modibo DIARRA, enseignant à la retraite à Massantola, cercle de Kolokani.

Ministère interpellé : Ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation.

Recommandation : Le Jury d'Honneur se réjouit de la réponse du Ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation instruisant le reversement intégral des cotisations sociales de l'interpellateur à l'I.N.P.S au plus tard à la fin du premier trimestre 2026.

Le Jury d'Honneur recommande au Médiateur de la République d'assurer le suivi pour la bonne exécution de l'instruction.

DOSSIER N°248

Objet : Litige foncier

Interpellateur : Monsieur Seydou COULIBALY, représenté par Abdoul Wahab COULIBALY.

Ministère interpellé : Ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation.

Recommandation : Suivant la réponse du Ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, nous notifiant qu'une procédure judiciaire est en cours, **le Jury d'Honneur** se déclare incompétent pour connaître ce dossier.

DOSSIER N°262

Objet : Demande de médiation
Interpellateur : Monsieur Souleymane COULIBALY, ayant droit de feu Abdoulaye COULIBALY.

Ministère interpellé : Ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation.

Recommandation :
Le Jury d'Honneur recommande à Madame le Médiateur de la République d'apporter une assistance à l'interpellateur pour fournir les dossiers manquants et d'assurer le suivi de l'exécution de l'instruction.

DOSSIER N°285

Objet : Demande de paiement

Interpellateur : Monsieur Nouhoum DOUMBIA, pépiniériste à Kolondiéba

Ministère interpellé : Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable

Recommandation : Au vu des pièces versées et examinées, **le Jury d'Honneur** recommande de mettre l'interpellateur dans ses droits ainsi que tous les autres dans la même situation.

DOSSIER N°324

Objet : Réclamation de la route bitumée

Interpellateur : Monsieur Moussa CISSE, représentant le collectif de 7 villages de la commune de Pelengana, région de Ségou.

Ministère interpellé : Ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation.

Recommandation :
En référence à l'article 17 de la Constitution qui garantit la liberté « d'aller et venir » et rappelant l'engagement de l'État à reconnaître et protéger les droits essentiels de tout citoyen.
Le Jury d'Honneur recommande le respect du plan de lotissement et le nouveau tracé latéritique convenu par les deux parties, à savoir le collectif des 7 villages et la Direction du Cadastre de Ségou.

DOSSIER N°328

Objet : Purge de mandat

Interpellateur : Monsieur Sayon SAMAKE, gérant Copraav-SARL, à Ségou

Ministère interpellé : Ministère de l'Industrie et du Commerce_

Recommandation : Le Jury d'Honneur prend acte de la réponse donnée par le Ministre en charge de l'Urbanisme assurant l'intérim du ministre de l'Industrie et du Commerce, de procéder à l'indemnisation, dans un bref délai.

DOSSIER N°342

Objet : Paiement de rente

Interpellateur : Monsieur Dabé KONE, Agriculteur à San

Ministère interpellé : Ministère de la Communication de l'Economie numérique et de la Modernisation de l'Administration.

Recommandation :

A l'analyse du dossier et tenant compte de l'existence d'une convention de paiement entre l'I.N.P.S du Mali et la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale de la Côte d'Ivoire

Le Jury d'Honneur recommande au Médiateur de la République d'assister l'interpellateur auprès du Ministère de la Santé et du Développement social, en vue de le mettre dans ses droits.

DOSSIER N°362

Objet : Obtention de nos attestations après quatre ans d'étude

Interpellateur : Monsieur Moussa COULIBALY

Ministère interpellé : Ministère de l'Education nationale

Recommandation : Le Jury d'Honneur recommande au Ministre de l'Education nationale de prendre des mesures urgentes pour régulariser la situation académique des interpellateurs à travers la remise de leurs attestations.

DOSSIER N°391

Objet : Demande de régularisation de situations administratives

Interpellateur : Monsieur Belco Mamoudou CISSE, enseignant à Douentza

Ministère interpellé : Ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation

Recommandation : A l'analyse du dossier de l'interpellant et la réponse du Ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation

Le Jury d'Honneur recommande **:**

- la diligence de la régularisation de la situation administrative de l'interpellateur, qui devra fournir toutes les pièces requises ;
- le règlement intégral de ses arriérés de compléments de salaires
- au Médiateur de la République d'assurer le suivi du dossier

DOSSIER N°417

Objet : Réclamation de somme

Interpellateur : Monsieur Sidi MAHAMANE, commerçant à Diré

Ministère interpellé : Ministère de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie hôtelière et du Tourisme_

Recommandation : Au regard des différentes réponses livrées par le Ministre de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie hôtelière et du Tourisme et le Ministre de la Jeunesse, des Sports, chargé de l'Instruction civique et de la Construction citoyenne

Le Jury d'Honneur recommande au Médiateur de la République d'assurer le suivi en vue du paiement intégral du montant dû.

DOSSIER N°449

Objet : Demande de paiement d'arriérés de loyer

Interpellateur : Monsieur Kadry KANTE, commerçant à Gao

Ministère interpellé : Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat, des Domaines, de l'Aménagement du Territoire et de la Population

Recommandation : Le Jury d'Honneur recommande au Ministre de l'Urbanisme, de l'Habitat, des Domaines, de l'Aménagement du Territoire et de la Population, le traitement diligent du paiement des arriérés de loyer et des frais de remise en état de l'immeuble courant le premier semestre 2026.

CHAPITRE II : DES RECOMMANDATIONS D'ORDRE GENERAL

Tenant compte du rôle prépondérant de l'Espace d'Interpellation Démocratique (E.I.D) en tant qu'exercice citoyen majeur de redevabilité publique et de bonne gouvernance, le Jury d'Honneur recommande :

- la mise en place d'un mécanisme de suivi entre le Médiateur de la République et les départements ministériels, garantissant la transmission de leurs réponses avant le démarrage des travaux des membres du Jury d'Honneur de l'E.I.D ;

- l'appréciation par les plus hautes autorités de l'opportunité de mettre en place un mécanisme de protection financière des victimes, en particulier celles lésées dans l'exercice ou la jouissance de leurs droits, afin d'assurer une justice effective et équitable à travers l'instauration d'un fonds d'indemnisation ;
- la vigilance accrue dans le cadre de la qualité rédactionnelle des textes législatifs et réglementaires et leur adoption, afin de prévenir les contradictions entre les textes et éviter toute ambiguïté ou interprétation susceptibles de porter préjudice aux citoyens ou de fragiliser l'action de l'État ;
- la délivrance systématique par les ministères en charge de l'éducation et de la formation, d'attestations aux étudiants remplissant les conditions d'obtention de ce document important pour leur avenir ;
- la prise de mesures fermes et diligentes par le Ministère de la Santé et du Développement Social dans la gestion des dossiers des assurés sociaux par l'I.N.P.S, conformément à son caractère social ;
- la réalisation par toutes les structures intervenant dans la passation des marchés publics de larges campagnes de sensibilisation dans toutes les langues nationales et de travail, à l'endroit des prestataires de services, en vue d'éviter aux usagers des préjudices.

Le Jury d'Honneur adresse ses vifs remerciements au **Médiateur de la République, Madame SANOGO Aminata MALLE** et à ses Collaborateurs pour tous les efforts déployés afin d'assurer la bonne tenue de la présente session.

6.2. Allocution du Président du Jury d'Honneur

En prenant la parole, le Président du Jury d'Honneur s'est d'abord exprimé en langue nationale bamanan pour remercier l'ensemble des participants et évoquer l'importance de ce cadre de dialogue gouvernants/gouvernés consolidant l'exercice de la démocratie.

A la suite du rapporteur, il a exprimé en son nom propre et en celui des autres membres du Jury d'Honneur, sa profonde gratitude et reconnaissance à Madame le Médiateur de la République pour les avoir désignés comme membres du Jury d'Honneur et par la même occasion à ses pairs, pour le choix porté sur sa modeste personne pour présider le Jury d'Honneur de cette **29ème Session**.

En sa qualité de Président, il a rassuré que les membres du Jury d'Honneur ont fait preuve d'impartialité et de professionnalisme pour examiner minutieusement chaque dossier et mener à bien les travaux de cette session.

Pour terminer, il a salué et remercié le Gouvernement de Transition pour son soutien et tous les efforts consentis pour la bonne tenue des sessions de l'E.I.D. Aussi, les représentants des départements ministériels ont été largement félicités.

Enfin, il a rendu des hommages aux Forces de Défense et de Sécurité qui constituent un rempart contre la progression des forces obscurantistes sur le territoire national et au Peuple malien pour sa grande résilience.

6.3. Discours de clôture

A l'entame de son propos, Monsieur le ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, Garde des Sceaux, représentant le Premier ministre, Chef du Gouvernement a au nom de **Son Excellence Le Général d'Armée Assimi GOÏTA, Président de la Transition, Chef de l'Etat** et de celui du Gouvernement, adressé ses vifs remerciements à l'ensemble des participants pour avoir honoré de leur présence la **29ème Session** de l'E.I.D.

Des remerciements ont également été adressés au Médiateur de la République, **Madame SANOGO Aminata MALLE** pour son engagement, ainsi qu'aux Organisations de la Société civile et à l'ensemble des participants pour l'organisation réussie des travaux de ce Forum.

Les membres du Gouvernement aussi ont été remerciés pour les efforts déployés à répondre aux sollicitations du Médiateur de la République et celles de nos concitoyens.

Le représentant du Premier ministre, Chef du Gouvernement est revenu sur l'intervention de Madame le Médiateur de la République au cours de laquelle elle a rappelé l'importance de cette journée qui se tient annuellement, le 10 décembre, pour célébrer la Journée commémorative de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

Pour le représentant du Premier ministre, Chef du Gouvernement, les **452** dossiers d'interpellation reçus par le Médiateur de la République démontrent à suffisance sa volonté et son abnégation à être à l'écoute de tous les citoyens du Mali, à travers cette médiation de proximité qu'elle a privilégiée depuis le début de son mandat.



Monsieur Mamoudou KASSOGUE, Ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, Garde des Sceaux, représentant le Premier ministre, Chef du Gouvernement.

S'agissant de la récurrence des litiges domaniaux et fonciers issus du résultat des travaux de dépouillement, soulignée par le Médiateur de la République, le représentant du Premier ministre, Chef du Gouvernement a indiqué que les plus Hautes Autorités sont sensibles à cette problématique et c'est la raison pour laquelle le Chef de l'Etat en a fait une de ses priorités avec la création annoncée du Pôle national pour le foncier.

Aussi, il a souligné que la mise en place **du Système Intégré de Gestion des Ressources Humaines (SIGRH),** permettra de corriger certains dysfonctionnements relevés dans l'Administration publique.

Avant d'adresser ses sincères félicitations au Président du Jury d'Honneur, le représentant du Premier ministre, Chef du Gouvernement a noté avec satisfaction, le recours, pour la cinquième année consécutive de Madame le Médiateur de la République à des personnalités maliennes aux compétences et notoriétés avérées pour constituer le Jury d'Honneur.

Ainsi, pour lui, la bonne conduite des travaux de cette journée n'est pas surprenante, eu égard au parcours et à la riche expérience du Président du Jury d'Honneur.

Malgré les allégations de certains sponsors étatiques et non-étatiques, le représentant du Premier ministre, Chef du Gouvernement a estimé que les fortes recommandations formulées prouvent à suffisance que l'Etat du Mali est respectueux des Droits de l'Homme et de la dignité humaine.

Au regard de leur apport de qualité qui a certainement concouru au résultat satisfaisant obtenu, les membres du Jury d'Honneur ont été félicités pour cet engagement soutenu.

Reconnaissant que les recommandations formulées à l'endroit du Gouvernement ne sont pas contraignantes, certes, le représentant du Premier ministre, Chef du Gouvernement a précisé que leur mise en œuvre judicieuse démontre la volonté et l'engagement du Gouvernement, à travers ce Forum démocratique, à faire la protection et la promotion des Droits humains, de la justice et de la lutte contre l'impunité au Mali d'où l'initiative de la création au sein du cabinet du Premier ministre, d'une Commission d'appui à la mise en œuvre des recommandations des sessions de l'E.I.D.

Etant donné que toutes ces réformes ne peuvent prospérer que dans un climat de sécurité et de paix, auquel aspire fortement le Peuple malien, le représentant du Premier ministre, Chef du Gouvernement en a profité pour rendre un hommage mérité aux Forces de Défense et de Sécurité pour les nombreux succès enregistrés dans ce sens sans oublier les chauffeurs routiers, ainsi que les opérateurs économiques, qui, au péril de leur vie sont engagés au quotidien à approvisionner notre pays en produits de première nécessité.

Des hommages ont également été rendus à toutes les victimes civiles et militaires tombées sous les balles assassines des terroristes sans foi, ni loi.

De tout ce qui précède, le représentant du Premier ministre, Chef du Gouvernement a indiqué que les échanges de cette journée, riches en enseignements, ont démontré une fois de plus la vitalité de la démocratie malienne.

Au nom de **Son Excellence Le Général d'Armée Assimi GOÏTA, Président de la Transition, Chef de l'Etat**, et à son nom propre, il a adressé ses vifs remerciements et chaleureux compliments à **Madame SANOGO Aminata MALLE,** Médiateur de la République ainsi qu'à ses Collaborateurs pour le remarquable travail accompli.

Exprimant toute sa reconnaissance à l'endroit de la Commission préparatoire pour son dévouement pour la parfaite organisation de cette **29ème Session** de l'E.I.D, le représentant du Premier ministre, Chef du Gouvernement a aussi remercié les Organisations de Défense des Droits de l'Homme, celles de la Société civile, des Légitimités traditionnelles et de tous ces acteurs qui déploient quotidiennement et inlassablement des efforts pour relayer les conclusions et recommandations issues des travaux de l'E.I.D.

Enfin, il a donné l'assurance que les recommandations formulées à l'issue de la présente session, feront l'objet d'un examen minutieux en vue de leur mise en œuvre intelligente par le Gouvernement et ses démembrements, un Gouvernement qui entend poursuivre ses efforts pour renforcer la dynamique de ce cadre d'échanges entre gouvernants et gouvernés afin que l'Etat de droit au Mali soit cité en exemple.

C'est sur cette note d'espoir, tout en souhaitant un bon retour à l'ensemble des participants dans leurs foyers respectifs, que le représentant du Premier ministre, Chef du Gouvernement a déclaré clos les travaux de la **29ème Session** de l'Espace d'Interpellation Démocratique.



DEUXIÈME PARTIE :

AUTRES ACTIVITES DU MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE



I - AU PLAN NATIONAL

L'année 2025 a été marquée par la poursuite de la mise en œuvre du Plan de Communication. Malgré un contexte difficile dû à une restriction budgétaire, les Services du Médiateur de la République ont pu mener quelques activités.

1. DIFFUSION DE SKETCHS DE SENSIBILISATION SUR LA TELEVISION NATIONALE (ORTM1)

Les sketchs de sensibilisation sur le Médiateur de la République et l'Espace d'Interpellation Démocratique (E.I.D) ont été diffusés sur la télévision nationale (ORTM1) pendant la période allant de juillet à décembre 2025.

Leur diffusion a eu pour effet une meilleure visibilité des Services du Médiateur de la République auprès de la population d'une part, et l'appropriation des modes de saisine du Médiateur de la République à travers les réclamations et l'Espace d'Interpellation Démocratique (E.I.D) par les citoyens, d'autre part.

2. RÉALISATION DES CAMPAGNES DE COMMUNICATION SUR LES RADIOS DE PROXIMITE

Ces campagnes visaient à renforcer la communication au niveau des Délégations territoriales, tout en mettant l'accent sur les langues parlées dans chaque localité. Pour ce faire, des partenariats ont été établis avec des radios de proximité. Ils ont consisté en la diffusion des avis, des bandes annonces et à l'organisation des émissions radiophoniques.

3. REALISATION DU BULLETIN SEMESTRIEL D'INFORMATIONS DU MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE

La production du Bulletin semestriel d'informations s'est poursuivie de manière régulière à travers la réalisation des numéros 6 et 7 parus respectivement le 30 mars et le 30 septembre 2025.

Son objectif principal est de fournir des informations sur les missions, le rôle, les modes de saisine, les activités organisées d'une part et des Conseils et Orientations aux usagers de l'Administration, d'autre part. Il est distribué gratuitement.

4. COUVERTURE DES AUTRES ACTIVITES

4.1. Remise des Rapports annuels 2023 et 2024 au Président de la Transition, Chef de l'Etat

Le vendredi 22 août 2025, le Médiateur de la République, **Madame SANOGO Aminata MALLE** a remis solennellement au Président de la Transition, Chef de l'Etat, Son Excellence le Général d'Armée Assimi GOÏTA, les Rapports annuels 2023 et 2024 du Médiateur de la République.



Madame le Médiateur de la République remettant à Son Excellence, le Général d'Armée Assimi GOÏTA, Président de la Transition, Chef de l'Etat ses Rapports annuels 2023 et 2024

La cérémonie a enregistré la présence du Premier ministre, du Président du Conseil national de Transition (CNT), du Président du Haut Conseil des Collectivités, des membres du Gouvernement, des Présidents des Autorités administratives indépendantes, des membres du Cabinet du Président de la Transition et des Collaborateurs du Médiateur de la République.

A sa prise de parole, **Madame SANOGO Aminata MALLE**, Médiateur de la République, a dressé un bilan exhaustif des activités de l'Institution au cours des périodes suscitées, tout en faisant un inventaire des dysfonctionnements de l'Administration malienne.

Lesdits rapports comprennent chacun quatre parties qui sont :

- la gestion des réclamations et des demandes d'interpellation ;
- les autres activités du Médiateur de la République ;
- le renforcement des capacités des Collaborateurs du Médiateur de la République ;
- les commentaires, recommandations et perspectives.

Les réclamations reçues relèvent de tous les secteurs d'activités couverts par le fonctionnement des Services publics, des Collectivités territoriales et des organismes personnalisés. Cependant, les domaines les plus concernés sont principalement, la gestion domaniale et foncière, la protection sociale, la justice et les contrats et marchés.

Après avoir reçu les deux rapports, Le Général d'Armée Assimi GOÏTA, Président de la Transition, Chef de l'Etat a félicité le Médiateur de la République pour la qualité des documents. Il a aussi salué

les efforts déployés au quotidien par le Médiateur de la République afin de remettre les citoyens lésés dans leurs droits grâce à une approche novatrice de la médiation de proximité et l'interaction directe avec les citoyens et l'Administration publique.

Il soulignera que la récurrence des réclamations relatives à la gestion domaniale et foncière, à la protection sociale, aux lenteurs et difficultés d'exécution des décisions de justice, aux retards dans l'exécution des contrats et marchés publics, justifie l'impérieuse nécessité de respecter les textes en vigueur en la matière afin d'améliorer la gouvernance.

Avant de conclure ses propos, **Le Général d'Armée Assimi GOÏTA, Président de la Transition, Chef de l'Etat** a indiqué avoir pris bonne note des recommandations formulées et donné l'assurance qu'elles seront mises en œuvre dans la mesure du possible.

4.2. Conférence de presse de présentation des Rapports annuels 2023 et 2024

Dans le cadre de la vulgarisation de ses Rapports annuels 2023 et 2024, le Médiateur de la République, **Madame SANOGO Aminata MALLE**, a animé le Vendredi 29 août 2025, une conférence de presse dans la Salle de Conférence de l'institution.



Madame le Médiateur de la République en compagnie du Secrétaire général, Monsieur Amadou ROUAMBA à sa gauche et du Chef de Division Informatique, Monsieur Fousseyni DIAKITE à sa droite

Cette rencontre avec les Hommes de media intervient quelques jours après la remise officielle desdits Rapports au Président de la Transition, Chef de l'Etat, le vendredi 22 août 2025.
Elle avait pour objectif de partager les grandes lignes des deux rapports successifs et de faire une présentation des Services du Médiateur de la République.

L'occasion était opportune pour le Médiateur de la République de faire une présentation de ses Services notamment son rôle, ses missions, ses pouvoirs et ses modes de saisine (Réclamations et Interpellations).

Quant aux rapports, elle soulignera que ces documents sont une compilation des activités menées aux plans national et international par le Médiateur de la République au cours des deux dernières années.

L'activité a permis de mettre en lumière les efforts déployés par l'institution pour le traitement diligent des réclamations et des interpellations, l'amélioration des relations entre l'Administration et les citoyens ainsi que la promotion de la bonne gouvernance.

4.3. Cérémonie de présentation des vœux des Présidents des Autorités Administratives Indépendantes au Président de la Transition, Chef de l'Etat

Le Jeudi 30 janvier 2025, les Autorités Administratives Indépendantes ont présenté leurs vœux de nouvel an au Président de la Transition, Chef de l'Etat, Le Général d'Armée Assimi GOÏTA.

La cérémonie a enregistré la présence du Premier ministre, Chef du Gouvernement, le Général de Division Abdoulaye MAÏGA, des Présidents d'Institutions, des Autorités Administratives Indépendantes, ainsi que des membres du Gouvernement et du Cabinet du Président de la Transition.

Dans son intervention, **Madame SANOGO Aminata MALLE**, Médiateur de la République, Porte-parole des Autorités Administratives Indépendantes a transmis au nom de l'ensemble des Autorités Administratives Indépendantes ses vœux de bonne et heureuse année à Son Excellence le Général d'Armée Assimi GOÏTA, Président de la Transition, Chef de l'Etat.

Après avoir félicité les hautes Autorités pour la création de la Confédération de l'Alliance des Etats du Sahel (AES), le 6 juillet 2024, la Porte-parole des Autorités Administratives Indépendantes a dressé un bilan des activités des différentes Institutions.



Madame SANOGO Aminata MALLE, Médiateur de la République adressant ses vœux de nouvel an à Son Excellence, Le Général d'Armée Assimi GOÏTA Président de la Transition, Chef de l'Etat

4.4. Inauguration officielle du Siège de la Délégation territoriale du Médiateur de la République à Ségou

Le jeudi 24 avril 2025, **Madame SANOGO Aminata MALLE**, Médiateur de la République, a présidé la cérémonie d'inauguration officielle du Siège de la Délégation territoriale des Services du Médiateur de la République à Ségou.



Coupure du ruban par Madame le Médiateur de la République accompagnée du Directeur de Cabinet du Gouverneur de la Région de Ségou, Monsieur Boureima ONGOÏBA

Elle était accompagnée pour la circonstance du Directeur de Cabinet du Gouverneur de la Région de Ségou, Monsieur Boureima ONGOÏBA, du Maire de la Commune urbaine de Ségou, Monsieur Nouhoum DIARRA, du Président de l'Autorité de Régulation des Marchés publics et des Délégations des Services publics (ARMDS), Monsieur Alassane BA, du Président de l'Autorité de Protection des Données à caractère personnel (APDP), Pr Mamoudou SAMASSEKOU et des Autorités administratives et coutumières de la Région de Ségou.

Dans ses mots introductifs, le Maire de la Commune urbaine de Ségou, Monsieur Nouhoum DIARRA, s'est dit comblé de la réalisation de ce joyau architectural qui renforce l'éventail des infrastructures publiques dans sa commune, tout en contribuant à son développement socio-économique.

Monsieur Diarra rappellera que depuis sa création, le Médiateur de la République s'est imposé comme un acteur clé du dialogue entre l'Administration et les citoyens. Il a fait savoir que l'institution œuvre sans relâche à rétablir la confiance, à corriger les injustices administratives, à apaiser les tensions et à faire entendre les voix parfois oubliées de notre société.

A la suite du Maire de la Commune urbaine de Ségou, une présentation détaillée du bâtiment a été faite par le Directeur régional de l'Urbanisme de Ségou, Monsieur Ousmane BABY.

D'un coût global de **219 793 839 FCFA**, entièrement financé par le budget national, l'édifice est bâti sur une superficie de 2.501 m² et comprend un bâtiment principal, un logement d'astreinte pour le Délégué territorial et une annexe. Il dispose également de salles de réunion de part et d'autre pouvant répondre à de nombreux besoins.



Photo du bâtiment

Pour le Médiateur de la République, ce nouveau siège constitue un acquis très important à partir duquel l'institution se donnera les moyens d'ancrer davantage son engagement à promouvoir, protéger et défendre les Droits humains à Ségou, en particulier, et sur l'ensemble du territoire national, en général.

Il s'agit aussi d'améliorer les conditions de travail du personnel pour une bonne prise en charge des réclamations et des interpellations, a indiqué **Madame SANOGO Aminata MALLE**, avant d'ajouter que cette bâtisse ne fera que renforcer et consolider l'image des services de son institution auprès des citoyens et des services publics.

Madame le Médiateur de la République en a profité pour remercier le Ministère de l'Économie et des Finances ainsi que les plus Hautes Autorités pour l'affectation au Médiateur de la République entre 2006 et 2009, de 7 parcelles de terrain, objet de titres fonciers.

4.5. Montée des Couleurs nationales (Vert, Or, Rouge)

Le Médiateur de la République, **Madame SANOGO Aminata MALLE**, a présidé le lundi 29 septembre 2025, la cérémonie de montée solennelle des couleurs nationales au siège de l'institution.



La montée des couleurs

Elle était accompagnée pour la circonstance du Secrétaire général des Services du Médiateur de la République, Monsieur Amadou ROUAMBA, du Directeur de cabinet, Monsieur Salif DIALLO et des autres Collaborateurs du Siège.



La remise officielle des épaulettes à la Sergent Aïssata SIDIBE par Madame le Médiateur de la République

Cette cérémonie, empreinte de solennité, traduit l'attachement du Médiateur de la République au respect des symboles de l'État et à la promotion du civisme. Elle a réuni l'ensemble du personnel de l'institution autour du drapeau national, dans un esprit d'unité et de cohésion.

Ladite cérémonie a été marquée par la remise officielle des épaulettes de Sergent à la Caporal **Aïssata SIDIBE**, infirmière au sein de l'Unité Médicale des Services du Médiateur de la République, récemment promue au grade de Sergent.

4.6. Célébration de la journée Internationale des Droits de la Femme (8 mars)

A l'instar de la communauté internationale et en lien avec le thème retenu à savoir : « Pour toutes les femmes et les filles : droits, égalité et autonomisation », le Mali a célébré cette année, la Journée des Droits de la Femme sous le thème : « Accélérer le rythme de l'autonomisation des femmes et des filles, gage d'un développement humain durable ».



Madame SANOGO Aminata MALLE, Médiateur de la République entourée du Chef de Division Personnel, Monsieur Moussa Talan KEÏTA, de Madame DAGNO Mariétou CAMARA, Directrice des Réclamations et de Madame BITTAR Koumbel CISSE, Directrice des Ressources Humaines



Séance d'échanges entre Madame le Médiateur de la République et ses Collaboratrices du Siège

En marge de cette célébration, **Madame SANOGO Aminata MALLE**, Médiateur de la République a rencontré ses Collaboratrices du Siège, le jeudi 6 mars 2025 dans la Salle de Conférence des Services du Médiateur de la République.

4.7. Participation du Délégué territorial du Médiateur de la République de Gao à l'Atelier «Dialogue direct entre les acteurs de la justice et les populations sur les enjeux et défis liés à l'accès à la justice à Gao»

Dans le cadre de la mise en œuvre des activités de l'An 5 du programme Just Future ou Avenir Juste, le Délégué territorial du Médiateur de la République à Gao, Monsieur Gibrilla ALMATAR a participé à l'Atelier «Dialogue direct entre les acteurs de la justice et les populations sur les enjeux et défis liés à l'accès à la justice à Gao», le 24 mai 2025.



Le Délégué territorial du Médiateur de la République à Gao, Monsieur Gibrilla ALMATAR (en turban) lors des travaux

Le Délégué territorial n'a pas manqué d'informer les participants que l'activité principale du Médiateur de la République est la gestion des réclamations qui est le plus souvent précédée d'une phase d'accueil, d'écoute et d'orientation.
Il a rappelé qu'au niveau de la Délégation territoriale, les citoyens bénéficient de ce service à travers notamment leur orientation à suivre d'autres voies de recours à chaque fois que cela permet une prise en charge appropriée de leurs préoccupations.

4.8. Célébration de la journée Africaine de lutte contre la corruption

Le Délégué territorial du Médiateur de la République à Ségou, Monsieur Souleymane MALLE a participé le jeudi 24 juillet 2025 à la célébration de la Journée Africaine de Lutte contre la Corruption, organisée par l'Office Central de Lutte contre l'Enrichissement Illicite (OCLEI).

Cette neuvième édition qui avait pour thème « **Promouvoir la dignité humaine dans la lutte contre la corruption** » était présidée par le Directeur de Cabinet du Gouverneur de Ségou, Monsieur Boureima ONGOÏBA.

Le Délégué territorial a saisi cette opportunité pour informer les participants sur les missions, le rôle et les compétences du Médiateur de la République. Il a également mis à leur disposition des dépliants sur le fonctionnement de l'institution et de l'Espace d'Interpellation Démocratique.



Photo de famille des participants

4.9. Session d'appropriation de la Stratégie Nationale de Lutte Contre la Corruption (SNLCC)

Le Délégué territorial du Médiateur de la République à Ségou, Monsieur Souleymane MALLE a participé, le mercredi 23 juillet 2025, à la session d'appropriation de la Stratégie Nationale de Lutte Contre la Corruption et son plan d'actions.

Ladite session a été présidée par le Conseiller aux Affaires Administratives et Juridiques du Gouvernorat de Ségou, Monsieur Aboubacrine Ag MOHAMED ALI.
Elle avait pour objectif d'emmener les participants à prendre conscience du contenu et aider à la vulgarisation et la mise en œuvre du document.



Photo de famille des participants

5. AUDIENCES DU MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE

Durant l'année de référence, le Médiateur de la République a reçu en audience un membre du Gouvernement, des responsables d'Autorité administrative indépendante, des diplomates et certains responsables d'ONG.

5.1. Au titre du Gouvernement

Visite de courtoisie du ministre de la Refondation de l'Etat, chargé des Relations avec les Institutions

Le Médiateur de la République, **Madame SANOGO Aminata MALLE** a reçu, le lundi 27 janvier 2025, le ministre de la Refondation de l'Etat, chargé des Relations avec les Institutions, Monsieur Bakary TRAORE, accompagné de certains membres de son Cabinet au cours d'une visite de courtoisie.

Cette visite du ministre de la Refondation de l'Etat, chargé des Relations avec les Institutions avait pour objet une prise de contact avec Madame le Médiateur de la République et de recueillir ses conseils.

Dans son mot de bienvenue, Madame le Médiateur de la République a adressé ses chaleureuses félicitations au ministre pour la confiance placée en lui par les plus hautes Autorités.

L'occasion était opportune pour le ministre TRAORE de rendre un hommage mérité au Médiateur de la République, qui constitue « un recours pour le citoyen et un conseil pour l'Administration » et également de réitérer ses félicitations pour la bonne organisation de la **28ème Session** de l'Espace d'Interpellation



Le Médiateur de la République, Madame SANOGO Aminata MALLE avec le ministre de la Refondation de l'Etat, chargé des Relations avec les Institutions, Monsieur Bakary TRAORE entourés de leurs Collaborateurs

Démocratique (E.I.D), tenue le 10 décembre 2024 au Centre International de Conférence de Bamako (C.I.C.B).

Au cours des échanges, le ministre a présenté les grandes lignes des actions en cours pour la refondation de l'État, mettant en avant la nécessité d'une gouvernance plus transparente et inclusive. Il a souligné le rôle stratégique du Médiateur de la République dans l'accompagnement desdites réformes, notamment en matière de renforcement des relations entre l'Administration et les citoyens.

5.2. Au titre des Autorités Administratives Indépendantes

Visite de courtoisie du nouveau Vérificateur Général Monsieur Abdoul Aziz AGUISSA

Le mardi 24 juin 2025, le Médiateur de la République, **Madame SANOGO Aminata MALLE**, a reçu en visite de courtoisie le nouveau Vérificateur Général, Monsieur Abdoul Aziz AGUISSA.
Cette visite du Vérificateur Général avait pour objectif de prendre contact avec Madame le Médiateur de la République et de recueillir ses conseils et orientations.

Dans son mot de bienvenue, Madame le Médiateur de la République a adressé ses chaleureuses félicitations au Vérificateur Général pour la confiance placée en lui par les plus hautes Autorités.

L'occasion était opportune pour le Vérificateur Général d'exprimer sa gratitude pour l'accueil chaleureux et l'accompagnement constant du Médiateur de la République au Bureau du Vérificateur Général. Il soulignera également l'importance de la collaboration avec les Services du Médiateur de la République, en sa qualité d'institution de médiation entre l'Administration et les citoyens.



Madame SANOGO Aminata MALLE, Médiateur de la République en compagnie du Vérificateur Général Monsieur Abdoul Aziz AGUISSA, du Secrétaire général des Services du Médiateur de la République, Monsieur Amadou ROUAMBA et du Directeur de Cabinet, Monsieur Salif DIALLO lors de l'audience

En retour, Madame le Médiateur de la République très honorée par cette visite, a mis en exergue la complémentarité des deux (2) institutions dans la consolidation de l'Etat de Droit et la bonne gouvernance. Aussi, elle a exprimé sa disponibilité à accompagner le Vérificateur Général dans le cadre de sa mission.

La visite s'est achevée par une photo de famille et un engagement réciproque à poursuivre la collaboration.

5.3. Au titre des Diplomates

Audience accordée à Son Excellence Patrick DEBOECK, Ambassadeur du Royaume de Belgique

Le Médiateur de la République, **Madame SANOGO Aminata MALLE** a reçu en audience Son Excellence Patrick DEBOECK, Ambassadeur du Royaume de Belgique, le Mercredi 12 mars 2025.

Cette visite s'inscrivait dans le cadre d'une prise de contact de l'Ambassade du Royaume de Belgique avec le Médiateur de la République.

Le Médiateur de la République, a entretenu son hôte sur le fonctionnement de son institution principalement le rôle, les missions et les modes de saisine.

Son Excellence Patrick DEBOECK a salué le Médiateur de la République pour les efforts consentis dans la promotion des droits et libertés des citoyens. Il l'a aussi félicité pour la bonne tenue de la **28ème Session** de l'Espace d'Interpellation Démocratique (E.I.D).



Madame SANOGO Aminata MALLE, Médiateur de la République en compagnie de Son Excellence Patrick DEBOECK, Ambassadeur du Royaume de Belgique

Audience accordée à Son Excellence CHEN ZHIONG Ambassadeur de la République Populaire de Chine



Madame SANOGO Aminata MALLE, Médiateur de la République à sa gauche Son Excellence CHEN ZHIONG Ambassadeur de la République Populaire de Chine

Le Médiateur de la République, **Madame SANOGO Aminata MALLE** a reçu en audience Son Excellence CHEN ZHIONG Ambassadeur de la République Populaire de Chine au Mali, le mardi 1er avril 2025.

Le Médiateur de la République, après avoir souhaité la bienvenue à Son Excellence CHEN ZHIONG Ambassadeur de la République Populaire de Chine et à sa délégation, il a fait une brève présentation de son institution principalement son rôle et ses missions.

Son Excellence l'Ambassadeur de la République Populaire de Chine a salué le Médiateur de la République pour les efforts consentis dans la promotion de la paix et de la bonne gouvernance. Il l'a aussi félicité pour la bonne tenue de la **28ème Session** de l'Espace d'Interpellation Démocratique (E.I.D).

Audience accordée à Son Excellence Nicolas SIMARD, Ambassadeur du Canada

Le Médiateur de la République, **Madame SANOGO Aminata MALLE** a reçu en audience Son Excellence Nicolas SIMARD, Ambassadeur du Canada, le Mercredi 2 avril 2025.

Cette visite s'inscrivait dans le cadre d'une prise de contact de l'Ambassade du Canada avec le Médiateur de la République.



Madame SANOGO Aminata MALLE, Médiateur de la République à sa droite Son Excellence Nicolas SIMARD, Ambassadeur du Canada avec leurs Collaborateurs

Le Médiateur de la République, a entretenu son hôte sur le fonctionnement de son institution principalement le rôle, les missions et les modes de saisine.

Son Excellence Nicolas SIMARD a salué le Médiateur de la République pour les efforts consentis dans la promotion des droits et libertés des citoyens. Il l'a aussi félicité pour la bonne tenue de la **28ème Session** de l'Espace d'Interpellation Démocratique (E.I.D).

Audience accordée à Son Excellence MURATA Yukua, Ambassadeur du Japon

Le Médiateur de la République, **Madame SANOGO Aminata MALLE** a reçu en audience, le vendredi 2 mai 2025, Son Excellence MURATA Yukua, Ambassadeur du Japon au Mali.
Après avoir souhaité la bienvenue à Son Excellence MURATA Yukuo, Madame le Médiateur de la République a fait une brève présentation de son institution.
L'Ambassadeur a salué les efforts déployés par les Services du Médiateur de la République dans la promotion des Droits de l'Homme et de la bonne gouvernance.

Audience accordée à Son Excellence Marcel LEBLEU, Envoyé spécial pour le Sahel et Ambassadeur de la République du Canada au Sénégal, au Cap Vert, en Guinée, en Guinée-Bissau et en Gambie.

Son Excellence Marcel LEBLEU, Envoyé spécial pour le Sahel dans le cadre d'une visite au Mali, a été reçu en audience par le Médiateur de la République, **Madame SANOGO Aminata MALLE**, le Mardi 6 mai 2025.
Les discussions ont porté principalement sur la promotion des Droits de l'Homme, le renforcement de l'Etat de droit et la lutte contre l'impunité.

Audience accordée à Son Excellence Madame Caecilia WIJGERS, Ambassadrice du Royaume des Pays Bas

Le Médiateur de la République, **Madame SANOGO Aminata MALLE** a reçu en audience Son Excellence Madame Caecilia WIJGERS, Ambassadrice du Royaume des Pays Bas, le jeudi 15 mai 2025.
Cette visite s'inscrivait dans le cadre d'une prise de contact de l'Ambassade du Royaume des Pays Bas avec le Médiateur de la République.
Le Médiateur de la République, a entretenu son hôte sur le fonctionnement de son institution principalement le rôle, les missions et les modes de saisine.



Madame SANOGO Aminata MALLE, Médiateur de la République (2ème à partir de la gauche) et l'Ambassadrice du Royaume des Pays Bas Son Excellence Madame Caecilia WIJGERS (3ème à partir de la gauche), entourées de leurs collaborateurs

Son Excellence Madame Caecilia WIJGERS a salué le Médiateur de la République pour les efforts consentis dans la promotion des droits et libertés des citoyens.

5.4. Au titre des Organisations Non Gouvernementales (ONG)

Audience accordée à Madame Dédé Célia D'ALMEIDA, Représentante Pays/ Coordinatrice de l'Institut néerlandais pour la Démocratie Multipartite / NIMD

Le Médiateur de la République, **Madame SANOGO Aminata MALLE** a reçu en audience une délégation de l'Institut néerlandais pour la Démocratie Multipartite (NIMD Mali) conduite par sa Représentante Pays, **Madame Dédé Célia D'ALMEIDA**, le vendredi 31 janvier 2025.



Madame SANOGO Aminata MALLE, Médiateur de la République (4ème à partir de la gauche) et Madame Dédé Célia D'ALMEIDA (6ème à partir de la gauche), entourées de leurs Collaborateurs

Cette visite avait pour objet de présenter au Médiateur de la République les différents programmes mis en œuvre par le NIMD, principalement le Programme de recherche et dialogue pour la refondation du NIMD et échanger avec le Médiateur de la République sur les activités de ses Services.
Madame Dédé Célia D'ALMEIDA a profité de l'occasion pour féliciter le Médiateur de la République de la bonne tenue de la **28ème Session** de l'Espace D'Interpellation Démocratique (E.I.D).

II. AU PLAN INTERNATIONAL

Les activités de relations extérieures et de coopération des Services du Médiateur de la République du Mali ont pour cadre les Associations de Médiateurs et d'Ombudsmans aux niveaux sous-régional, régional et international dont l'institution malienne est un membre actif. Il s'agit spécifiquement de :

- l'Association des Médiateurs des Pays membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (**AMP-UEMOA**) ;

- l'Association des Ombudsmans et Médiateurs Africains (**AOMA**) ;
- l'Institut International de l'Ombudsman (**IIO**).

A cet égard, au titre de l'année 2025, la participation de l'institution aux activités desdites Associations a concerné principalement la session de formation organisée par l'AOMA, la 7ème Assemblée générale Ordinaire de l'AMP-UEMOA et la Table ronde des Partenaires Techniques et Financiers de la même association.

Par ailleurs, il est important de souligner que dans le cadre de la coopération bilatérale, le Médiateur de la République du Mali, **Madame SANOGO Aminata MALLE,** sollicitée par son homologue du Togo, **Madame Awa Nana-DABOYA,** a apporté son soutien et sa voix pour son élection en tant que Coordonnateur Régional pour l'Afrique de l'Ouest de l'Association des Ombudsmans et Médiateurs Africains (**AOMA**).

Ladite élection a eu lieu en prélude de la 8ème Assemblée générale de l'AOMA, tenue du 2 au 6 décembre 2025, à Luanda en Angola.

ACTIVITES DE L'ASSOCIATION DES MEDIATEURS DES PAYS MEMBRES DE L'UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE OUEST AFRICAINE (AMP-UEMOA)

1. SEPTIEME ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

Du 25 au 27 février 2025, s'est tenue à Lomé au Togo, la 7ème Assemblée Générale Ordinaire de l'Association des Médiateurs des Pays membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (AMP-UEMOA), couplée d'une Conférence thématique sur le thème « **La Médiation institutionnelle aujourd'hui dans l'espace UEMOA »**.

La rencontre a regroupé les Médiateurs, leur Représentant ainsi que leurs Collaborateurs de cinq (05) pays de l'espace UEMOA, à savoir le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Mali, le Sénégal et le Togo. Empêché, le Médiateur de la République du Mali, **Madame SANOGO Aminata MALLE** était représentée par son Directeur de Cabinet, Monsieur Salif DIALLO accompagné du Conseiller aux Relations Extérieures et de la Coopération internationale, Monsieur Ahmadou Demba DIALLO.

Placée sous le Haut patronage de **Son Excellence Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBE, Président de la République Togolaise,** représenté par le ministre togolais des Droits de l'Homme, de la Formation à la Citoyenneté et des Relations avec les Institutions de la République, Monsieur Pacôme Yawovi ADJOUROUVI, la cérémonie d'ouverture a enregistré la présence de plusieurs invités de marque, notamment les Présidents des Institutions de la République, les Autorités Coutumières, traditionnelles et religieuses, les Experts ainsi que les Représentants des Organisations de la Société civile. La Conférence a été marquée par une communication inaugurale sur le thème de l'AGO et deux (2) panels animés par des Experts venus du Bénin et du Togo.



La table de séance de la cérémonie d'ouverture avec de gauche à droite, le Représentant résident de la Commission de l'UEMOA au Togo, M. Alioune SENE, le Médiateur de la République Togolaise, Mme Awa NANA DABOYA, le ministre togolais des Droits de l'Homme, de la Formation à la Citoyenneté et des Relations avec les Institutions de la République, Représentant Son Excellence Monsieur le Président de la République Togolaise, M. Pacôme Yawovi ADJOUROUVI, le Médiateur de la République de Côte d'Ivoire, . Adama TOUNGARA et le Secrétaire permanent de l'AMP-UEMOA, M. Honoré TIEGNAN

La cérémonie d'ouverture s'est achevée par un engagement renouvelé à renforcer la médiation institutionnelle au stein de la région de l'UEMOA, à assurer la protection des droits des citoyens et à promouvoir la bonne gouvernance et la cohésion sociale.



Photo de famille après la cérémonie d'ouverture, avec à l'extrême droite, le Directeur de Cabinet, Monsieur Salif DIALLO

Suite à la cérémonie d'ouverture, les Médiateurs et leurs Collaborateurs se sont retrouvés pour les travaux de la 7ème Assemblée Générale Ordinaire qui avait pour objectif général d'analyser et d'identifier des actions face aux défis fonctionnels et/ou existentiels auxquels font face les Institutions de médiation de l'espace UEMOA.

Aussi, conformément aux Statuts de l'AMP-UEMOA, il s'est également agi à l'issue de ladite Assemblée Générale, du renouvellement du Bureau. A cet égard, le Bureau sortant, dirigé par le Médiateur de la République Togolaise, **Madame Awa NANA-DABOYA** a été félicité pour son leadership et son engagement à rehausser l'AMP-UEMOA au cours de son mandat.
Le nouveau Bureau se compose ainsi qu'il suit :

- **Président,** Monsieur Noudokpo Pascal Esnos ESSOU, **Médiateur de la République du Bénin** ;
- **Vice-président,** Monsieur Adama TOUNGARA, **Médiateur de la République de Côte d'Ivoire** ;
- **Trésorier**, Monsieur Demba KANDJI, **Médiateur de la République du Sénégal** ;
- **Commissaire aux comptes**, **Madame Awa NANA-DABOYA,** Médiateur de la République Togolaise.



Assis, les Médiateurs membres du Bureau élu et leurs Collaborateurs
De gauche à droite : les Médiateurs de la République du Sénégal, de Côte d'Ivoire, du Togo et du Bénin

2. TABLE RONDE DES BAILLEURS

Le 29 avril 2025, le Médiateur de la République, **Madame SANOGO Aminata MALLE** a participé, à Dakar au Sénégal, à la Table ronde de mobilisation des ressources pour la mise en œuvre du **Plan Stratégique 2025-2029** de l'AMP-UEMOA. Elle était accompagnée par Messieurs Ahmadou Demba DIALLO, Conseiller aux Relations Extérieures et de la Coopération internationale et de Badra Ali SANGARE, Conseiller à la Communication et aux Relations publiques.

L'objectif de cette rencontre était de :

- présenter aux partenaires et exprimer les besoins de financement de la stratégie ;
- recueillir les suggestions et propositions des partenaires de l'AMP-UEMOA sur sa stratégie ;
- recueillir les intentions de financement des bailleurs de fonds et mobiliser les ressources requises pour la mise en œuvre de la stratégie ;
- créer entre l'AMP-UEMOA et ses partenaires un cadre d'échanges, d'informations, de suivi et d'évaluation de la stratégie.

La Table ronde de mobilisation des partenaires techniques et financiers a connu la participation de cinq institutions de médiation et leurs collaborateurs, en tant que porteurs du projet, à savoir :

- le Médiateur de la République du Bénin ;
- le Médiateur de la République de Côte d'Ivoire ;
- le Médiateur de la République du Mali ;
- le Médiateur de la République du Sénégal ;
- le Médiateur de la République Togolaise.

La rencontre a également regroupé outre les Médiateurs et leurs Collaborateurs, les représentants d'organisations régionales et internationales telles que la Commission de l'UEMOA, la Coordination du Système des Nations Unies au Sénégal, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme, l'UNICEF, le FNUAP (Fonds des Nations Unies pour la Population), l'UNOWAS (Bureau des Nations Unies Pour le Sahel), le **SR-S2R**, ONU femmes et le Conseil de l'Entente.



Photo de famille à l'issue de la cérémonie d'ouverture avec le Médiateur de la République, Madame SANOGO Aminata MALLE, 8ème à partir de la gauche dans la première rangée

Etaient également présents, les représentants des Ministères en charge de l'Economie et des Finances de certains pays membres de l'UEMOA, la Banque Africaine de Développement (BAD) ainsi que certaines Ambassades accréditées au Sénégal.

Placée sous le **Haut patronage de Son Excellence Monsieur Bassirou Diomaye FAYE**, Président de la République du Sénégal, la cérémonie d'ouverture a été présidée par le ministre Secrétaire Général de la Présidence de la République du Sénégal, Monsieur Oumar Samba BA, représentant le Chef de l'Etat sénégalais.

La rencontre a permis de relever la pertinence dudit plan stratégique qui vise notamment à renforcer l'Etat de droit, à assurer une meilleure gouvernance administrative, une visibilité accrue des institutions de médiation à travers l'AMP-UEMOA et une amélioration de leur performance.

A l'issue de la Table ronde, les Partenaires Techniques et Financiers ont rassuré de leur adhésion à la vision de l'AMP-UEMOA marquant ainsi un tournant décisif pour la consolidation de la médiation institutionnelle dans l'espace UEMOA et pour la construction d'une sous-région plus sûre, juste et inclusive.

TROISIEME PARTIE :

RENFORCEMENT DES CAPACITES DES COLLABORATEURS DU MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE



Le renforcement des capacités des Collaborateurs est l'une des priorités du Médiateur de la République. C'est pourquoi un plan de formation est élaboré chaque année.

En effet, trois types de formation ont fait l'objet de renforcement des capacités des Collaborateurs à savoir : les formations organisées conformément au plan annuel de formation, les formations sur invitation dans le cadre du partenariat et celles effectuées sur invitation par visio-conférence.

1. FORMATIONS ORGANISEES SUIVANT LE PLAN ANNUEL DE FORMATION

Dans ce cadre, une formation a été organisée du 12 au 17 décembre 2025 sur la rédaction administrative et exécutée par l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) conformément à la lettre Circulaire n°01110/PM-CAB du 20 août 2025 du Premier ministre relative à l'implication de l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) aux renforcements des capacités des cadres A et B de l'Administration.

Les participants à ladite formation étaient au nombre de trente et trois (33) cadres dont :

- quatre Conseillers ;
- quatre Directeurs ;
- sept Délégués ;
- une Chargée de mission ;
- sept Chefs de Division ;
- huit Chargés de dossier ;
- les deux Secrétaires particuliers du Médiateur de la République et du Secrétaire général.

Au cours de cette formation, les cadres des Services du Médiateur de la République ont pu bénéficier d'un renforcement de capacités sur les différents termes de la rédaction administrative.



Madame le Médiateur de la République en compagnie du DG de l'ENA et des participants

Cette formation aura permis aux Collaborateurs du Médiateur de la République d'acquérir des outils et des techniques qui respectent les règles rédactionnelles, de la structuration des documents administratifs et de l'adaptation du langage au destinataire. Tout ceci à l'aide d'exercices concrets et de cas pratiques.

2. FORMATIONS ORGANISEES DANS LE CADRE DU PARTENARIAT

Cette année, dans le cadre du partenariat, les Services du Médiateur de la République ont reçu trois invitations de l'Ecole de Maintien de la Paix Alioune Blondin BEYE (EMP-ABB) de Bamako.

2.1 PARTICIPATION AU STAGE DE FORMATION DES FORMATEURS SUR LA MEDIATION POLITIQUE ET COMMUNAUTAIRE

Suivant lettre d'invitation **n°1773/EMP-DI,** relative à la demande de stagiaires pour le renforcement du vivier d'instructeurs de l'Ecole de Maintien de la Paix Alioune Blondin BEYE de Bamako (EMP-ABB), le Conseiller juridique, Monsieur Ousmane BA et **Madame CAMARA Ramata TAMBADOU**, Chargée de mission, ont participé du **13 au 24 janvier 2025**, au stage de **Formation des Formateurs (ToT 1-25) en Médiation Politique et Communautaire**, tenu dans la salle de formation de l'EMP-ABB de Bamako.

Organisées par l'EMP-ABB de Bamako avec l'appui financier du Gouvernement Malien, ces deux semaines de formation et de partage d'expériences, sous la facilitation des Instructeurs permanents de l'EMP-ABB, ont enregistré vingt-sept **(27)** participants issus de sept **(7)** pays, notamment : le Bénin, le Burkina-Faso, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Mali, le Maroc et le Sénégal.

Les objectifs de ce stage visaient pour les participants à acquérir :

- la maitrise des techniques pédagogiques ;
- les compétences en communication ;
- la gestion des groupes et des salles de formation ;
- la gestion des outils didactiques.

Ils visaient également à renforcer les capacités d'évaluation, l'adaptabilité, la créativité, la conception et la planification de formation, tout en rehaussant le leadership et la motivation des futurs formateurs.

Ce cadre d'échanges unique offert par l'EMP-ABB, où la complémentarité entre les cadres civils et ceux des Forces de Défense et de Sécurité (FDS) est valorisée comme une richesse essentielle afin de relever les défis complexes de maintien de la paix et de la sécurité, à travers un de ses piliers qui demeure, la formation et le renforcement des capacités.

Lors de ladite formation, **onze (11)** thématiques ont été développés, notamment :

- la Médiation Politique et Communautaire **(MPC)** ;
- la Gestion des Risques et Catastrophes **(GRC)** ;
- le Droit International Humanitaire **(DIH)** ;
- la Protection des Civils **(POC)** ;

- les Droits et Protections de l'Enfant **(DPE)** ;
- la Lutte Contre le Financement du Terrorisme **(LCFT)** ;
- l'Appui au Processus Electoral **(APE)** ;
- le Désarmement, Démobilisation et Réintégration **(DDR)** ;
- la Coordination Civilo-Militaire **(UNCIMIC)** ;
- la Logistique des Nations Unies **(UN LOG)** ;
- le Cours des Officiers d'Etat-major des Nations Unies **(UNSOC).**



Photo de famille des participants avec le Directeur Général de l'EMP-ABB, le Colonel Souleymane SANGARE en boubou blanc au 1er rang

Une cérémonie de remise officielle de Certificat aux participants, présidée par le Colonel Aliou BAGAYOGO, Directeur de l'Instruction, représentant le Directeur Général de l'EMP-ABB a mis fin aux activités dudit stage.

2.2 PARTICIPATION AU STAGE DE FORMATION SUR « MEDIATION POLITIQUE ET COMMUNAUTAIRE ».

La Directrice des Réclamations, **Madame DAGNO Mariétou CAMARA** a pris part à la formation sur le Thème **« Médiation Politique et Communautaire »** du **14 au 25 avril 2025.**

Le but de cette formation était de permettre aux participants de maitriser de façon théorique les notions, les concepts, les principes et les valeurs de médiation tels que :

- appliquer les outils de la médiation ;
- procéder à une analyse de conflit ;
- élaborer ou participer à l'élaboration de processus de médiation de conflits politiques ou communautaires.



La Directrice des Réclamations avec son Certificat

2.3. STAGE DE FORMATION SUR LA MEDIATION POLITIQUE ET COMMUNAUTAIRE (MPC 2-2025 BEL), ORGANISE PAR L'ECOLE DE MAINTIEN DE LA PAIX ALIOUNE BLONDIN BEYE DE BAMAKO (EMP-ABB)

Suivant lettre **n°1278- /EMP-ABB/DI du 26 septembre 2025,** relative à une demande d'Expert pour co-faciliter le stage sur la Médiation Politique et Communautaire **(MPC 2-2025 BEL)**, le Conseiller juridique, Monsieur Ousmane BA, a participé du **10 au 21 novembre 2025** en qualité d'Expert, au stage de formation en **Médiation Politique et Communautaire**, tenu dans la salle de formation de l'École de Maintien de la Paix-Alioune Blondin BEYE de Bamako (EMP-ABB).

Ce stage était organisé par l'EMP-ABB avec l'appui financier du Royaume de Belgique à travers son Ambassade au Mali. Il s'agissait de deux semaines de formation, de partage d'expériences et d'approches innovantes au service de la stabilité et du dialogue, sous la facilitation des Experts venus des îles Comores, du Royaume de Belgique et du Mali.

Il a enregistré la participation de vingt-cinq **(25)** personnes venant de **onze (11)** pays, notamment : le Bénin, le Burkina Faso, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, Djibouti, la Guinée Conakry, le Mali, le Niger, le Sénégal, le Tchad et le Togo.

Les objectifs de ce stage MPC 2- 25 BEL visaient à renforcer les capacités des Auditeurs sur la :

- maîtrise des outils et techniques en médiation politique et communautaire ;
- gestion des dynamiques communautaires ;
- prévention et consolidation de la paix.

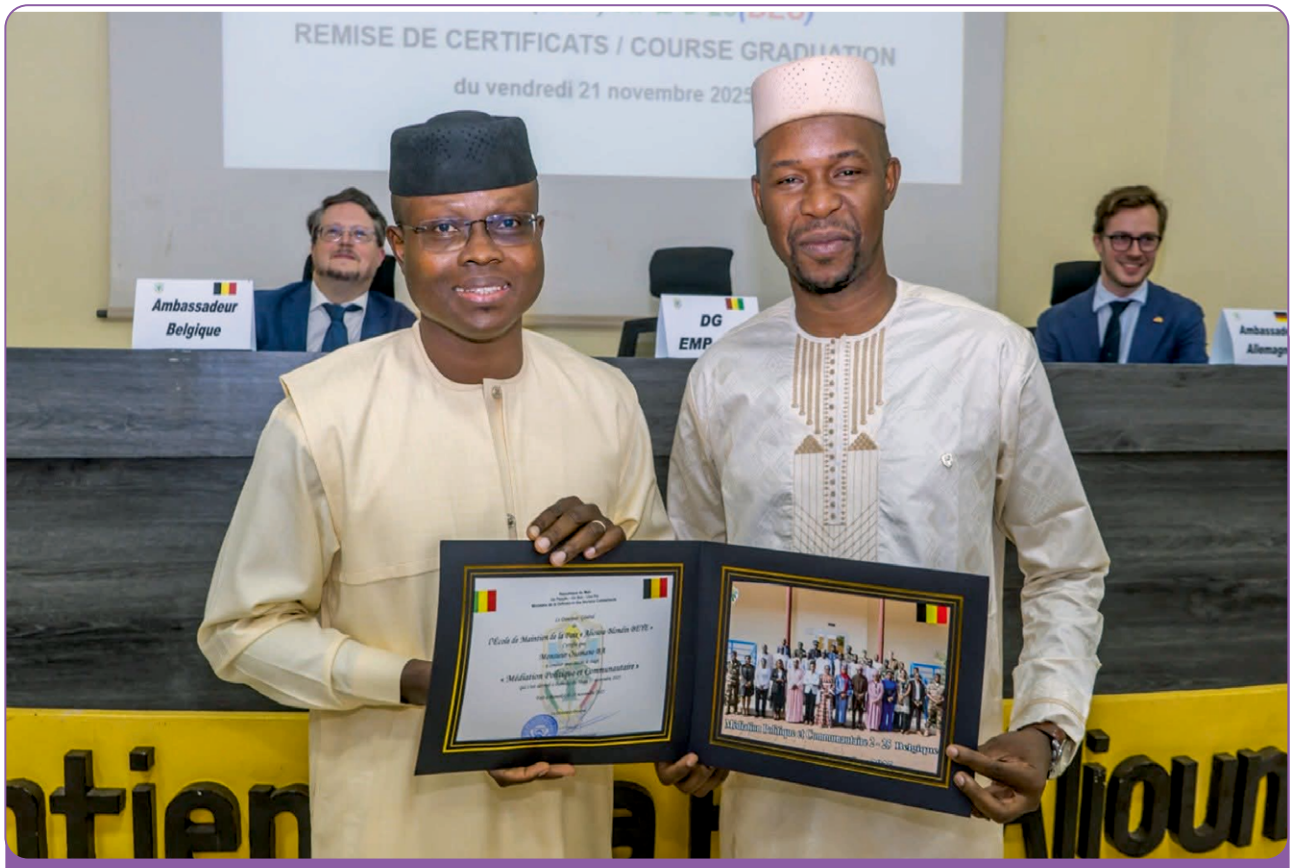
Ce cadre d'échanges offert par l'EMP-ABB, où la complémentarité entre les cadres civils et ceux en uniformes (FDS), est valorisée comme une richesse essentielle pour relever les défis complexes de maintien de la paix et de la sécurité, à travers un de ses piliers qui demeure, la formation et le renforcement de capacité.

A l'issue de la session de formation, le Directeur Général de l'EMP-ABB, Colonel-Major Souleymane SANGARE après avoir remercié l'Ambassade du Royaume de Belgique, pour le financement de ladite formation, a exhorté les participants à s'approprier davantage des outils et techniques dispensés lors de l'exposé des différentes thématiques afin d'être des Ambassadeurs de la paix dans leurs pays respectifs.

Présidée par le Directeur Général de l'EMP-ABB, qui avait à ses côtés l'Ambassadeur du Royaume de Belgique au Mali et le Premier secrétaire de l'Ambassade de la République fédérale d'Allemagne au Mali, une cérémonie de remise officielle de Certificat aux Auditeurs et Experts a eu lieu à la fin de ces deux semaines d'échanges et de facilitation.



Photo de famille des participants au stage (MPC 2-2025 BEL), avec au centre le Directeur Général de l'EMP-ABB, Colonel-Major Souleymane SANGARE l'Ambassadeur du Royaume de Belgique au Mali et le Premier secrétaire à l'Ambassade de la République fédérale d'Allemagne au Mali



Remise du Certificat par le Directeur Général de l'EMP-ABB, le Colonel-Major Souleymane SANGARE au Conseiller juridique du Médiateur de la République

3. SESSION DE FORMATION EN VISIOCONFERENCE SUR LE THEME : « LE ROLE DE L'OMBUDSMAN DANS LE RENFORCEMENT DE LA CONFIANCE ET LA RESOLUTION DES CONFLITS »

Le mardi 18 février 2025, s'est tenue une session de formation organisée conjointement par le Centre de Recherche des Ombudsmans Africains **(CROA)** et l'Association des Ombudsmans et Médiateurs Africains **(AOMA).**

Cette session a regroupé **295** participants de **59** pays d'Afrique, d'Asie, d'Europe, des Amérique et de l'Océanie. Elle a servi de cadre à un partage d'expériences sur le rôle des Institutions d'Ombudsmans dans la promotion de la bonne gouvernance, de la responsabilité et de la protection des Droits de l'Homme en Afrique et ailleurs dans le monde. Aussi, les discussions et échanges ont permis d'aborder certains thèmes, tels que :

- la médiation institutionnelle comme outil pour résoudre les conflits et renforcer la confiance ;
- le besoin de réformes institutionnelles pour consolider l'indépendance et la responsabilité des Ombudsmans ;
- les nouveaux défis émergents auxquels doivent s'adapter les Institutions d'Ombudsmans.

Les Services du Médiateur de la République étaient représentés par le Conseiller aux Relations Extérieures et de la Coopération internationale, Monsieur Ahmadou Demba DIALLO, le Secrétaire permanent de l'Espace d'Interpellation Démocratique (E.I.D), Monsieur Sidi El Moctar SIDIBE et la Directrice des Réclamations, **Madame DAGNO Mariétou CAMARA.**

QUATRIEME PARTIE :

COMMENTAIRES ET RECOMMANDATIONS



1. COMMENTAIRES

L'examen des dossiers de réclamation et d'interpellation soumis au Médiateur de la République, lui offre, en sa qualité d'interface entre les services publics et les usagers, l'opportunité d'attirer l'attention des gouvernants sur les problématiques réelles résultant des manquements de l'Administration.
A ce titre, les sujets de réflexion abordés dans le présent rapport sur les thèmes : la réversion de cotisations des contractuels des Collectivités territoriales et l'équité, un instrument au service de la Médiation institutionnelle, témoignent de la volonté du Médiateur de la République d'assurer son rôle de trait d'union entre l'Administration et le citoyen.

1.1. LA REVERSION DE COTISATIONS SOCIALES DES CONTRACTUELS DES COLLECTIVITES TERRITORIALES A L'INSTITUT NATIONAL DE PREVOYANCE SOCIALE (I.N.P.S)

Le Médiateur de la République est de plus en plus saisi par les contractuels des Collectivités territoriales qui, malheureusement, au moment de la liquidation de leur pension de retraite découvrent que les cotisations sociales (salariales et patronales) ne sont pas versées par leurs employeurs à l'I.N.P.S.

Par conséquent, la liquidation de leur pension de retraite se trouve du coup bloquée, ajoutant à la précarité salariale une longue attente sans ressource financière pour la régularisation de la situation : une violation grave du droit à la sécurité sociale.

Pourtant, leur contrat de travail ou leur bulletin de salaire mentionne que les prélèvements étaient bel et bien effectués sur leur salaire pour ces fins.

Au Mali, le système de la sécurité sociale est obligatoire pour tous les agents du secteur public comme du secteur privé avec des prélèvements sur les traitements et salaires versés respectivement à la Caisse Malienne de Sécurité Sociale (CMSS) et à l'I.N.P.S. Ces prélèvements ou cotisations sociales servent à financer l'Assurance Maladie Obligatoire (AMO), les pensions de retraite, les prestations familiales et les accidents de travail. Les cotisations sociales sont d'ordre ouvrière et patronale pour les pensions de retraite.

Les cotisations patronales représentent la part des contributions sociales versées par l'employeur public au titre de la rémunération de ses agents. La part précomptée sur les salaires du travailleur lors de chaque paie représente la part ouvrière ou salariale.

En cas de non-réversion des cotisations sociales, les travailleurs se trouvent privés, entre autres, de leurs droits à la retraite et aux prestations familiales.

D'après les différents renseignements recueillis, la non-réversion des cotisations sociales des Collectivités territoriales au Mali, puisque c'est d'elles qu'il s'agit, est un problème multidimensionnel, résultant d'un mélange de contraintes financières locales, de faiblesse des mécanismes de gestion, d'insuffisance de supervision et d'un cadre institutionnel parfois flou. Ces problèmes ont des conséquences directes sur la protection sociale des contractuels des Collectivités territoriales et alimentent les revendications sociales et des tensions entre les acteurs concernés.
L'employeur (Collectivité territoriale) est débiteur envers l'I.N.P.S de l'ensemble des cotisations dues. Il est responsable de leur versement. L'I.N.P.S, quant à lui, est responsable du recouvrement des

cotisations sociales des contractuels des Collectivités territoriales.

En effet, la Loi n°99-041 du 12 août 1999 modifiée, portant Code de Prévoyance Sociale organise un régime de retraite, géré par l'I.N.P.S, en faveur des travailleurs salariés ainsi que des personnes à leur charge (conjoints et enfants).
Des études confirment qu'en pratique, des retards, omissions ou défauts de versement sont régulièrement observés auprès de certaines collectivités territoriales.

La non-réversion des cotisations sociales expose la Collectivité territoriale concernée à des sanctions conformément aux dispositions légales et règlementaires.

Il convient de souligner que les cas soumis au Médiateur de la République ont été reconnus fondés par les municipalités concernées qui ont pris l'engagement, sur instruction ferme du ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, de verser l'intégralité des cotisations des interpellateurs à l'I.N.P.S dans les plus brefs délais. Le ministre a également instruit aux Préfets de veiller à la régularisation de la situation des agents concernés par les Maires à travers le reversement des cotisations à l'I.N.P.S pour les périodes concernées.

Cette implication du ministre est à saluer. Cependant, il urge de résoudre ces problèmes de réversion des cotisations sociales et des retards de paiement de salaires des agents des Collectivités territoriales, car le nombre de citoyens qui saisit le Médiateur de la République en réclamation aussi bien qu'en interpellation concernant ces problèmes imputables aux Collectivités territoriales ne cesse de croître.
Le Médiateur de la République, suite aux constats issus du traitement des réclamations et des interpellations relatives à la réversion des cotisations sociales des contractuels des Collectivités territoriales, recommande :

Au Gouvernement de :

- Mettre en place un cadre formel de dialogue entre les autorités gouvernementales, les Collectivités territoriales et les syndicats.

Aux Collectivités territoriales de :

- s'acquitter des cotisations sociales dans les délais requis ;
- régulariser les arriérés de cotisations sociales.

A l'Institut National de Prévoyance Sociale de :

- renforcer les actions de recherche et de détection des Collectivités territoriales indélicates ;
- appliquer strictement la législation de sécurité sociale notamment en matière de recouvrement des cotisations sociales.

1.2. L'EQUITE, UN INSTRUMENT AU SERVICE DE LA MEDIATION INSTITUTIONNELLE

Au Mali, l'avènement de la démocratie et du multipartisme en 1992 a favorisé l'essor des libertés individuelles et conduit à la mise en place d'institutions dédiées à la promotion et à la protection des Droits de l'Homme, dans le but d'ancrer durablement une véritable culture démocratique.

A cet effet, le Médiateur de la République a été institué par la Loi n°97-022 du 14 mars 1997. Son rôle fondamental est de recevoir et traiter les réclamations des citoyens consécutives aux dysfonctionnements de l'Administration. Son intervention dans les rapports entre services publics et leurs usagers assure un équilibre entre ces deux composantes.

L'institution du Médiateur de la République vise à restaurer la confiance entre le citoyen et l'Administration, à prévenir les conflits et à promouvoir la bonne gouvernance.

Après quelques années de pratique, il est apparu nécessaire d'élargir le champ d'intervention du Médiateur de la République. Les modifications en faveur du recours à l'équité ont été largement évoquées lors du Séminaire international sur la contribution du Médiateur à l'amélioration du fonctionnement de l'Administration tenu à Bamako du **24 au 26 février 2003** et à l'issue de recommandations formulées dans le cadre de l'amélioration du fonctionnement de l'institution.

C'est alors que la Loi n°2012-012 du 8 février 2012, portant modification de la Loi n°97-022 du 14 mars 1997 instituant le Médiateur de la République est intervenue.

Ainsi, l'article 11 de cette nouvelle loi dispose : « lorsqu'il apparait au Médiateur de la République, à l'occasion d'une réclamation dont il est saisi, que l'application de dispositions législatives ou réglementaires aboutit à une iniquité, il peut recommander à l'organisme mis en cause toute solution permettant de régler en équité la situation du requérant, proposer à l'autorité compétente toute mesure qu'il estime de nature à y remédier et suggérer les modifications qu'il lui paraît opportun d'apporter à des textes législatifs ou réglementaires».

Dans le contexte de la médiation institutionnelle, l'équité apparait comme un principe correcteur du droit positif permettant d'adapter la règle générale aux situations particulières afin d'éviter les rigueurs d'une application strictement formaliste de la loi.

L'intervention du Médiateur de la République est un traitement au cas par cas des réclamations afin de trouver une solution individualisée, adaptée à chaque situation.

De même, l'équité d'une situation ne s'apprécie qu'en fonction des circonstances propres à chaque cas.

De ce fait, l'équité apparait comme un outil essentiel de la médiation car il permet d'instaurer une justice sociale qui est l'un des fondements de la médiation.

L'équité vise principalement à atténuer l'application du droit positif dont le respect scrupuleux dans certaines circonstances entrainerait des conséquences insupportables pour le citoyen.

Aussi, la notion d'équité permet de compléter le droit, en comblant les lacunes révélées à travers l'application du droit positif ou dans le silence de celui-ci face à certaines situations.

Quand bien même les statistiques ne soient pas connues de 2012 à nos jours, il convient de partager une intervention en équité du Médiateur de la République.

Exemple

Monsieur S.S, gérant d'une SARL, a été sommé par la Direction Régionale de l'Institut National de

Prévoyance Sociale (I.N.P.S) de Ségou de lui payer une somme d'argent représentant le montant assorti de pénalités des cotisations de ses employés.

Le paiement exigé par l'I.N.P.S devrait se faire en une seule tranche pendant que Monsieur S.S. avait proposé un paiement échelonné de la totalité des cotisations et pénalités dues.

La proposition de règlement de Monsieur S.S. a été rejetée par l'I.N.P.S qui lui exigeait le paiement de l'intégralité du montant réclamé.

Monsieur S.S**,** estimant que la SARL n'était pas en mesure de procéder au paiement en une seule tranche des cotisations et de la pénalité qui lui étaient reprochées au risque, de conduire son entreprise à la faillite et ses employés au chômage, a sollicité l'intervention du Médiateur de la République.

Intervention du Médiateur de la République

Le Médiateur de la République, après analyse des pièces du dossier a relevé le non-respect par Monsieur S.S**,** des dispositions de la Loi n°99-041 du 12 août 1999, modifiée, portant Code de prévoyance sociale.

En effet, l'article 208 de cette loi dispose : « les cotisations qui ne sont pas acquittées aux échéances sont passibles d'une majoration de **2%** par mois ou fraction de mois de retard ».

En exigeant de Monsieur S.S le paiement des cotisations et pénalités dues, l'I.N.P.S n'a fait qu'appliquer la règlementation en vigueur surtout que le réclamant n'a jamais nié les faits qui lui sont reprochés.

Cependant, considérant la bonne foi du réclamant et sa disponibilité à payer à l'Administration, les cotisations et pénalités dues d'une part, et son souci de sauvegarder les emplois de ses employés d'autre part, le Médiateur de la République, par lettre en date du 26 mai 2022 a sollicité le Directeur régional de l'Institut National de Prévoyance Sociale de Ségou de bien vouloir accepter d'examiner la demande de Monsieur S.S et prendre en compte ses préoccupations sous l'angle de l'équité.

En réponse, le Directeur régional de l'I.N.P.S a, par lettre n°53/DR-I.N.P.S-Ségou du 26 juillet 2022, porté à la connaissance du Médiateur de la République, qu'un compromis avait été trouvé entre ses services techniques et Monsieur S.S pour une prise en charge convenable des cotisations dues.
Ce qui sauverait bon nombre d'emplois.

Au regard du dénouement heureux de cette situation, le réclamant a adressé une lettre de remerciements au Médiateur de la République.

Recommandation

Il est important de souligner que la perception de la notion de l'équité est fortement dépendante de l'appréciation faite par le service dont l'intervention en équité est sollicitée, cela dénote du manque d'appropriation du principe.

Dans la perspective d'une application efficiente de l'intervention en équité, le Médiateur de la République entend recourir davantage à cet instrument.

A cet effet, il **recommande une plus grande ouverture et une meilleure compréhension de son intervention en équité auprès de l'Administration**

2. RECOMMANDATIONS

2.1. Recommandation N°1

Suivant l'article 11 de la Loi n°97-022 du 14 mars 1997, modifiée le Médiateur de la République au cours de l'élaboration de son Rapport annuel, peut formuler des recommandations visant à améliorer le fonctionnement de l'Administration.

Il peut aussi suggérer aux autorités compétentes des modifications qu'il lui parait opportun d'apporter aux dispositions législatives ou règlementaires en vigueur.

Ainsi, en application de cette disposition et suite au traitement des dossiers de réclamation et d'interpellation au cours de l'année 2025, le Médiateur de la République formule les recommandations ci-dessous relatives aux activités des auxiliaires de justice et aux difficultés de délivrance de diplômes.

A cet effet, le Médiateur de la république a été saisi de plaintes relatives aux auxiliaires de justice dans leur relation avec les justiciables. Il s'agit notamment des avocats et des notaires. Les constats révèlent principalement le non-respect de l'éthique et de la déontologie liée à leur fonction et le défaut d'information de leur client.

Face à ces plaintes récurrentes des justiciables, le Médiateur de la République recommande :

Aux Avocats et Notaires

- le respect strict de l'éthique et de la déontologie liée à leur fonction ;
- le renforcement de l'information et la sensibilisation auprès des citoyens pour assurer la transparence dans les relations avec les justiciables.

Au Barreau et à l'Ordre des Notaires

- la mise en place de mécanisme de règlement des différends entre les auxiliaires de justice et leurs clients ;
- la prise de sanction contre les auxiliaires de justice fautifs ;
- l'implication et la disponibilité du Bâtonnier et du Président de l'Ordre des Notaires pour les sollicitations des justiciables victimes de mauvais traitements de la part des avocats et notaires.

Au Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme

- l'implication du Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme dans la résolution des conflits en rapport avec les auxiliaires de justice.

2.2. Recommandation N°2

Le Médiateur de la République a souvent été saisi par des élèves et étudiants ayant réussi leurs examens et qui attendent des années durant, la délivrance de leurs diplômes, certificats, attestations. Ces requêtes nous parviennent aussi bien par le biais des réclamations, que des interpellations dans le cadre de l'Espace d'Interpellation Démocratique (E.I.D).

Les préjudices encourus par ces élèves et étudiants sont énormes. Ils sont la plupart du temps empêchés de se présenter à des concours ou examens de recrutement ou même des entretiens d'embauche faute de diplômes valides.

Il y'en a qui attendent souvent plus de cinq ans après la fin de leurs études avant d'avoir leurs diplômes, certificats et attestations et cela demeure valable pour tous les ordres d'enseignement.
Il arrive parfois que des étudiants voulant continuer leurs études à l'extérieur du pays soient pénalisés de la même façon.

Pour éviter ces situations qui frisent parfois l'injustice et une atteinte à des droits fondamentaux, le Médiateur de la République recommande à tous les ordres d'enseignement y compris l'enseignement professionnel :

- la diligence dans la délivrance des diplômes par les Universités, les Grandes Ecoles, les Instituts de formation aux étudiants qui remplissent les conditions ;
- le respect des textes règlementaires relatifs aux modalités de la délivrance des diplômes des divers ordres d'enseignement.

CINQUIEME PARTIE :

PERSPECTIVES



PERSPECTIVES

Les perspectives des Services du Médiateur de la République pour l'année 2026 s'articulent autour des points suivants :

- la poursuite de la construction des Délégations territoriales ;
- l'interconnexion du Siège avec les Délégations territoriales ;
- la digitalisation des Services du Médiateur de la République ;
- la reprise des audiences foraines au niveau des Délégations territoriales afin de consolider la médiation de proximité ;
- la poursuite des activités de sensibilisation des femmes, des jeunes et des maliens de la Diaspora sur la saisine du Médiateur de la République.

CONCLUSION

Le Médiateur de la République, dans l'accomplissement de sa mission, ambitionne de prendre toute la place qui est la sienne dans la promotion de la bonne gouvernance, de l'Etat de droit et de la paix sociale. C'est pourquoi il ne cesse de se renforcer de jour en jour dans le paysage institutionnel du pays. Le Médiateur de la République est aujourd'hui un observateur privilégié du fonctionnement de l'Administration. Avec le magistère que lui confère la loi, il intervient dans les limites des textes qui l'instituent pour régler les différends créés entre les citoyens et les administrations publiques, en recommandant aux pouvoirs publics des mesures susceptibles d'éclairer leurs décisions en vue de rendre les rapports adéquats entre les usagers et le Service public.

Les avis qu'il formule à travers ses recommandations et ses propositions de réformes puisent leur légitimité des attentes des citoyens.

La mission principale du Médiateur de la République est de régler les différends entre l'Administration et les usagers en permettant à ceux-ci d'y accéder sans contrainte aucune, en vue de trouver des solutions durables à leurs problèmes.

Le Médiateur de la République contribue ainsi à la protection du citoyen face à l'Administration, au contrôle général du fonctionnement des services publics, à la promotion de l'esprit du service public et d'une culture démocratique nationale.

Son Rapport annuel rend compte chaque année, de l'état des Droits de l'Homme dans le pays. A ce titre, il sert de boussole aux gouvernants, pour à chaque moment réajuster leur trajectoire.

C'est en cela que le slogan **« Un recours pour le citoyen et un conseil pour l'Administration »**, prend tout son sens.

ANNEXES


LE MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE
Tél: (+223) 20 29 20 04/05
Fax: (+223) 20 29 20 01
BP: E 4736 Bamako-Mali
Email: contact@mediateur.ml
Siteweb: www.mediateurdumali.ml
LE MÉDIATEUR DE LA RÉPUBLIQUE
Un recours pour le citoyen, Un conseil pour l'Administration

TEXTES

Mme D.

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
-=-=-=-=-=-

REPUBLIQUE DU MALI
UN PEUPLE UN BUT UNE FOI
-=-=-=-=-=-

LOI N°97- 022 DU 14 MARS 1997

INSTITUANT LE MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE.

L'Assemblée Nationale a délibéré et adopté en sa séance du 27 février 1997 ;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE 1ER : Il est institué un Médiateur de la République, autorité indépendante qui reçoit, dans les conditions fixées par la présente loi, les réclamations concernant le fonctionnement des Administrations de l'Etat, des Collectivités Territoriales, des Etablissements Publics et de tout organisme investi d'une mission de service public dans leurs relations avec les administrés.

Dans l'exercice de ses attributions, le Médiateur de la République ne reçoit d'instruction d'aucune autre autorité.

ARTICLE 2 : Le Médiateur de la République est nommé pour sept (7) ans par décret du Président de la République. Il ne peut être mis fin à ses fonctions avant l'expiration de ce délai qu'en cas d'empêchement ou de faute grave constaté par la Cour Suprême. Son mandat n'est pas renouvelable.

ARTICLE 3 : Les fonctions de Médiateur de la République sont incompatibles avec toutes fonctions administratives, politiques et toute activité professionnelle privée.

ARTICLE 4 : Avant son entrée en fonction, le Médiateur de la République prête serment devant le Président de la République, en ces termes : **"Je jure et promets de remplir mes fonctions avec honnêteté, impartialité et justice et de ne révéler aucun secret que j'aurai obtenu dans et après l'exercice de mes fonctions".**

ARTICLE 5 : Le Médiateur de la République ne peut être poursuivi, arrêté, détenu ou jugé à l'occasion des opinions qu'il émet ou des actes qu'il accomplit dans l'exercice de ses fonctions.

ARTICLE 6 : Le Médiateur de la République est inéligible pendant la durée de ses fonctions et pendant une durée de six (6) mois après la cessation de celles-ci.

ARTICLE 7 : A l'expiration de son mandat, le Médiateur de la République demeure en fonction jusqu'à ce qu'il ait été remplacé.

ARTICLE 8 : Le Médiateur de la République peut à tout moment, donner sa démission. Il en informe le Président de la République par écrit.

ARTICLE 9 : Toute personne physique ou morale qui estime, à l'occasion d'une affaire la concernant, qu'un organisme visé à l'article premier n'a pas fonctionné conformément à la mission de service public qu'il doit assurer, peut, par réclamation écrite, porter l'affaire à la connaissance du Médiateur de la République.

La réclamation est recevable sans condition de délai, mais elle ne peut être examinée que si le réclamant apporte la preuve qu'il a préalablement accompli les démarches nécessaires pour permettre au service d'examiner ses griefs.

La réclamation n'interrompt pas les délais de recours, notamment devant les juridictions compétentes.

ARTICLE 10 : Les différends qui peuvent s'élever entre les administrations et organismes visés à l'Article 1er et leurs agents ne peuvent faire l'objet de réclamation auprès du Médiateur de la République.

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables à ces agents après la cessation de leurs fonctions.

ARTICLE 11 : Lorsqu'une réclamation lui paraît justifiée, le Médiateur de la République fait toutes recommandations qui lui paraissent de nature à régler les difficultés dont il est saisi et, le cas échéant, toutes propositions tendant à améliorer le fonctionnement de l'organisme concerné.

Le Médiateur peut également suggérer aux autorités compétentes les modifications qu'il lui paraît opportun d'apporter aux dispositions législatives ou réglementaires en vigueur.

ARTICLE 12 : Le Médiateur de la République ne peut intervenir dans une procédure engagée devant une juridiction, ni remettre en cause le bien-fondé d'une décision juridictionnelle.

ARTICLE 13 : Le respect des décisions ayant acquis l'autorité de la chose jugée n'interdît pas au Médiateur de la République de demander à un organisme public bénéficiaire de renoncer à tout ou partie de ses droits.

Le Médiateur de la République peut, en cas d'inexécution d'une décision de justice passée en force de chose jugée, enjoindre à l'organisme mis en cause de s'y conformer dans un délai qu'il fixe. Si cette injonction n'est pas suivie d'effet, l'inexécution de la décision de justice fait l'objet d'un rapport spécial présenté dans les conditions prévues à l'Article 17 et publié.

ARTICLE 14 : Le Médiateur de la République est informé de la suite donnée aux recommandations qu'il formule pour le traitement des réclamations individuelles qu'il reçoit. A défaut de réponse satisfaisante dans le délai qu'il a fixé, il propose au Président de la République de donner à l'autorité concernée toute directive qu'il juge utile.

ARTICLE 15 : Les ministres autorisent les agents placés sous leur autorité à répondre aux questions et éventuellement aux convocations du Médiateur de la République, et les inspections spécialisées à accomplir toutes vérifications et enquêtes demandées par lui.

ARTICLE 16 : Le Médiateur de la République peut demander au Ministre responsable ou à l'autorité compétente de lui donner communication de tout document ou dossier concernant l'affaire à propos de laquelle il fait son enquête. Le caractère secret ou confidentiel des pièces dont il demande communication ne peut lui être opposé sauf en matière de secret concernant l'instruction judiciaire, la défense nationale, la sûreté de l'Etat ou la politique étrangère.

ARTICLE 17 : Le Médiateur de la République présente au Président de la République et au Président de l'Assemblée Nationale un rapport annuel. Ce rapport est publié.

ARTICLE 18 : Le Médiateur de la République peut se faire assister par des collaborateurs nommés parmi les magistrats et les agents civils et militaires en activité dans la Fonction Publique.

Ils cessent leurs fonctions en même temps que le Médiateur.

ARTICLE 19 : Un décret pris en Conseil des Ministres fixe les avantages accordés au Médiateur de la République et à ses collaborateurs.

ARTICLE 20 : Les crédits nécessaires à l'accomplissement de la mission du Médiateur de la République sont inscrits au Budget d'Etat.

Bamako, le 14 MARS 1997

Le président de la République,

Alpha Oumar KONARE

Joe

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

SECRETARIAT GENERAL

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

LOI N°2012-_010_/ DU - 8 FEV 2012

PORTANT MODIFICATION DE LA LOI N°97-022 DU 14 MARS 1997 INSTITUANT LE MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE

L'Assemblée Nationale a délibéré et adopté en sa séance du 19 janvier 2012 ;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article Unique : Les articles 1er, 4, 11, 12, 18 et 20 de la Loi N°97-022 du 14 mars instituant le Médiateur de la République sont remplacés par les dispositions suivantes :

Article 1er (nouveau) : Il est institué un Médiateur de la République, autorité indépendante qui reçoit, dans les conditions fixées par la présente loi, les réclamations concernant le fonctionnement des administrations de l'Etat, des collectivités territoriales, des établissements publics et de tout organisme investi d'une mission de service public dans leurs relations avec les administrés.

Le Médiateur de la République peut en outre être chargé par le Président de la République, le Gouvernement ou le Parlement de toutes autres missions particulières dans le cadre de l'amélioration de l'état de droit, de la gouvernance et des droits humains ou en matière de règlement de conflits.

Dans l'exercice de ses attributions, le Médiateur de la République ne reçoit d'instruction d'aucune autre autorité.

Article 4 (nouveau) : Avant son entrée en fonction, le Médiateur de la République prête serment devant le Président de la République en ces termes : « Je jure et promets de remplir mes fonctions de Médiateur de la République, avec honnêteté, impartialité et justice dans le respect des lois de la République et de ne révéler aucun secret que j'aurai obtenu dans l'exercice de mes fonctions ».

Article 11(nouveau) : Lorsqu'une réclamation lui paraît justifiée, le Médiateur de la République fait toutes les recommandations qui lui paraissent de nature à régler les difficultés dont il est saisi et, le cas échéant, toute proposition tendant à améliorer le fonctionnement de l'organisme concerné.

Lorsqu'il apparaît au Médiateur de la République, à l'occasion d'une réclamation dont il a été saisi, que l'application de dispositions législatives ou règlementaires aboutit à une iniquité, il peut recommander à l'organisme mis en cause toute solution permettant de régler en équité la situation du requérant, proposer à l'autorité compétente toutes mesures qu'il estime de nature à y remédier et suggérer les modifications qu'il lui paraît opportun d'apporter à des textes législatifs ou réglementaires.

Article 12 (nouveau) : Le Médiateur de la République ne peut intervenir dans une procédure engagée devant une juridiction, ni remettre en cause le bien-fondé d'une décision.

Toutefois, le Médiateur de la République peut solliciter l'avis de la Cour Suprême sur les points de droit posés par des réclamations dont il est saisi ou lui demander l'interprétation de décision de justice.

Article 18 (nouveau) : Le Médiateur de la République peut se faire assister par des collaborateurs nommés parmi les magistrats et les agents civils et militaires en activité dans la fonction publique. Ils cessent leurs fonctions en même temps que le Médiateur de la République.

Il peut recruter par voie contractuelle tout personnel nécessaire à l'accomplissement de sa mission. Les contrats conclus dans ce cadre prennent fin avec la cessation des fonctions du Médiateur de la République qui les a signés. De nouveaux contrats peuvent être conclus avec les agents concernés.

Le Médiateur de la République peut se faire assister par des représentants des légitimités traditionnelles dans les formes et sous les conditions qu'il détermine.

Article 20 (nouveau) : Le Médiateur de la République dispose de l'autonomie financière.

Les crédits nécessaires à l'accomplissement de la mission du Médiateur de la République sont inscrits au Budget d'Etat.

Le Médiateur de la République en est l'ordonnateur.

Les crédits sont mis à la disposition du Médiateur de la République sur un compte bancaire spécialement ouvert à cet effet.

Le Médiateur de la République soumet ses comptes définitifs annuels à la juridiction supérieure de contrôle des finances publiques.

Un décret pris en Conseil des Ministres fixe les modalités de gestion des crédits alloués au Médiateur de la République.

Bamako, le - 8 FEV 2012

Le Président de la République,

Amadou Toumani TOURE

Mme D.
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

REPUBLIQUE DU MALI
UN PEUPLE - UN BUT - UNE FOI

LOI N°98- 012 / DU 19 JAN. 1998

REGISSANT LES RELATIONS ENTRE L'ADMINISTRATION ET LES USAGERS DES SERVICES PUBLICS.

L'Assemblée Nationale a délibéré et adopté en sa séance du 24 novembre 1997 ;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

CHAPITRE I : DES DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1ER : La présente loi fixe les règles générales régissant les relations entre l'Administration et les usagers des services publics.

ARTICLE 2 : Les dispositions de la présente loi s'appliquent aux cours et tribunaux, aux services des Forces Armées et de Sécurité, aux services des institutions constitutionnelles, dans la mesure où elles ne sont pas contraires aux règles spécifiques régissant leurs activités.

ARTICLE 3 : Aux termes de la présente loi, l'Administration comprend :

- les services de l'Etat, des collectivités territoriales, des établissements publics ;

- les organismes exerçant une mission de service public.

ARTICLE 4 : Est considérée comme usager du service public toute personne physique ou morale qui sollicite les prestations de l'Administration.

CHAPITRE II : DE L'ACCES DES USAGERS AUX SERVICES PUBLICS

ARTICLE 5 : L'accès aux services publics est garanti et égal pour tous les usagers se trouvant dans la même situation juridique.

Aucune discrimination en la matière ne peut être fondée sur l'origine sociale, la race, le sexe, la langue, la religion ou l'opinion politique ou philosophique.

ARTICLE 6 : Sans préjudice des sanctions pénales prévues par la législation en vigueur, tout agent de l'Administration qui porte atteinte au principe énoncé à l'Article 5 ci-dessus s'expose à des sanctions disciplinaires.

CHAPITRE III : DE LA MOTIVATION DES ACTES ADMINISTRATIFS

ARTICLE 7 : Les usagers des services publics ont le droit d'être informés des motifs des décisions administratives individuelles ou collectives défavorables qui les concernent.

ARTICLE 8 : L'obligation de motivation s'applique aux décisions qui :

- infligent une sanction ;
- refusent un avantage dont l'attribution constitue un droit pour les personnes qui remplissent les conditions légales pour l'obtenir ;
- subordonnent l'octroi d'une autorisation à des conditions restrictives ou imposant des sujétions ;
- retirent ou abrogent une décision créatrice de droits ;
- opposent une prescription, une forclusion ou une déchéance.

ARTICLE 9 : La motivation doit être écrite et comporter l'énoncé des considérations de droit et de fait qui constituent les fondements de la décision.

ARTICLE 10 : Lorsque l'urgence a empêché qu'une décision soit motivée, le défaut de motivation n'entache pas d'illégalité cette décision. Toutefois, l'autorité qui a pris la décision est tenue, dans un délai d'un mois, d'en communiquer les motifs à l'intéressé qui en fait la demande.

ARTICLE 11 : L'obligation de motiver une décision ne peut porter atteinte aux dispositions des textes législatifs interdisant la divulgation ou la publication de faits couverts par le secret.

CHAPITRE IV : DE L'ACCES AUX DOCUMENTS ADMINISTRATIFS :

ARTICLE 12 : L'accès aux documents administratifs de caractère non nominatif est libre.

Sont considérés comme documents administratifs de caractère non nominatif tous dossiers, rapports, études, comptes rendus, statistiques, directives, instructions ou circulaires qui comportent une interprétation du droit positif ou une description des procédures administratives.

ARTICLE 13 : Sous réserve des exceptions prévues par la présente loi, les documents administratifs sont de plein droit communicables aux personnes qui en font la demande.

ARTICLE 14 : L'accès aux documents administratifs s'exerce par consultation gratuite sur place ou par délivrance de copies aux frais de la personne qui les sollicite à moins que la reproduction ne nuise à la conservation du document.

ARTICLE 15 : La liberté d'accès aux documents administratifs ne s'étend pas aux documents dont la consultation ou la communication peut porter atteinte :

- au secret des délibérations du Gouvernement ;
- au secret de la défense nationale ou de la politique extérieure ;
- à la sûreté de l'Etat et à la sécurité publique ;
- au déroulement des procédures engagées devant les juridictions ou d'opérations préliminaires à de telles procédures, sauf autorisation donnée par l'autorité compétente ;
- au secret de la vie privée, des dossiers personnels et médicaux ;
- au secret en matière commerciale et industrielle ;
- à la recherche d'infractions fiscales et douanières ;
- ou d'une façon générale aux informations protégées par la loi.

Les documents administratifs qui ne peuvent être communiqués au public en raison de leur nature ou de leur objet portent, selon le cas, les mentions de protection suivantes :

- très secret-défense ;
- secret-défense ;
- confidentiel défense ;
- confidentiel ;
- diffusion restreinte.

ARTICLE 16 : L'Administration doit communiquer aux personnes qui le demandent les documents administratifs de caractère nominatif les concernant, sans que des motifs tirés du secret de la vie privée, du secret médical ou du secret en matière commerciale et industrielle portant exclusivement sur des faits qui leur sont personnels, puissent leur être opposés.

Toutefois, les informations de caractère médical ne peuvent être communiquées à l'intéressé que par l'intermédiaire d'un médecin de son choix.

ARTICLE 17 : Le refus de communication d'un document est notifié au demandeur sous forme de décision écrite motivée.

Ce refus de communication est susceptible de recours devant le tribunal administratif, et lorsqu'il est saisi d'un recours, le juge administratif doit statuer dans un délai de trois mois.

CHAPITRE V : DE LA PUBLICATION ET DE LA NOTIFICATION DES ACTES ADMINISTRATIFS

ARTICLE 18 : Sans préjudice des dispositions en matière de publication des actes législatifs et réglementaires, font l'objet d'une publication régulière, les directives, instructions, circulaires et notes de service qui comportent une interprétation du droit positif ou une description des procédures administratives.

ARTICLE 19 : Une décision individuelle n'est opposable à la personne qui en fait l'objet que si elle lui a été préalablement notifiée, ou le cas échéant, publiée s'il s'agit d'une décision non réglementaire à caractère collectif.

CHAPITRE VI: DE L'ACCUEIL ET DE L'INFORMATION DES USAGERS

ARTICLE 20 : Chaque administration assure en son sein l'accueil et l'information des usagers.

Elle est tenue de communiquer à l'usager les informations utiles sur les procédures et formalités nécessaires à l'obtention des prestations qu'elle fournit.

CHAPITRE VII: DES DELAIS DE REPONSE AUX DEMANDES DES USAGERS

ARTICLE 21 : L'Administration est tenue de donner suite, par écrit, à une demande écrite d'un usager dans un délai maximum de trente jours, sans préjudice de l'application d'autres délais institués par des textes particuliers.

CHAPITRE VIII: DES VOIES DE RECOURS

ARTICLE 22 : Lorsque l'usager conteste une action ou une décision de l'Administration, il dispose des voies de recours suivants :

- le recours gracieux ;

- le recours hiérarchique ;

- le recours devant toute autre institution ou organe prévue à cet effet ;

- le recours juridictionnel.

Ces recours s'exercent dans les conditions prévues par les textes en vigueur.

CHAPITRE IX: DES DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

ARTICLE 23 : La présente loi entre en vigueur six mois après sa date de publication.

ARTICLE 24 : Un décret pris en Conseil des Ministres fixe les modalités d'application de la présente loi.

Bamako, le 19 JAN. 1998

Le Président de la République,

Alpha Oumar KONARE

PRIMATURE

SECRETARIAT GENERAL
DU GOUVERNEMENT

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple – Un But Une Foi

DECRET N°03 580 /P-RM DU 30 DEC. 2003

FIXANT LES MODALITES D'APPLICATION DE LA LOI REGISSANT LES RELATIONS ENTRE L'ADMINISTRATION ET LES USAGERS DES SERVICES PUBLICS.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;
Vu la Loi n°94-009 du 22 Mars 1994 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation, de la gestion et du contrôle des services publics, modifiée par la loi n°02-048 du 22 Juillet 2002 ;
Vu la Loi n°98-012 du.19 janvier 1998 régissant les relations entre l'Administration et les usagers des services publics ;
Vu le Décret n°02-420/P-RM du 12 Octobre 2002 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le Décret n°02-496/P-RM du 16 Octobre 2002 modifié portant nomination des membres du Gouvernement ;
Vu le Décret n°02-503/P-RM du 7 novembre 2002 fixant les intérims des membres du Gouvernement.

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

CHAPITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

Article 1er : Le présent décret définit les modalités d'application de la loi n°98-012 du 19 janvier 1998 régissant les relations entre l'Administration et les usagers des services publics.

Article 2 : Sont visés par les dispositions du présent décret les services publics qui relèvent de l'une des catégories suivantes:

- les services de l'administration centrale ;
- les services régionaux et sub-régionaux ;
- les services rattachés ;
- les services extérieurs ;

- les services personnalisés ;
- les services des collectivités décentralisées et d'une manière générale tout organisme exerçant une mission de service public en fournissant des prestations et services aux usagers.

Article 3 : Sous réserve des règles spécifiques régissant leurs activités, sont soumis au présent texte les services des autres institutions constitutionnelles, des forces armées et de sécurité, les cours et tribunaux.

Article 4 : Sont considérées comme usagers du service public, les personnes physiques et les personnes morales qui sollicitent les prestations de l'administration.

CHAPITRE II : DE L'EGALITE DES USAGERS DEVANT LE SERVICE PUBLIC

Article 5 : L'accès aux services publics visés aux articles 2 et 3 du présent décret est garanti et égal pour tous les usagers remplissant les mêmes conditions en vue de solliciter une prestation ou un service. Toute discrimination fondée sur l'origine sociale, la couleur, la langue, la race, le sexe, la religion et l'opinion politique ou philosophique de l'usager est interdite.

Article 6 : Dans le respect de l'article ci-dessus, les services publics peuvent organiser l'accès des usagers à leurs prestations de façon à en assurer une plus grande efficacité par l'une des techniques ci-après :

- le rang constitué à partir de l'ordre d'arrivée physique de l'usager ou de son représentant ;
- la distribution de cartes ou de tickets numérotés en fonction de l'ordre d'arrivée physique de l'usager ;
- le rendez-vous à une heure précisée à l'avance.

Article 7 : A titre exceptionnel, une dérogation peut être fondée sur l'âge de l'usager ou un handicap apparent. Dans ce cas, l'agent public explique aux usagers présents les motifs de sa décision.

Article 8 : Toute violation des principes sus-visés par un agent public l'expose à des sanctions disciplinaires nonobstant d'éventuelles sanctions pénales prévues par la législation en vigueur.

CHAPITRE III : DE LA MOTIVATION DES ACTES ADMINISTRATIFS

Article 9 : L'Administration est tenue de motiver par écrit ses décisions individuelles et collectives notamment lorsque celles-ci sont défavorables aux requêtes et sollicitations des usagers.

L'exposé des motifs doit comporter l'énoncé des considérations de droit et de fait qui constituent le fondement de la décision.

Article 10 : L'obligation de motivation s'applique aux décisions qui :

- infligent une sanction ;
- refusent un avantage dont l'attribution constitue un droit pour les personnes qui remplissent les conditions légales pour l'obtenir ;
- subordonnent l'octroi d'une autorisation à des conditions restrictives ou imposent des sujétions ;
- retirent ou abrogent une décision créatrice de droits ;
- opposent une prescription, une forclusion ou une déchéance.

CHAPITRE IV : DE L'ACCES AUX DOCUMENTS ADMINISTRATIFS

Article 11 : Sous réserve des dispositions législatives et réglementaires interdisant la divulgation ou la publication des faits couverts par le secret et des droits de propriété intellectuelle, l'accès aux documents administratifs de caractère non nominatif est un droit pour les usagers.

Sont considérés comme documents administratifs de caractère non nominatif tous dossiers, rapports, études, comptes rendus, statistiques, directives, instructions ou circulaires qui comportent une interprétation du droit positif ou une description des procédures administratives.

Article 12 : Ne sont pas communicables aux usagers les documents suivants :

- les notes techniques, les avis rédigés par les agents publics à la demande de leurs supérieurs ou pour expliquer des situations internes aux services publics.
- les rapports de missions et comptes rendus de réunions et d'une manière générale les documents non encore devenus définitifs.

Article 13 : Sont couvertes par le secret et marquées par le sceau confidentiel les informations relatives aux domaines suivants :

- la défense nationale ;
- la politique extérieure ;
- la sûreté de l'Etat et la sécurité publique ;
- les délibérations du Gouvernement ;
- les recherches d'infractions judiciaires et douanières ;
- les mesures d'instruction judiciaire sauf autorisation donnée par l'autorité compétente ;
- les secrets de la vie privée, des affaires ;
- la protection de la propriété industrielle et commerciale;
- les secrets relatifs à la monnaie et au crédit public;
- les dossiers médicaux ;
- les dossiers individuels du personnel.

Article 14 : Nonobstant le secret qui couvre les informations énumérées à l'article 13 ci-dessus, l'Administration est tenue de communiquer aux usagers, sur demande, tous documents administratifs de caractère nominatif les concernant, sans que les motifs tirés du secret de la vie privée, du secret médical ou du secret en matière commerciale et industrielle portant sur des faits personnels puissent leur être opposés.

Toutefois, les informations à caractère médical ne pourront être communiquées à l'intéressé que par l'intermédiaire d'un médecin de son choix.

Article 15 : L'accès aux documents administratifs s'exerce par voie de consultation gratuite sur place ou par délivrance de copies aux frais de l'usager qui en fait la demande.

Article 16 : L'exercice du droit et de la liberté d'accès aux documents administratifs reconnu aux usagers ou aux tiers par le présent décret exclut pour les bénéficiaires toute possibilité de reproduction, de diffusion ou d'utilisation à des fins commerciales les documents communiqués.

Article 17 : Les infractions aux dispositions de l'article 13 ci-dessus sont punies par la réglementation en vigueur.

CHAPITRE V : DE LA PUBLICATION ET DE LA NOTIFICATION DES ACTES ADMINISTRATIFS

Article 18 : Sans préjudice des dispositions légales en la matière, font l'objet d'une publication régulière les directives, instructions, circulaires ministérielles et notes et celles émanant des différentes autorités administratives qui comportent une interprétation du droit positif ou une description des procédures et finalités administratives de nature à intéresser les usagers du service public.

Article 19 : Est considérée comme publication régulière au regard des dispositions du présent texte toute opération matérielle qui a pour objet de porter un texte à la connaissance de ceux qu'il oblige.

Elle peut être faite soit par insertion dans une publication officielle, soit par affichage, diffusion par voie orale, soit par notification ou tout autre moyen d'information généralement admis dans le milieu concerné.

Article 20 : Toute décision prise par l'administration n'est opposable au tiers qui en fait l'objet que si elle a été préalablement portée à sa connaissance par voie de notification s'il s'agit d'une décision individuelle ou par voie de publication s'il s'agit d'un acte collectif dans les conditions édictées à l'article ci-dessus.

CHAPITRE VI : DE L'ACCUEIL ET DE L'INFORMATION DES USAGERS DU SERVICE PUBLIC

Article 21 : Toute administration publique et tout organisme exerçant une mission de service public sont tenus de communiquer aux usagers les informations correctes leur permettant de s'orienter et d'accéder facilement aux différents bureaux, services et départements qui la composent.

La diffusion des informations et renseignements peut se faire à l'aide de manuels, dépliants, affichage, publicité et tous autres moyens appropriés permettant une information large et correcte.

Article 22 : L'accueil des usagers est organisé au sein de chaque administration par un bureau d'accueil et d'orientation du public.

Le bureau d'accueil est chargé de la réception et de l'orientation des usagers par des distributions de documents et imprimés, la fourniture de renseignements sur les horaires de visites, les jours de rendez-vous et d'audiences.

Article 23 : Le bureau d'accueil doit être placé bien en vue des visiteurs, de préférence à l'entrée ou en face de manière à être dans le champ de vision d'éventuels usagers.

Les usagers sont tenus de s'adresser au Bureau d'Accueil pour accéder aux différentes administrations. Une inscription indiquera cette démarche.

Article 24 : En vue de faciliter l'accueil des usagers, chaque administration procédera à une signalisation de ses services qui comportera selon le cas:

- des flèches très apparentes indiquant l'emplacement des divers bâtiments, bureaux et des escaliers d'accès ;
- au bas de chaque escalier ou à chaque entrée principale un tableau signalant les différents niveaux ;
- à chaque étage et au carrefour des couloirs, un tableau fournissant des renseignements précis ou les services qui y logent, notamment la dénomination des bureaux et la nature des affaires qui y sont traitées ;
- l'indication sur chaque porte du ou des noms des agents occupant ce bureau sur une plaquette ;
- l'indication sur chaque table à l'intérieur des bureaux du ou des noms des occupants.

Article 25 : Il est tenu à la disposition des usagers un registre de réclamations coté et paraphé dans lequel ils peuvent consigner leurs observations et suggestions. Ce registre sera tenu de préférence au bureau d'accueil visé à l'article 24 ci-dessus.

Article 26 : L'administration est tenue de donner suite, par écrit, à une demande écrite d'un usager dans un délai maximum de trente jours, sans préjudice de l'application d'autres délais institués par des textes particuliers.

La suite réservée à une demande de prestation d'un usager par une administration revêt la forme écrite et contient les indications suivantes :

- le timbre du service ;
- les lieu et date de l'acte ;
- le nom, titre et qualité du signataire de l'acte ;
- le ou les motifs du rejet le cas échéant.

CHAPITRE VII : DU CONTENTIEUX DES RELATIONS ENTRE L'ADMINISTRATION ET LES USAGERS

Article 27 : Toute décision de l'administration faisant grief à un usager peut faire l'objet de contestation par celui-ci.

L'usager qui conteste une action ou décision administrative dispose des voies de recours suivants :

- recours gracieux ;
- recours hiérarchique ;
- recours juridictionnel ;
- recours devant toute autre institution ou organe prévu à cet effet.

Article 28 : Le recours gracieux est un recours porté devant l'autorité même qui a pris la décision dont l'usager lésé veut obtenir la réformation ou l'annulation. Le recours gracieux existe même en l'absence de textes.

Article 29 : Le recours hiérarchique est la requête par laquelle un usager demande au supérieur hiérarchique de l'auteur de l'acte d'user de son pouvoir de réformation pour mettre fin à la décision du subordonné qui lèse les intérêts de l'usager. Le recours hiérarchique est ouvert de plein droit.

Article 30 : Le recours juridictionnel est celui porté devant les juridictions.

Article 31 : Le recours devant les institutions ou autres organes spéciaux concerne les procédures de règlements des litiges portées devant les autorités administratives instituées à cet effet.

CHAPITRE VIII : DISPOSITIONS FINALES

Article 32 : Les droits que détiennent les usagers par les présentes dispositions ne portent pas atteinte à ceux conférés par les textes en vigueur aux agents de l'Administration.

Article 33 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 30 DEC. 2003

Le Président de la République,

Amadou Toumani TOURE

Le Premier ministre,

Ahmed Mohamed AG HAMANI

Le ministre du Travail et de la Fonction Publique,

Modibo DIAKITE

Le ministre de l'Economie et des Finances,

Bassary TOURE

Le Ministre Délégué à la Réforme de l'Etat et aux Relations avec les Institutions,

Badi Ould GANFOUD

Le ministre de l'Education Nationale,
Ministre de La Justice,
Garde Des Sceaux par intérim,

Mamadou Lamine TRAORE

Le Ministre de l'Administration
Territoriale et des Collectivités locales,

Kafougouna KONE

Mme DIARRA
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

SECRETARIAT GENERAL

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple – Un But – Une Foi

LOI N°2019- 058 /DU 05 DEC. 2019

PORTANT CODE D'ETHIQUE ET DE DEONTOLOGIE DE L'AGENT DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

L'Assemblée nationale a délibéré et adopté en sa séance du 21 novembre 2019,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

CHAPITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

Article 1er : Les dispositions de la présente loi s'appliquent aux agents des services de l'Etat, des Collectivités territoriales et des organismes personnalisés.

Elles sont complétées par des codes d'éthique et de déontologie sectoriels.

Article 2 : Aux termes de la présente loi, on entend par :

- **Administration publique** : l'ensemble des services de l'Etat, des Collectivités territoriales et des organismes personnalisés ;
- **agent public** : tout travailleur relevant de l'administration publique et des organismes personnalisés ;
- **conflit d'intérêts** : lorsque les intérêts personnels d'un agent entrent en concurrence avec l'exercice de ses fonctions ou compromettent l'intégrité, l'indépendance et l'impartialité que lui impose sa qualité d'agent de l'Administration publique ;
- **déontologie** : ensemble de devoirs et d'obligations qui incombent à une personne dans l'exercice de sa profession ;
- **éthique** : ensemble de règles, de valeurs morales et de principes de bonne conduite.

Article 3 : L'agent public est investi des missions de service public.

A ce titre :

- il contribue, par la qualité de son comportement et de ses relations avec les usagers des services publics, à l'amélioration de la prestation générale de l'Administration publique ;
- il concourt au développement économique et social du pays par son rendement, son assiduité et son intégrité.

Article 4 : Il incombe à l'agent public d'observer et de faire observer :

- les valeurs et principes d'égalité des usagers, de continuité et d'efficacité du service public ;
- les lois et règlements ainsi que les instruments juridiques internationaux auxquels le Mali a adhérés.

Article 5 : L'agent public doit incarner, dans ses faits et gestes, les valeurs contenues dans la présente loi.

CHAPITRE II : DES DEVOIRS ET OBLIGATIONS DE L'AGENT PUBLIC

Article 6 : Dans l'exercice de ses fonctions, l'agent public est soumis aux devoirs et obligations ci-après :

- le dévouement ;
- l'obéissance hiérarchique ;
- la dignité ;
- le respect du bien public ;
- la transparence ;
- le respect du secret professionnel et du devoir de réserve et de discrétion ;
- l'impartialité et la neutralité ;
- la probité et le désintéressement.

Section 1 : De l'obligation de dévouement

Article 7 : L'agent public a le devoir d'occuper le poste qui lui est confié.

A ce titre, il est tenu :

- de rejoindre son poste d'affectation ;
- de respecter les horaires de travail ;
- d'être assidu ;
- d'exécuter correctement les tâches liées à l'emploi qu'il occupe.

Article 8 : L'agent public doit fournir à l'autorité hiérarchique dont il relève les conseils et les informations pertinentes nécessaires à la prise de décisions.

Il doit en outre œuvrer à l'application des actes officiels.

Article 9 : L'agent public s'engage à offrir un service de qualité aux usagers.

Article 10 : L'agent public consacre l'intégralité de son activité professionnelle aux tâches qui lui sont confiées dans le respect des lois et règlements en vigueur.

Section 2 : De l'obéissance hiérarchique

Article 11 : Tout agent public est tenu de se conformer aux instructions de son supérieur hiérarchique sous réserve du respect de l'indépendance de certaines fonctions légalement consacrée. Le manquement à cette obligation équivaut à une faute professionnelle.

Article 12 : L'agent public chargé d'assurer le fonctionnement d'un service en est responsable devant ses supérieurs hiérarchiques.

A ce titre, il :

- est responsable de l'autorité qui lui a été confiée et de l'exécution des ordres qu'il a reçus ;
- rend compte de l'exécution ou de l'inexécution des missions à lui confiées.

Article 13 : L'agent public exécute sans récrimination tout ordre, écrit ou verbal, émanant de son supérieur hiérarchique hormis les cas où ledit ordre est manifestement illégal et de nature à engager sa responsabilité personnelle.

Article 14 : L'agent public ne peut ni se prononcer publiquement contre les intérêts de l'administration, ni dénigrer son supérieur ou ses collaborateurs.

Il doit entretenir avec ceux-ci des relations de bonne collaboration.

Article 15 : Le supérieur hiérarchique doit faire preuve de retenue dans ses propos et respecter scrupuleusement la dignité de ses subordonnés.

Section 3 : De l'obligation de dignité

Article 16 : L'agent public ne peut, même en dehors de l'exercice de ses fonctions, adopter un comportement ou tenir des propos de nature à ternir l'image de l'administration.

Dans sa vie professionnelle et extra-professionnelle, il observe et fait observer les règles d'éthique et de bonne moralité.

Article 17 : Le respect de la dignité humaine et la reconnaissance de la valeur de chaque personne doivent inspirer l'exercice de l'autorité et de la responsabilité.

Le harcèlement, sous toutes ses formes, constitue une atteinte à la dignité de la personne humaine.

Les agents publics ont le droit de travailler à l'abri des harcèlements et des violences.

Les agents ne doivent pas abuser de leur pouvoir ni user de leur pouvoir ou de leur position de façon insultante, humiliante, embarrassante ou intimidante.

Section 4 : Du respect du bien public et de l'obligation de transparence et d'intégrité

Article 18 : L'agent public a l'obligation de s'assurer de l'utilisation adéquate, efficace et efficiente des biens publics mis à sa disposition.

Article 19 : L'agent public doit promouvoir la transparence dans l'administration et ce, dans le respect de la confidentialité des informations conformément à la loi.

Il doit éviter toute situation ou attitude incompatible avec ses obligations professionnelles ou susceptibles de jeter un doute sur son intégrité et de discréditer le service public.

Article 20 : L'agent public concourt au bon fonctionnement de son service.

Il facilite aux usagers l'accès à l'information.

Il fait connaître son identité aux usagers du service notamment par le port d'un badge.

Article 21 : L'agent public est tenu d'exécuter le travail qui lui est confié avec un maximum de diligence et de célérité.

Il ne doit, sous quelque prétexte que ce soit, retenir arbitrairement et sans traitement, les demandes qui lui sont adressées ou confiées.

Il répond aux sollicitations des usagers qui souhaitent connaître les motifs des décisions qui affectent leurs droits.

Section 5 : De l'obligation de respect du secret professionnel, de réserve et de discrétion

Article 22 : Tout agent public est, dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, soumis aux obligations du secret professionnel, de discrétion et de réserve.

Article 23 : L'agent public ne peut faire de déclaration publique, de publication, ni de donner d'interview à un organe de presse, ni même de divulguer, de quelle que manière que ce soit, des informations se rapportant à l'exercice de ses fonctions ou à la structure qui l'emploie sans l'autorisation préalable et explicite de son supérieur hiérarchique.

Il lui est interdit, même à la fin de sa mission, de divulguer des informations confidentielles dont il a eu connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions.

L'agent public n'est délié de ces obligations que dans des conditions définies par la loi ou sur réquisition expresse de l'autorité judiciaire compétente.

Section 6 : De l'obligation d'impartialité et de neutralité

Article 24 : L'agent public doit se conformer aux valeurs de la République notamment, le principe d'égalité de tous les citoyens devant le service public.

Il doit faire preuve de neutralité et d'objectivité en toute circonstance.

Sont prohibées, toutes formes de discrimination fondées sur l'origine, la race, le handicap, la religion, l'ethnie, l'opinion politique, l'appartenance syndicale ou à toute autre organisation légale.

Il doit prendre ses décisions dans le respect strict des règles en vigueur en accordant aux usagers un traitement équitable.

A l'exception de celles autorisées par la loi, la même interdiction vise les traitements de faveur que l'agent pourrait être tenté de consentir à des usagers.

Article 25 : Il est interdit à tout Représentant de l'Etat, de prendre part à une réunion ou manifestation publique revêtant un caractère de propagande électorale, afin d'éviter que sa présence, en tant qu'officiel, ne soit interprétée comme une prise de position en faveur d'un candidat.

Article 26 : A l'intérieur du pays, les Représentants de l'Etat n'assistent pas aux réunions, à caractère politique, organisées par les autorités centrales en tournée.

Section 7 : De l'obligation de probité et de désintéressement

Article 27 : L'agent public ne peut solliciter ou recevoir directement des usagers ou par personne interposée, même en dehors de ses fonctions mais en raison de celles-ci, des dons, gratifications ou avantages quelconques.

Article 28 : L'agent public ne peut avoir, par lui-même ou par personne interposée, sous quelque dénomination que ce soit, des intérêts de nature à compromettre son indépendance dans une entreprise soumise au contrôle de son administration ou en relation avec celle-ci.

Article 29 : L'agent public exerce ses fonctions et organise ses affaires personnelles de façon à préserver l'intégrité, l'objectivité et l'impartialité de l'Administration.

Article 30 : Dans l'exercice de ses fonctions, l'agent public prend toutes les décisions dans le but de satisfaire l'intérêt général ; il veille à ce que ses intérêts personnels ne portent préjudice à ceux de l'Etat.

Section 8 : De l'administration chargée de l'éthique et de la déontologie

Article 31 : Les conflits d'intérêt, les questions d'interprétation ou toute autre question relative au Code d'éthique professionnelle et de déontologie de l'Agent de l'Administration publique sont soumis à une Administration chargée de l'éthique et de la déontologie.

La création et l'organisation de cette Administration fait l'objet de textes spécifiques.

Article 32 : Dans les situations de conflit d'intérêts, l'agent public ne pourrait tirer indument profit, directement ou indirectement, de l'Administration qu'il sert, ou permettre à un tiers de le faire.

L'agent public doit, en cas de conflits entre son intérêt personnel et ses fonctions et responsabilités personnelles, faire prévaloir l'intérêt général.

Il en fait de même en cas de changement important survenu dans ses affaires personnelles ou dans ses fonctions officielles qui le place dans un conflit d'intérêts réel, apparent ou potentiel. L'agent public qui négocie, avec des personnes extérieures, des conventions de nature financière, est tenu de se conformer aux mesures relatives au conflit d'intérêts.

Article 33 : L'agent public qui estime être dans une hypothèse de conflit d'intérêts ou craint de l'être, informe immédiatement, dans un rapport confidentiel, son supérieur hiérarchique qui le transmet sans délai à l'Administration chargée du contrôle de l'éthique et de la déontologie.

Article 34 : L'agent public qui a le sentiment qu'on lui demande d'agir dans un sens incompatible avec les valeurs contenues dans la présente loi, doit exprimer cette préoccupation à son supérieur hiérarchique.

Au cas où cette démarche s'avère infructueuse, il doit, par un rapport écrit, se référer aux directives de l'Administration en charge du contrôle de l'éthique, de la déontologie et de la transparence.

CHAPITRE III : DES SANCTIONS

Article 35 : Le non-respect des dispositions contenues dans la présente loi est passible de sanctions conformément au statut juridique de l'agent public, sans préjudice des poursuites pénales.

CHAPITRE IV : DES DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Article 36 : Les codes d'éthique et de déontologie sectoriels restent en vigueur.

Toutefois, ils doivent, le cas échéant, dans un délai de douze (12) mois, se conformer aux dispositions de la présente loi.

Article 37 : La présente loi sera enregistrée et publiée au Journal officiel.

Bamako, le 05 DEC. 2019

Le Président de la République,

Ibrahim Boubacar KEITA

Mme BERTHE.
PRIMATURE
SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT

REPUBLIQUE DU MALI
UN PEUPLE - UN BUT - UNE FOI

DECRET N° 96-159 /P-RM.-

PORTANT INSTITUTION DE L'ESPACE D'INTERPELLATION DEMOCRATIQUE (E.I.D).

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

VU la Constitution ;

VU le Décret N°94-065/P-RM du 4 février 1994 portant nomination d'un Premier ministre ;

VU le Décret N°94-333/P-RM du 25 octobre 1994 portant nomination des membres du Gouvernement, modifié par le Décret N°95-097/P-RM du 27 février 1995.

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

ARTICLE 1ER : Il est institué en République du Mali un Forum annuel dénommé Espace d'Interpellation Démocratique.

ARTICLE 2 : L'Espace d'Interpellation Démocratique a pour objet d'informer les opinions publiques nationale et internationale sur l'état des droits de l'homme en République du Mali, de contribuer de manière active et pédagogique à la réalisation d'une culture démocratique nationale et d'impulser de façon significative la politique de promotion et de protection des droits et libertés des citoyens.

ARTICLE 3 : Les sessions de l'Espace d'Interpellation Démocratique se tiennent à Bamako le 10 décembre, journée commémorative de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

ARTICLE 4 : Les modalités d'organisation et de fonctionnement de l'E.I.D seront fixées dans

un Règlement.

ARTICLE 5 : Le ministre de la Justice, Garde des Sceaux et le ministre de la Culture et de la Communication, Porte parole du Gouvernement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal Officiel.

Bamako, le 31 MAI 1996

Le Président de la République,

Alpha Oumar KONARE

Le Premier ministre,

Ibrahim Boubacar KEITA

Le ministre de la Justice, Garde des Sceaux,

Cheickna Detteba KAMISSOKO

Le ministre de la Culture et de la Communication, Porte-parole du Gouvernement,

Bakary Koniba TRAORE

Joc

PRIMATURE

SECRETARIAT GENERAL
DU GOUVERNEMENT

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple – Un But – Une Foi

DECRET N°2012-117/P-RM DU 24 FEV 2012

PORTANT MODIFICATION DU DECRET N°96-159/P-RM DU 31 MAI 1996 INSTITUANT L'ESPACE D'INTERPELLATION DEMOCRATIQUE (E.I.D)

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;
Vu la Loi N°97-002 du 14 mars 1997 modifiée, instituant le Médiateur de la République ;
Vu le Décret N°96-159/P-RM du 31 mai 1996 modifié, instituant l'Espace d'Interpellation Démocratique (E.I.D) ;
Vu le Décret N°2011-173/P-RM du 03 avril 2011 portant nomination du Premier ministre ;
Vu le Décret N°2011-176/ P-RM du 06 avril 2011 modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

ARTICLE 1er : Les articles 3 et 4 du Décret N°96-159/P-RM du 31 mai 1996 instituant l'Espace d'Interpellation Démocratique (E.I.D) sont remplacés par les dispositions suivantes :

ARTICLE 3 (nouveau) : Les sessions de l'Espace d'Interpellation Démocratique (E.I.D) se tiennent à Bamako, le 10 décembre, journée commémorative de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

Elles sont organisées par le Médiateur de la République qui assure également le suivi de la mise en œuvre de leurs recommandations.

Elles peuvent se tenir en tout autre lieu du territoire national sur décision du Médiateur de la République.

ARTICLE 4 (nouveau) : L'organisation et les modalités de fonctionnement de l'Espace d'Interpellation Démocratique (E.I.D) font l'objet d'un règlement fixé par le Médiateur de la République.

ARTICLE 2 : Le présent décret qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 24 FEV 2012

Le Président de la République,

Amadou Toumani TOURE

Le Premier ministre,

Madame CISSE Mariam Kaïdama SIDIBE

Le ministre de la Réforme de l'Etat,

Daba DIAWARA

LE MEDIATEUR
DE LA REPUBLIQUE

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple-Un But-Une Foi

DECISION N°2024 - 008 /MR DU 27 JUIN 2024

FIXANT LE REGLEMENT INTERIEUR DE L'ESPACE D'INTERPELLATION DEMOCRATIQUE (E.I.D)

LE MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;
Vu la Charte de la Transition ;
Vu la Loi N°2022-001 du 25 février 2022 portant révision de la Charte de la Transition ;
Vu la Loi N°97-022 du 14 mars 1997, modifiée par la Loi N°2012-010 du 08 février 2012 instituant le Médiateur de la République ;
Vu le Décret N°96-159/P-RM du 31 mai 1996, modifié par le Décret N°2012-117/P-RM du 24 février 2012 instituant l'Espace d'Interpellation Démocratique (E.I.D) ;
Vu le Décret N°2020-092/PT-RM du 13 octobre 2020 portant nomination du Médiateur de la République ;
Vu l'Arrêté N°2022-007/MR du 14 décembre 2022 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement des Services du Médiateur de la République ;
Vu les Conclusions du Rapport du Comité d'Experts chargé de l'Evaluation des Recommandations du Jury d'Honneur de l'Espace d'Interpellation Démocratique durant la période 1994-2019,

DECIDE :

CHAPITRE I : DES DISPOSITIONS GENERALES

Article 1er : La présente décision fixe le Règlement intérieur de l'Espace d'Interpellation Démocratique (E.I.D).

Article 2 : La devise, l'hymne et le logo de l'E.I.D sont fixés par décision du Médiateur de la République.

Article 3 : Les sessions de l'E.I.D se tiennent à Bamako, le 10 décembre de chaque année, journée commémorative de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

Toutefois, les sessions de l'E.I.D peuvent se tenir en tout autre lieu du territoire national par décision du Médiateur de la République.

CHAPITRE II : DES ORGANES DE L'E.I.D

SECTION I : DU SECRETARIAT PERMANENT

Article 4 : Le Secrétariat permanent de l'E.I.D est placé sous l'autorité du Secrétaire général.

Le Secrétaire permanent est responsable de la planification, de la préparation et de l'organisation de l'E.I.D.

Il est chargé du suivi et de l'évaluation de la mise en œuvre des recommandations du Jury d'Honneur.

Article 5 : Le Secrétariat permanent comprend deux (2) divisions :

- la Division Organisation ;
- la Division Suivi et Evaluation.

Article 6 : Sur proposition du Secrétaire général, le Médiateur de la République met en place la Commission préparatoire, les Commissions de Travail et le Jury d'Honneur.

SECTION II : DE LA COMMISSION PREPARATOIRE

Article 7 : La Commission préparatoire conseille et assiste le Médiateur de la République dans la préparation matérielle et le bon déroulement des sessions de l'E.I.D.

Article 8 : La Commission préparatoire procède également, après examen minutieux, au dépouillement des dossiers d'interpellation et vérifie leur conformité aux critères de recevabilité définis à l'article 30 ci-dessous.

Article 9 : La Commission préparatoire, en tant que Commission de dépouillement des dossiers d'interpellation, est composée comme suit :

- un (1) représentant du Premier ministre ;
- les correspondants du Médiateur de la République dans les départements ministériels ;
- un (1) représentant par département ministériel ne disposant pas de correspondant ;
- les représentants des Organisations de la Société civile ;
- de personnes ressources désignées par le Médiateur de la République ;
- de Collaborateurs du Médiateur de la République.

Article 10 : Le Médiateur de la République, par décision, fixe la liste nominative des membres de la Commission préparatoire ainsi que le montant de l'indemnité forfaitaire allouée pour l'accomplissement de leur mission.

Article 11 : La Commission préparatoire se réunit sur convocation du Médiateur de la République.

Elle peut faire appel à toute personne ressource en cas de besoin.

Article 12 : Le Président de la Commission de dépouillement des dossiers d'interpellation est choisi parmi les représentants des Organisations de la Société civile.

Article 13 : La modération des travaux de dépouillement est assurée par le Secrétaire permanent de l'E.I.D, assisté d'un membre des Organisations de la Société civile.

Article 14 : Le Secrétariat de la Commission préparatoire est assuré par le Chef de Division Suivi et Evaluation du Secrétariat permanent de l'E.I.D.

Article 15 : Le rapport de la Commission de dépouillement est rédigé par les rapporteurs désignés, assistés du Chef de Division Suivi et Evaluation.

Article 16 : Les Organisations de la Société civile sollicitées, transmettent au Médiateur de la République l'identité, le profil et le poste occupé par leurs représentants ainsi qu'une copie de leur curriculum vitae.

Toutefois, en cas de nécessité, le Médiateur de la République peut demander aux Organisations de la Société civile concernées de proposer une personne autre que celle initialement désignée.

SECTION III : DES COMMISSIONS DE TRAVAIL

Article 17 : Dans le cadre de l'organisation des sessions de l'Espace d'Interpellation Démocratique, le Médiateur de la République met en place des Commissions de Travail pour appuyer le Secrétariat permanent.

Article 18 : Les Commissions de Travail, composées de Collaborateurs du Médiateur de la République, sont au nombre de cinq (5), à savoir :

- la Commission Rapportage, Secrétariat et Documentation ;
- la Commission Finances et Restauration ;
- la Commission Mobilisation et Animation ;
- la Commission Protocole, Accueil, Hébergement, Sécurité et Santé ;
- la Commission Presse et Communication.

Article 19 : Les membres des Commissions de Travail sont désignés par le Médiateur de la République sur proposition du Secrétaire général.

Article 20 : L'organisation et les modalités de fonctionnement des Commissions de Travail sont fixées par décision du Médiateur de la République.

Article 21 : Le Secrétaire général est le Superviseur des Commissions de Travail.

SECTION IV : DU JURY D'HONNEUR

Article 22 : Les membres du Jury d'Honneur de l'E.I.D sont nommés par décision du Médiateur de la République.

Le Jury d'Honneur est composé de neuf (9) membres répartis comme suit :

- trois (3) personnalités étrangères choisies par le Médiateur de la République dont deux (2) juristes ;
- deux (2) personnes ressources choisies par le Médiateur de la République ;
- quatre (4) personnalités représentant les Organisations de la Société civile œuvrant dans le domaine de la promotion des droits humains, partenaires du Médiateur de la République et les confessions religieuses.

Toutefois, le Médiateur de la République a la faculté de choisir cinq (5) membres du Jury d'Honneur au plan national, parmi les administrateurs civils, les administrateurs des ressources humaines, les administrateurs de société, les avocats, les juristes, les professeurs d'Université, les sociologues, les professionnels des médias et les hommes de Culture.

Les membres du Jury d'Honneur sont choisis en fonction de leur probité morale, de leur notoriété, de leur compétence et de leur engagement pour la promotion des Droits de l'Homme et de la bonne gouvernance.

Article 23 : Les membres du Jury d'Honneur désignent en leur sein un Président, un Rapporteur et un Rapporteur adjoint.

Le Président du Jury d'Honneur conduit la séance d'interpellation de la journée du 10 décembre. Il assure la police des débats.

SECTION V : DES « GRANDS TEMOINS » OU « INVITES D'HONNEUR »

Article 24 : Le Médiateur de la République peut inviter des personnalités nationales ou étrangères, en tant que « Grands Témoins » ou « Invités d'Honneur » à participer aux sessions de l'E.I.D.

Ces personnalités peuvent faire des contributions en présentiel ou en ligne.

CHAPITRE III : DE LA PREPARATION DE LA SESSION DE L'E.I.D

Article 25 : Six (6) mois avant la tenue de la session de l'E.I.D, le Médiateur de la République informe le grand public des objectifs et des modalités de participation aux travaux de ce forum à travers les moyens de communication appropriés.

Une cérémonie de lancement de la session d'interpellation du Gouvernement est organisée à cet effet à Bamako ou en tout autre lieu du territoire national.

Article 26 : La période de collecte des dossiers d'interpellation s'étend du 1er juillet au 30 septembre de chaque année. Elle peut faire l'objet d'une prorogation sur décision du Médiateur de la République.

Durant cette période, des missions de collecte des dossiers d'interpellation peuvent être effectuées au niveau des Délégations territoriales et dans certaines localités environnantes du District de Bamako.

Article 27 : Deux (2) mois au moins, avant la tenue de la session de l'E.I.D, le Médiateur de la République invite les représentants des Organisations et Associations de la Société civile, les Légitimités traditionnelles ainsi que les personnalités choisies à prendre part aux travaux du forum.

Un (1) mois avant la tenue de la session, le Médiateur de la République dresse la liste des Organisations, Associations, Légitimités traditionnelles et personnalités retenues, pour apporter leurs contributions.

Après synthèse, les contributions reçues des Organisations de la Société civile, portées par leur réseau ou coalition, sont enregistrées au Siège de l'Institution ou en tout autre lieu, quinze (15) jours avant la tenue de l'E.I.D.

Ces contributions préenregistrées seront diffusées en direct le 10 décembre.

Article 28 : Le Médiateur de la République informe de la tenue de la session de l'E.I.D, les Présidents des Institutions de la République, les membres du Gouvernement, les Présidents ou Responsables des Autorités Administratives Indépendantes, les Ambassadeurs et Chefs de Missions diplomatiques et consulaires accrédités au Mali, les partenaires techniques et financiers et le grand public.

Article 29 : Le Secrétariat permanent de l'E.I.D assure la réception et la mise en forme des interpellations et arrête la liste des dossiers à soumettre à l'examen de la Commission préparatoire.

Article 30 : Les critères de recevabilité des dossiers d'interpellation sont les suivants :

Critères de forme :

L'interpellation doit :

- être écrite en langue de travail ;
- être lisible ;
- observer les formes et les règles de la courtoisie ;
- avoir un intérêt individuel ou collectif ;
- mettre en cause une administration de l'Etat, des Collectivités territoriales, des établissements publics, ou tout organisme investi d'une mission de service public.

Critères de fond :

L'objet de l'interpellation doit concerner :

1) des actes attentatoires aux droits de la personne humaine :

- les atteintes à la vie, aux libertés, à la sécurité et à l'intégrité physique ;
- les cas de tortures ;
- les cas de sévices ou de traitements inhumains, cruels, dégradants ou humiliants.

2) des cas d'injustice :

- les actes discriminatoires ;
- les inégalités.

3) des cas de dysfonctionnement de l'Administration :

- le non-respect de la légalité ;
- la violation du principe de bonne gouvernance ;
- la violation du principe de bonne administration ;
- la violation du principe de justice et d'équité.

Article 31 : Les motifs de rejet de l'interpellation sont les suivants :

- les dossiers non conformes aux critères de recevabilité tant en la forme qu'au fond ;
- les dossiers récurrents dont les réponses n'ont pas donné satisfaction aux interpellateurs ou ne présentant pas d'éléments nouveaux ;
- les dossiers relatifs aux litiges privés ;
- les dossiers concernant les administrations d'un autre Etat ;
- les dossiers pendants devant les cours et tribunaux ;
- les dossiers mettant en cause le bien-fondé d'une décision de justice ;
- les interpellations anonymes ;
- les interpellations discourtoises ;
- les interpellations à caractère politique.

Article 32 : Après examen, les dossiers sont classés par la Commission de dépouillement en trois (3) catégories :

- les interpellations retenues « pour être lues » le jour de l'E.I.D ;
- les interpellations retenues « pour suite à donner » par les départements ministériels concernés ;
- les interpellations « non retenues ».

Les dossiers examinés et classés par la Commission de dépouillement sont soumis à l'appréciation du Médiateur de la République, qui en cas de nécessité, peut en décider autrement.

Article 33 : Les interpellateurs sont informés des résultats des délibérations de la Commission de dépouillement.

Ceux dont les interpellations sont retenues pour la lecture le 10 décembre, sont conviés à une réunion d'information au Siège de l'Institution, organisée le 9 décembre par le Secrétaire permanent de l'E.I.D, assisté de Collaborateurs du Médiateur de la République.

CHAPITRE IV : DU DEROULEMENT DE LA SESSION DE L'E.I.D

SECTION I : DE L'OUVERTURE DE LA SESSION

Article 34 : La session de l'E.I.D se déroule en présence du Premier ministre, Chef du Gouvernement ou de son représentant et des ministres.

Article 35 : Les travaux de la session débutent après l'exécution de l'hymne de l'E.I.D.

Article 36 : L'appariteur présente les membres du Jury d'Honneur au public et les invite à s'installer au présidium.

Article 37 : Après l'installation du Jury d'Honneur, le Médiateur de la République prononce l'allocution d'ouverture de la session dans laquelle il présente le bilan des actions de la session précédente et les résultats des délibérations de la Commission préparatoire de la session en cours.

Article 38 : Les sessions de l'E.I.D se déroulent en tant que de besoin dans une salle où la traduction simultanée est assurée.

SECTION II : DE LA POLICE DES DEBATS ET DE LA CLOTURE

Article 39 : Le Président du Jury d'Honneur :

- dirige les débats dont il assure la police ;
- indique la durée des interventions ;
- donne la parole aux interpellateurs ou, en cas d'absence, à l'appariteur pour la lecture des interpellations ;
- donne la parole aux membres du Gouvernement pour les réponses à donner aux interpellations retenues ;
- pose des questions de clarification tant aux interpellateurs qu'aux membres du Gouvernement ;
- autorise si nécessaire les répliques, la parole étant toujours donnée aux membres du Gouvernement en dernier ressort.

Article 40 : Après les répliques, le Président du Jury d'Honneur déclare la clôture des débats et invite ses membres à se retirer pour la délibération.

Les observations et les recommandations du Jury d'Honneur s'adressent au Gouvernement, au Médiateur de la République, à l'E.I.D et à tout autre acteur concerné.

Elles visent l'atteinte des objectifs et l'amélioration des mécanismes de fonctionnement de l'E.I.D.

Article 41 : Les résultats des délibérations du Jury d'Honneur sont portés à la connaissance des participants par le Rapporteur ou son Adjoint.

Le Président du Jury prononce une allocution.

Article 42 : Une allocution du Premier ministre, Chef du Gouvernement ou son représentant clôt les travaux de la session de l'E.I.D.

Article 43 : Les recommandations du Jury d'Honneur, ainsi que les observations éventuelles du Premier ministre, Chef du Gouvernement ou son représentant font l'objet d'un suivi et d'une évaluation périodique.

CHAPITRE V : DU SUIVI ET DE L'EVALUATION

Article 44 : Le Chef de Division Suivi et Evaluation du Secrétariat permanent de l'E.I.D, veille au traitement diligent des recommandations et interpellations retenues.

Il élabore, sous la responsabilité du Secrétaire permanent de l'E.I.D, un rapport destiné au Médiateur de la République et au Jury d'Honneur.

Article 45 : Dans le cadre du suivi et de l'évaluation de la mise en œuvre des recommandations des sessions de l'E.I.D, le Secrétariat permanent organise :

- deux (2) réunions de suivi avec les Correspondants du Médiateur de la République, les représentants des départements ministériels ne disposant pas de Correspondant du Médiateur de la République et les Collaborateurs du Médiateur de la République ;

- un (1) atelier d'évaluation auquel participent le représentant du Premier ministre, Chef du Gouvernement, les Correspondants du Médiateur de la République dans les ministères, les représentants des départements ministériels ne disposant pas de Correspondant du Médiateur de la République, les représentants des Organisations de la Société civile, le Rapporteur ou tout autre membre du Jury d'Honneur présent à Bamako, les Collaborateurs du Médiateur de la République au Siège et les Délégués territoriaux.

CHAPITRE VI : DES DISPOSITIONS FINALES

Article 46 : La présente décision qui abroge la Décision N°2021-015/MR du 2 juillet 2021 fixant le Règlement intérieur de l'Espace d'Interpellation Démocratique (E.I.D), sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Bamako, le 27 JUIN 2024

Le Médiateur de la République,

LE MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE ★ UN PEUPLE UN BUT UNE FOI ★

Madame SANOGO Aminata MALLE

Commandeur de l'Ordre National

Ampliations :

- Original..... 1
- MR-CAB-SG-CS..... 4
- Conseillers..... 3
- Tous Services..... 6
- Toutes Délégations... 7
- Chrono..... 1
- Archives..... 2

LE MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple-Un But-Une Foi

ARRETE N° 2022-007/MR DU 14 DEC 2022

FIXANT L'ORGANISATION ET LES MODALITES DE FONCTIONNEMENT DES SERVICES DU MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE

LE MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;
Vu la Charte de la Transition ;
Vu la Loi n° 2022-001 du 25 février 2022 portant révision de la Charte de la Transition ;
Vu la Loi n°97-022 du 14 mars 1997, modifiée, instituant le Médiateur de la République ;
Vu le Décret n°96-159/P-RM du 31 mai 1996, modifié, instituant l'Espace d'Interpellation Démocratique ;
Vu le Décret n°2011-243/P-RM du 12 mai 2011 fixant les modalités de gestion des crédits alloués au Médiateur de la République ;
Vu le Décret n°2013-666/P-RM du 22 août 2013 abrogeant et remplaçant le Décret n°09-098/P-RM du 10 mars 2009, modifié, fixant les primes et indemnités accordées aux Collaborateurs du Médiateur de la République ;
Vu le Décret n°2020-0092/PT-RM du 13 octobre 2020 portant nomination du Médiateur de la République ;
Vu les nécessités de service,

ARRETE :

CHAPITRE I : DES DISPOSITIONS GENERALES

Article 1er : Le présent arrêté fixe l'organisation et les modalités de fonctionnement des Services du Médiateur de la République.

CHAPITRE II : DE L'ORGANISATION ET DES MODALITES DE FONCTIONNEMENT

Article 2 : Les Services du Médiateur de la République comprennent :

- le Cabinet ;
- le Secrétariat Général ;
- le Service des Réclamations ;
- le Secrétariat Permanent de l'Espace d'Interpellation Démocratique (E.I.D) ;
- le Service des Ressources Humaines ;
- le Service de la Documentation et des Archives ;
- le Service de l'Informatique et de la Statistique ;
- le Service des Finances et du Matériel ;
- le Bureau du Courrier, de l'Accueil et de l'Orientation des Usagers ;
- les Délégations Territoriales ;
- les Correspondants dans les départements ministériels, organismes publics et Missions Diplomatiques et Consulaires.

Article 3 : Le Médiateur de la République peut en tant que de besoin s'assurer temporairement le service de collaborateurs extérieurs.

SECTION 1 : DU MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE

Article 4 : Le Médiateur de la République représente l'autorité indépendante dans tous les actes de la vie civile et devant les juridictions.

Il passe les baux, conventions et contrats de toute nature.

Il assure l'enregistrement et la publication des actes qu'il prend dans le cadre de l'exercice de ses attributions.

Article 5 : Le Médiateur de la République dispose d'un secrétariat particulier chargé de la gestion de l'ensemble du courrier confidentiel et de l'agenda du Médiateur de la République.

Le Secrétariat Particulier est composé d'un Chef du Secrétariat Particulier, d'un Secrétaire Assistant, de deux chauffeurs et deux plantons.

Article 6 : Le Médiateur de la République dispose également d'un Médecin chargé de son suivi médical et de celui de ses Collaborateurs.

Le Médecin est assisté d'un infirmier et d'un aide-soignant.

Il est nommé par arrêté du Médiateur de la République.

Le Médecin, l'infirmier et l'aide-soignant sont mis à la disposition du Médiateur de la République par les ministres chargés de la Santé et des Armées.

Le Médiateur de la République dispose d'un agent de sécurité.

SOUS-SECTION 1 : DU CABINET

Article 7 : Le Médiateur de la République dispose d'un Cabinet dirigé par un Directeur de Cabinet et comprenant un Conseiller spécial, des Chargés de mission, un Chargé du Protocole, un Chargé du Site web, un Attaché de Cabinet et un Secrétaire Particulier.

Article 8 : Le Directeur de Cabinet, sous l'autorité du Médiateur de la République, est responsable de la bonne marche du Cabinet et de la coordination des activités des membres du Cabinet.

A ce titre, il a pour attributions spécifiques :

- le contrôle de la qualité de tous les actes soumis à la signature du Médiateur de la République ;
- le traitement des saisines particulières du Président de la République, du Gouvernement et du Parlement ;
- le suivi des relations du Médiateur de la République avec la Société civile, les légitimités traditionnelles et les confessions religieuses ;
- la supervision de la préparation et de l'organisation des missions du Médiateur de la République et du personnel à l'intérieur et à l'extérieur du territoire national ;

- le suivi des affaires protocolaires du Médiateur de la République ;
- l'animation et la mise à jour du Site web du Médiateur de la République et les relations avec les réseaux sociaux ;
- l'organisation des contacts personnels du Médiateur de la République ;
- *l'organisation des visites au Mali de personnalités invitées par le Médiateur de la République ;
- la préparation de publications spécifiques sur des sujets particuliers concernant les activités de la médiation institutionnelle ;
- la participation à la rédaction du rapport annuel en rapport avec le Secrétaire Général.

Le Directeur de Cabinet exécute toute autre tâche que lui confie le Médiateur de la République.

En cas d'absence ou d'empêchement du Directeur de Cabinet, son intérim est assuré par un chargé de mission désigné par décision du Médiateur de la République sur proposition du Directeur de Cabinet.

Article 9 : Le Conseiller spécial est placé sous l'autorité du Médiateur de la République. L'acte de nomination fixe ses attributions spécifiques.

Article 10 : Les Chargés de mission sont chargés d'accomplir des missions spécifiques qui leur sont confiées par le Directeur de Cabinet.

Article 11 : Le Chargé du Site web est placé sous l'autorité du Directeur de Cabinet.

Il est chargé de l'élaboration de la Charte graphique et du logo du Médiateur de la République.

Il assure l'animation, la mise à jour et la maintenance du Site web, en rapport avec le Service de l'Informatique et de la Statistique.

Article 12 : Le Chargé du Protocole est chargé d'organiser les audiences du Médiateur de la République, en rapport avec le Directeur de Cabinet.

Il participe à l'organisation des cérémonies officielles auxquelles assiste le Médiateur de la République à l'intérieur et à l'extérieur du territoire national.

Le Chargé du Protocole assure la préparation matérielle des missions du Médiateur de la République et de ses Collaborateurs à l'intérieur et à l'extérieur du territoire national.

Article 13 : L'Attaché de Cabinet est chargé de suivre les affaires privées du Médiateur de la République.

Article 14 : Le Secrétaire Particulier est chargé du courrier confidentiel à l'arrivée et au départ. Il tient l'agenda du Médiateur de la République.

SOUS-SECTION 2 : DU SECRETARIAT GENERAL

Article 15 : Le Secrétariat Général est chargé :

- d'examiner les réclamations des usagers des services publics dans le cadre de leurs relations avec les administrations de l'Etat, les collectivités territoriales, les établissements publics et de tout organisme investi d'une mission de service public ;
- de suivre le traitement des demandes d'interpellation dans le cadre de l'Espace d'Interpellation Démocratique ;
- de faire des propositions tendant à améliorer le fonctionnement des services notamment, la conception et la mise en œuvre de stratégies de développement de la fonction de médiation au sein des services publics;
- de suivre la mise en œuvre des recommandations formulées ;
- de conduire les missions particulières que le Président de la République, le Gouvernement ou le Parlement sollicite du Médiateur de la République aux fins de promouvoir l'Etat de droit, la bonne gouvernance, les droits humains et le règlement pacifique des conflits ;
- de préparer le rapport annuel en relation avec le Cabinet.

PARAGRAPHE 1 : DU SECRETAIRE GENERAL

Article 16 : Le Secrétariat Général est dirigé par un Secrétaire Général.

Sous l'autorité du Médiateur de la République, le Secrétaire Général assure la coordination, l'exécution et le contrôle des activités des Services du Médiateur de la République.

Il exécute toute autre tâche particulière que le Médiateur de la République lui confie.

Article 17 : Le Secrétaire Général supplée le Médiateur de la République dans la gestion administrative et financière des services.

Article 18 : En cas d'absence ou d'empêchement du Secrétaire Général, son intérim est assuré par un conseiller désigné par décision du Médiateur de la République sur proposition du Secrétaire Général.

Article 19 : Le Secrétaire Général est assisté par des Conseillers, le Service des Réclamations, le Secrétariat Permanent de l'Espace d'Interpellation Démocratique, le Service des Ressources Humaines, le Service de la Documentation et des Archives, le Service de l'Informatique et de la Statistique, le Bureau du Courrier, de l'Accueil et de l'Orientation des usagers et les Délégations Territoriales.

Les services sont dirigés chacun par un Directeur. Ils sont placés sous l'autorité du Secrétaire Général.

Les Délégations Territoriales sont dirigées par un Délégué.

PARAGRAPHE 2 : DU SERVICE DES RECLAMATIONS

Article 20 : Le Service des Réclamations est chargé de traiter les réclamations des usagers des services publics adressées au Médiateur de la République et de suivre les activités des Délégations Territoriales et des Correspondants du Médiateur de la République dans les départements ministériels et les Missions Diplomatiques et Consulaires du Mali à l'étranger.

Le Service comprend une Division de l'Accueil et de la Recevabilité des Réclamations et une Division du Traitement des Réclamations.

SOUS-SECTION 3 : DU SECRETARIAT PERMANENT DE L'ESPACE D'INTERPELLATION DEMOCRATIQUE (E.I.D)

Article 21 : Le Secrétariat Permanent de l'E.I.D (SP/E.I.D) est placé sous l'autorité du Secrétaire Général.

L'E.I.D a pour objet « d'informer les opinions publiques nationale et internationale sur l'état des droits de l'homme en République du Mali, de contribuer de manière active et pédagogique à la réalisation d'une culture démocratique nationale et d'impulser de façon significative la politique de promotion et de protection des droits et libertés des citoyens ».

Le SP/E.I.D est chargé, à ce titre, des tâches spécifiques ci-après :

- la planification, la préparation et l'organisation des sessions annuelles de l'E.I.D ;
- le suivi des relations d'information et de consultation avec les Organisations de la Société Civile, les Légitimités Traditionnelles, les organismes religieux nationaux reconnus par l'Etat et les partenaires du Médiateur de la République dans le cadre de l'E.I.D ;
- le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre des conclusions des sessions ;
- l'élaboration des rapports des sessions de l'E.I.D.

Le SP/E.I.D assiste le Jury d'Honneur.

Article 22 : Le Secrétariat Permanent de l'E.I.D est dirigé par un Secrétaire Permanent ayant rang de Directeur.

Le Secrétariat Permanent comprend une Division Organisation et une Division Suivi et Evaluation.

Article 23 : Une décision du Médiateur de la République fixe l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'E.I.D.

PARAGRAPHE 3 : DU SERVICE DES RESSOURCES HUMAINES

Article 24 : Le Service des Ressources Humaines est chargé de la préparation des actes de recrutement et de gestion du personnel ou en position de détachement auprès de lui.

Il est chargé de l'ouverture et de la mise à jour des dossiers du personnel, de l'élaboration et de l'exécution des programmes de formation continue et de renforcement des capacités des ressources humaines.

Le Service des Ressources Humaines est chargé de l'encadrement et du suivi des programmes des stagiaires, de l'exécution d'études spécifiques sur le développement des ressources humaines des Services du Médiateur de la République.

Il est en outre chargé du suivi de la situation administrative du personnel du Médiateur de la République auprès des structures concernées, notamment, le ministère chargé du Travail et de la Fonction publique, la Caisse Malienne de Sécurité sociale, l'Institut National de Prévoyance Sociale et la Caisse Nationale d'Assurance Maladie.

Le Service des Ressources Humaines comprend une Division du Personnel et une Division de la Formation.

PARAGRAPHE 4 : DU SERVICE DE LA DOCUMENTATION ET DES ARCHIVES

Article 25 : Le Service de la Documentation et des Archives est chargé d'organiser et de conserver la mémoire institutionnelle des Services, de diffuser et de conserver la documentation et les archives nécessaires à l'accomplissement de la mission du Médiateur de la République et de gérer la bibliothèque.

Le Service de la Documentation et des Archives comprend une Division de la Documentation et une Division des Archives.

PARAGRAPHE 5 : DU SERVICE DE L'INFORMATIQUE ET DE LA STATISTIQUE

Article 26 : Le Service de l'Informatique et de la Statistique est chargé de veiller à la bonne tenue du parc informatique, la maintenance des serveurs, de promouvoir l'utilisation et le développement de l'informatique et de mettre en place des logiciels adaptés aux besoins spécifiques de l'Institution.

Il assure la mise à jour permanente des systèmes de gestion informatique du personnel, des publications, des réclamations et des interpellations en rapport avec les Services concernés de l'Institution.

Il est aussi chargé de l'organisation des réunions en visioconférence avec les Délégués et les réseaux de médiateur.

Le Service de l'Informatique et de la Statistique établit et exploite les statistiques des réclamations, des interpellations et des autres activités de l'Institution.

Il comprend une Division de l'Informatique et une Division de la Statistique et de la Base de Données.

PARAGRAPHE 6 : DU BUREAU DU COURRIER, DE L'ACCUEIL ET DE L'ORIENTATION DES USAGERS

Article 27 : Le Bureau du Courrier, de l'Accueil et de l'Orientation des Usagers est chargé de recevoir et de traiter l'ensemble des courriers ordinaires à l'arrivée et au départ des Services du Médiateur de la République et d'établir les statistiques des correspondances.

Il est en outre chargé d'assurer un accueil de qualité aux usagers et de les orienter vers les services appropriés du Médiateur de la République.

Article 28 : Le Bureau comprend une Section du Courrier et une Section de l'Accueil et de l'Orientation. Il est dirigé par un Chef de Bureau.

SOUS-SECTION 4 : DES DELEGATIONS TERRITORIALES ET DES CORRESPONDANTS DU MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE DANS LES DEPARTEMENTS MINISTERIELS ET LES MISSIONS DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES

Article 29 : Le Médiateur de la République est représenté dans les régions par des Délégations Territoriales animées respectivement par des Délégués et des Assistants.

Les Délégués dans leur ressort territorial sont chargés de faire connaître les Services du Médiateur de la République auprès des administrations et des populations, d'assurer le suivi des correspondances du Médiateur de la République adressées aux administrations locales, de conseiller et d'orienter les citoyens vers les administrations concernées.

En outre, ils sont chargés :

- de recevoir et de traiter les réclamations et litiges entre les administrations régionales, locales et les usagers ;
- de recevoir les réclamations des usagers contre les administrations centrales et les transmettre au Médiateur de la République ;
- de recevoir les demandes d'interpellation dans le cadre de l'E.I.D et les transmettre au Médiateur de la République ;
- d'assister les administrés dans la rédaction de leurs réclamations et interpellations.

Article 30 : Chaque Délégation Territoriale comprend un Délégué, un Assistant et un/une Secrétaire.

Le Délégué dirige la Délégation Territoriale. Son Assistant le remplace en cas d'absence ou d'empêchement.

Les Délégués Territoriaux sont placés sous l'autorité du Secrétaire Général de l'Institution.

Article 31 : Les Correspondants du Médiateur de la République dans les départements ministériels et Missions Diplomatiques et Consulaires assurent le suivi du traitement des réclamations et des interpellations au niveau de leur service respectif.

SECTION 2 : DU SERVICE DES FINANCES ET DU MATERIEL

Article 32 : Le Médiateur de la République dispose d'un Service des Finances et du Matériel comprenant un Ordonnateur Délégué et une Agence Comptable.

Article 33 : Le Service des Finances et du Matériel relève du Médiateur de la République.

Il comprend une Division Finances, une Division de l'Approvisionnement et des Marchés Publics et une Division de la Comptabilité-matières et du Magasin.

PARAGRAPHE 1 : DE L'ORDONNATEUR DELEGUE

Article 34 : L'Ordonnateur Délégué est chargé de :

- la bonne gestion des ressources financières et matérielles allouées au Médiateur de la République ;
- l'élaboration et l'exécution du budget ;
- l'établissement de comptes administratifs.

PARAGRAPHE 2 : DE L'AGENCE COMPTABLE

Article 35 : L'Agence Comptable est dirigée par un Agent Comptable chargé d'assurer :

- le règlement des dépenses ;
- la tenue de la comptabilité des Services du Médiateur de la République ;
- la production du compte de gestion.

L'Agent Comptable est assisté d'un chargé de la Comptabilité générale et d'un chargé de la production du compte de gestion.

Article 36 : L'Ordonnateur Délégué et l'Agent Comptable ont rang de Directeur.

CHAPITRE III : DES MODALITES DE FONCTIONNEMENT

Article 37 : Le Secrétaire Général, le Directeur de Cabinet, le Conseiller spécial, les Conseillers, les Directeurs de Service et le Secrétaire Permanent de l'Espace d'Interpellation démocratique sont nommés par arrêté du Médiateur de la République.

Les Directeurs de Service du Médiateur de la République organisent le travail de leur service et en contrôlent l'exécution.

Le Conseiller spécial est chargé d'attributions spécifiques fixées par le Médiateur de la République. Il a rang de Directeur de Service du Médiateur de la République.

Article 38 : Les Conseillers sont chargés, sous l'autorité du Secrétaire Général, de l'élaboration des notes techniques, des documents d'information, des supports de communication et de toute autre tâche spécifique en lien avec la mission du Médiateur de la République.

Les Conseillers sont répartis comme suit.

Article 39 : Le Conseiller juridique est chargé des questions juridiques et des relations du Médiateur de la République avec ses correspondants dans les départements ministériels et dans les Missions Diplomatiques et Consulaires.

Article 40 : Le Conseiller chargé de la Coordination et du Développement des Délégations Territoriales accompagne les Délégations Territoriales dans l'élaboration de leurs projets et programmes d'activités annuelles et assure le suivi, la supervision et l'évaluation de leurs activités.

Il assure la coordination et le suivi de la Convention de partenariat avec l'Ecole de Maintien de la Paix Alioune Blondin BEYE (EMP-ABB).

Article 41: Le Conseiller chargé de la Communication et des Relations publiques, est chargé de l'élaboration du Plan Stratégique de Communication, de la réalisation du Bulletin d'information semestriel des Services du Médiateur de la République en rapport la presse en ligne.

En outre, il est chargé de la conception et de la production des supports de communication hors-média et participe à l'élaboration du rapport annuel.

Article 42 : Le Conseiller chargé des Relations extérieures et de la Coopération internationale assure le suivi des relations du Médiateur de la République avec les réseaux institutionnels de médiation aux niveaux régional et international.

En outre, il est chargé des partenariats et du développement de la politique de coopération avec les réseaux de médiation institutionnels en collaboration avec le Conseiller juridique, le Chargé du Site Web et le Conseiller chargé de la Communication et le Directeur de l'Informatique et de la Statistique.

Article 43 : Les Chefs de Division organisent le travail de leur Division, veillent à la bonne répartition des tâches, au respect des délais de traitement des dossiers et proposent des mesures susceptibles d'alléger les procédures.

Article 44 : Les chargés de dossiers sont chargés du traitement des dossiers sous l'autorité de leur Chef de Division.

Article 45 : Les Chargés de mission sont chargés de l'exécution de tâches spécifiques à la demande du Médiateur de la République ou du Directeur de Cabinet. Ils sont placés sous l'autorité de celui-ci.

Article 46 : Les Chefs de Division, le Chef de Bureau, les Chargés de mission, le Chargé du Protocole, les Délégués Territoriaux dans les régions, dans le District de Bamako et dans les cercles, les Chargés de dossiers, l'Attaché de Cabinet, le Chef du Secrétariat Particulier du Médiateur de la République, du Secrétaire Général et du Directeur de Cabinet, les Assistants, les Secrétaires des Délégués Territoriaux et le personnel d'appui sont nommés par décision du Médiateur de la République.

Les Chargés de mission, les Chefs de Division, le Chef du Bureau, les Délégués Territoriaux et leurs Assistants, les Chargés de dossiers et le Chargé de Protocole ont rang de Chef de Division.

Article 47 : Les Correspondants du Médiateur de la République dans les départements ministériels et dans les Missions Diplomatiques et Consulaires sont nommés par décision du Médiateur de la République sur proposition de leur chef de service.

Article 48 : L'Agent de Sécurité du Médiateur de la République est nommé par décision du Médiateur de la République sur proposition de son chef de service d'origine.

CHAPITRE IV : DES DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

Article 49 : Le Médiateur de la République fixe par décision les effectifs de ses Services et le Règlement intérieur de l'Espace d'Interpellation Démocratique.

Article 50 : En tant que de besoin, une décision du Médiateur de la République fixe les détails de la structuration interne et les modalités de fonctionnement de ses Services.

Article 51 : Le Manuel de procédures de gestion opérationnelle, administrative, financière et comptable est mis en application par décision du Médiateur de la République.

Le Manuel sert de guide opérationnel commun à l'ensemble des Services du Médiateur de la République. Il est mis à jour en tant que de besoin dans les mêmes conditions.

Article 52 : Les Collaborateurs occupant les emplois supérieurs des Services du Médiateur de la République prennent rang dans l'ordre de préséance suivant :

- le Secrétaire Général ;
- le Directeur de Cabinet ;
- le Conseiller spécial ;
- les Conseillers ;
- les Directeurs ;
- les Chefs de Division ;
- le Chef de Bureau ;
- les Chargés de mission ;
- le Chargé de Protocole ;
- les Délégués dans les régions.

Article 53 : Le présent arrêté, qui abroge l'Arrêté n°2020-003/MR du 23 novembre 2020 fixant l'organisation et le fonctionnement des Services du Médiateur de la République, sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Bamako, le 14 DEC 2022

Le Médiateur de la République,

Madame SANOGO Aminata MALLE
Commandeur de l'Ordre National

Ampliations :

- Original.....1
- Archives.....1

LE MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple-Un But-Une Foi

DECISION N° 2022-039 /MR DU 14 DEC 2022

FIXANT LES EFFECTIFS DES COLLABORATEURS DU MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE

LE MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;
Vu la Charte de la Transition ;
Vu la Loi n° 2022-001 du 25 février 2022 portant révision de la Charte de la Transition ;
Vu la Loi n°97-022 du 14 mars 1997, modifiée, instituant le Médiateur de la République ;
Vu le Décret n°96-159/P-RM du 31 mai 1996, modifié, instituant l'Espace d'Interpellation Démocratique ;
Vu le Décret n°2011-243/P-RM du 12 mai 2011 fixant les modalités de gestion des crédits alloués au Médiateur de la République ;
Vu le Décret n°2013-666/P-RM du 22 août 2013 abrogeant et remplaçant le Décret n°09-098/P-RM du 10 mars 2009, modifié, fixant les primes et indemnités accordées aux Collaborateurs du Médiateur de la République ;
Vu le Décret n°2020-0092/PT-RM du 13 octobre 2020 portant nomination du Médiateur de la République ;
Vu l'Arrêté n°2022-007/MR du14 décembre 2022 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement des Services du Médiateur de la République ;
Vu les nécessités de service,

DECIDE :

Article 1er : Les effectifs des Collaborateurs du Médiateur de la République pour la période 2020-2024 sont fixés comme suit :

STRUCTURES-EMPLOIS	CADRE-CORPS	CATEGORIES	EFFECTIFS/ANNEES				
			I	II	III	IV	V
MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE							
Médiateur de la République	Emploi discrétionnaire	A	1	1	1	1	1
Conseiller spécial	Emploi discrétionnaire	A	1	1	1	1	1
Chef du Secrétariat particulier	Tous corps de la Fonction publique/Contractuel	A/B2/B1	1	1	1	1	1

STRUCTURES-EMPLOIS	CADRE-CORPS	CATEGORIES	EFFECTIFS/ANNEES				
			I	II	III	IV	V
Secrétaire-assistant	Tous corps de la Fonction publique/Contractuel	B2/B1/C	1	1	1	1	1
Chauffeur Particulier	Contractuel	C/D	1	1	1	1	1
Chauffeur de Domicile	Contractuel	C/D	1	1	1	1	1
Planton	Contractuel	D/E	2	2	2	2	2
CABINET							
Directeur de Cabinet	Emploi discrétionnaire/ Contractuel	A	1	1	1	1	1
Chargé de mission	Emploi discrétionnaire/ Contractuel	A	2	2	2	2	2
Chargé du Site web	Emploi discrétionnaire/ Contractuel	A/B2	1	1	1	1	1
Chargé du Protocole	Emploi discrétionnaire Contractuel	A/B2	1	1	1	1	1
Attaché de Cabinet	Emploi discrétionnaire Contractuel	B2/B1	1	1	1	1	1
Secrétaire Particulier du Directeur de Cabinet	Secrétaire d'Administration/Attaché d'Administration/Adjoint d'Administration/ Contractuel	B2/B1	1	1	1	1	1
Secrétaire assistant	Secrétaire d'Administration/Attaché d'Administration/Adjoint d'Administration/Contractuel	B2/B1	1	1	1	1	1
Chauffeur	Contractuel	C/D	1	1	1	1	1
Planton	Contractuel	D/E	2	2	2	2	2
SECRETARIAT GENERAL							
Secrétaire Général	Tous corps de la Fonction publique/Professeur/ Contractuel	A	1	1	1	1	1
Conseillers	Tous corps de la Fonction publique/Contractuel	A	4	4	4	4	4
Secrétaire Particulier du Secrétaire Général	Secrétaire d'Administration/Attaché d'Administration/Adjoint d'Administration/ Contractuel	B2/B1	1	1	1	1	1
Chauffeur	Contractuel	C/D	1	1	1	1	1
Planton	Contractuel	D/E	1	1	1	1	1
SERVICE DES RECLAMATIONS							
Directeur	Tous corps de la Fonction publique/Professeur/ Contractuel	A	1	1	1	1	1

STRUCTURES-EMPLOIS	CADRE-CORPS	CATEGORIES	EFFECTIFS/ANNEES				
			I	II	III	IV	V
Chauffeur	Contractuel	C/D	1	1	1	1	1
Planton	Contractuel	D/E	1	1	1	1	1
DIVISION DE L'ACCUEIL ET DE LA RECEVABILITE DES RECLAMATIONS							
Chef de Division de Accueil et de la Recevabilité des Réclamations	Tous corps de la Fonction publique/Professeur Contractuel	A	1	1	1	1	1
Chargé de dossier	Tous corps de la Fonction publique/Contractuel	A/B2	1	1	1	1	1
DIVISION DU TRAITEMENT DES RECLAMATIONS							
Chef de Division	Tous corps de la Fonction publique/Professeur/Magistrat/ Contractuel	A	1	1	1	1	1
Chargé de dossier	Tous corps de la Fonction publique/Professeur/Magistrat/ Contractuel	A/B2	4	4	4	4	4
Secrétaire-assistant	Secrétaire d'Administration/Attaché d'Administration/Adjoint d'Administration/Contractuel	B2/B1/C	1	1	1	1	1
SECRETARIAT PERMANENT DE L'ESPACE D'INTERPELLATION DEMOCRATIQUE (E.I.D)							
Secrétaire Permanent	Tous corps de la Fonction publique/Contractuel	A	1	1	1	1	1
Secrétaire-assistant	Secrétaire d'Administration/Attaché d'Administration/Adjoint d'Administration/Contractuel	B2/B1/C	1	1	1	1	1
Chauffeur	Contractuel	C/D/E	1	1	1	1	1
Planton	Contractuel	D/E	1	1	1	1	1
DIVISION DE L'ORGANISATION							
Chef de Division	Tous corps de la Fonction publique/Contractuel	A/B2	1	1	1	1	1
Chargé de dossier	Tous corps de la Fonction publique/Contractuel	A/B2/B1	1	1	1	1	1
DIVISION DU SUIVI ET DE L'EVALUATION							
Chef de Division	Tous corps de la Fonction publique/Contractuel	A	1	1	1	1	1
Chargé de dossier	Tous corps de la Fonction publique/Contractuel	A/B2/B1	2	2	2	2	2
SERVICE DES RESSOURCES HUMAINES							
Directeur	Tous corps de la Fonction publique/Contractuel	A	1	1	1	1	1
Chauffeur	Contractuel	C/D/E	1	1	1	1	1

STRUCTURES-EMPLOIS	CADRE-CORPS	CATEGORIES	EFFECTIFS/ANNEES				
			I	II	III	IV	V
Planton	Contractuel	D/E	1	1	1	1	1
DIVISION DU PERSONNEL							
Chef de Division	Tous corps de la Fonction publique/Contractuel	A	1	1	1	1	1
Chargé de dossier	Tous corps de la Fonction publique/Contractuel	A/B2/B1	1	1	1	1	1
DIVISION DE LA FORMATION							
Chef de Division	Tous corps de la Fonction publique/Professeur/ Contractuel	A	1	1	1	1	1
Chargé de dossier	Tous corps de la Fonction publique/Professeur/Contractuel	A/B2/B1	1	1	1	1	1
Secrétaire-assistant	Secrétaire d'Administration/Attaché d'Administration/Adjoint d'Administration/Contractuel	B2/B1/C	1	1	1	1	1
SERVICE DE LA DOCUMENTATION ET DES ARCHIVES							
Directeur	Tous corps de la Fonction publique/Contractuel	A	1	1	1	1	1
Planton	Contractuel	D/E	1	1	1	1	1
DIVISION DE LA DOCUMENTATION							
Chef de Division	Tous corps de la Fonction publique/Forces Armées et Sécurité/Contractuel	A/B2	1	1	1	1	1
Chargé de dossier	Tous corps de la Fonction publique/Forces Armées et Sécurité /Contractuel	A/B2/B1	1	1	1	1	1
DIVISION DES ARCHIVES							
Chef de Division	Tous corps de la Fonction publique/Contractuel	A/B2	1	1	1	1	1
Chargé de dossier	Tous corps de la Fonction publique/Contractuel	B2/B1	1	1	1	1	1
Secrétaire-assistant	Secrétaire d'Administration/Attaché d'Administration/Adjoint d'Administration/Contractuel	B2/B1/C	1	1	1	1	1
SERVICE DE L'INFORMATIQUE ET DE LA STATISTIQUE							
Directeur	Ingénieur Informaticien/Ingénieur de la Statistique/Contractuel	A	1	1	1	1	1
Chef de Division	Ingénieur informaticien/Technicien de l'Informatique/Contractuel	A/B2	1	1	1	1	1

STRUCTURES-EMPLOIS	CADRE-CORPS	CATEGORIES	EFFECTIFS/ANNEES				
			I	II	III	IV	V
DIVISION DE L'INFORMATIQUE							
Chargé de dossier	Ingénieur de la Statistique/Ingénieur informaticien/Technicien de l'Informatique/Technicien de la Statistique/Contractuel	A/B2/B1	1	1	1	1	1
DIVISION DE LA STATISTIQUE ET DE LA BASE DE DONNEES							
Chef de Division	Ingénieur de la Statistique/ Ingénieur informaticien/Technicien de l'Informatique/Technicien de la Statistique/Contractuel	A/B2/B1	1	1	1	1	1
Chargé de dossier	Ingénieur de la Statistique/ Ingénieur informaticien/Technicien de l'Informatique/Technicien de la Statistique/Contractuel	A/B2/B1	1	1	1	1	1
Secrétaire-assistant	Secrétaire d'Administration/Contractuel	B2/B1/C	1	1	1	1	1
BUREAU DU COURRIER, DE L'ACCUEIL ET DE L'ORIENTATION DES USAGERS							
Chef de Bureau	Tous corps de la Fonction publique/Contractuel	A/B2	1	1	1	1	1
Chef de Bureau Adjoint	Tous corps de la Fonction publique/Contractuel	A/B2	1	1	1	1	1
SECTION DU COURRIER							
Secrétaire chargé du Courrier à l'arrivée	Secrétaire d'Administration/Attaché d'Administration/Adjoint d'Administration/Contractuel	B2/B1/C	1	1	1	1	1
Secrétaire chargé du Courrier au départ	Secrétaire d'Administration/Attaché d'Administration/Adjoint d'Administration/Contractuel	B2/B1/C	1	1	1	1	1
Reprographe	Contractuel	D/E	2	2	2	2	2
Planton	Contractuel	D/E	1	1	1	1	1
SECTION DE L'ACCUEIL ET DE L'ORIENTATION							
Secrétaire-assistant chargé de l'Accueil et de l'Orientation	Secrétaire d'Administration/Adjoint d'Administration/Contractuel	B2/B1	1	1	1	1	1
Standardiste	Contractuel	D/E	1	1	1	1	1

STRUCTURES-EMPLOIS	CADRE-CORPS	CATEGORIES	EFFECTIFS/ANNEES				
			I	II	III	IV	V
DELEGATIONS TERRITORIALES ET CORRESPONDANTS DU MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE DANS LES DEPARTEMENTS MINISTERIELS ET LES MISSIONS DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES							
Délégué territorial	Tous corps de la Fonction publique/Contractuel	A/B2	7	7	7	7	7
Assistant du Délégué	Tous corps de la Fonction publique/Contractuel	A/B2	7	7	7	7	7
Secrétaire du Délégué	Secrétaire d'Administration/Attaché d'Administration/Adjoint d'Administration/Contractuel	B2/B1	7	7	7	7	7
SERVICE DES FINANCES ET DU MATERIEL							
Ordonnateur délégué	Inspecteur des Finances/ Inspecteur du Trésor/ Inspecteur des Services économiques/ Inspecteur des Impôts/ Administrateur civil/ Inspecteur des Impôts/ Contractuel	A	1	1	1	1	1
Agent Comptable	Inspecteur des Finances/ Inspecteur du Trésor/ Inspecteur des Services économiques/ Inspecteur des Impôts/ Administrateur civil	A	1	1	1	1	1
DIVISION FINANCES							
Chef de Division	Inspecteur des Finances/Inspecteur du Trésor/Inspecteur des Services économiques/Inspecteur des Impôts/ Administrateur civil/Contrôleur des Finances/Contrôleur du Trésor/Contrôleur des Impôts/Contrôleur des Services économiques/Contractuel	A/B2	1	1	1	1	1
Chargé des Engagements et des Mandatements	Inspecteur des Finances/Inspecteur du Trésor/Inspecteur des Services économiques/Inspecteur des Impôts/Contrôleur des Finances/Contrôleur du Trésor/Contrôleur des Impôts/Contrôleur des Services économiques/ Contractuel	A/B2/B1	1	1	1	1	1

STRUCTURES-EMPLOIS	CADRE-CORPS	CATEGORIES	EFFECTIFS/ANNEES				
			I	II	III	IV	V
DIVISION DE L'APPROVISIONNEMENT ET DES MARCHES PUBLICS							
Chef de Division	Inspecteur des Finances/Inspecteur du Trésor/Inspecteur des Services économiques/Inspecteur des Impôts/ Administrateur civil/Contrôleur des Finances/Contrôleur du Trésor/Contrôleur des Impôts/Contrôleur des Services économiques/Contractuel	A/B2	1	1	1	1	1
Chargé de l'Approvision-nement et des Marchés Publics	Inspecteur des Finances/Inspecteur du Trésor/Inspecteur des Services économiques/Inspecteur des Impôts/ Administrateur civil/Contrôleur des Finances/Contrôleur du Trésor/Contrôleur des Impôts/Contrôleur des Services économiques/Contractuel	A/B2/B1	1	1	1	1	1
DIVISION DE LA COMPTABILITE MATIERES ET DU MAGASIN							
Chef de Division	Inspecteur des Finances/Inspecteur du Trésor/Inspecteur des Services économiques/Inspecteur des Impôts/ Administrateur civil/Contrôleur des Finances/Contrôleur du Trésor/Contrôleur des Impôts/Contrôleur des Services économiques/ Technicien supérieur des travaux de planification/Contractuel	A/B2	1	1	1	1	1
Secrétaire-assistant	Secrétaire d'Administration/Attaché d'Administration/Adjoint d'Administration/Contractuel	B2/B1/C	1	1	1	1	1

STRUCTURES-EMPLOIS	CADRE-CORPS	CATEGORIES	EFFECTIFS/ANNEES				
			I	II	III	IV	V
Chargé de la Comptabilité matières et du Magasin	Inspecteur des Finances/Inspecteur du Trésor/Inspecteur des Services économiques/Inspecteur des Impôts/ Administrateur civil//Contrôleur des Finances/Contrôleur du Trésor/Contrôleur des Impôts/Contrôleur des Services économiques/ Technicien des travaux de planification/Contractuel	A/B2/B1	1	1	1	1	1
Chargé de la Comptabilité générale	Inspecteur des Finances/Inspecteur du Trésor/Inspecteur des Services économiques/Inspecteur des Impôts/ Administrateur civil//Contrôleur des Finances/Contrôleur du Trésor/Contrôleur des Impôts/Contrôleur des Services économiques/Contractuel	A/B2/B1	1	1	1	1	1
Chargé de production du Compte de gestion	Inspecteur des Finances/Inspecteur du Trésor/Inspecteur des Services économiques/Inspecteur des Impôts/ Administrateur civil//Contrôleur des Finances/Contrôleur du Trésor/Contrôleur des Impôts/Contrôleur des Services économiques/Contractuel	A/B2/B1	1	1	1	1	1
Secrétaire-assistant	Secrétaire d'Administration/Attaché d'Administration/Adjoint d'Administration/ Contractuel	B2/B1/C	1	1	1	1	1
Chauffeur	Contractuel	C/D	3	3	3	3	3
Planton	Contractuel	D/E	1	1	1	1	1
TOTAL			**114**	**114**	**114**	**114**	**114**

Article 2 : La présente décision, qui abroge la Décision n°2020-064/MR du 23 novembre 2020 fixant les effectifs des Collaborateurs du Médiateur de la République pour la période 2020-2024, sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera.

Bamako, le 14 DEC 2022

Le Médiateur de la République,



Madame SANOGO Aminata MALLE
Commandeur de l'Ordre National

Ampliations

- Original.....1
- Archives.....1

TEMOIGNAGES

M. Moussa Hama Touré
Ancien manoeuvre à la Direction Régionale
de l'Hydraulique et de l'Energie de Gao
Boulgoundié - Gao
Téléphone : 94794574

Gao, le 14 mars 2025

A
Madame le Médiateur de la République - Bamako

Objet : lettre de remerciements

Madame le Médiateur,

J'ai l'honneur de venir vous exprimer toute ma joie suite à la satisfaction de mon dossier d'interpellation N°527 de la 28ème session de l'Espace d'Interpellation Démocratique (E.I.D), retenu pour suite à donner, relatif à une réclamation de Certificat de travail.

Grace à votre implication, le Ministère de l'Energie et de l'Eau à travers la Direction Régionale de l'hydraulique de Gao m'a effectivement remis mon certificat de travail le 06 mars 2025.

Je vous remercie très vivement pour cette action salutaire ainsi que tous vos Collaborateurs de Bamako et Ceux de Gao pour les Conseils et orientations et les efforts de suivi de mon dossier jusqu'à son règlement.

Enfin, permettez-moi de remercier le Ministère de l'Energie et de l'Eau pour la Compréhension par laquelle mon dossier a été traité avec satisfaction.

A la suite de l'aboutissement heureux de mon cas, parmi tant d'autre au niveau de la Région de Gao, je ne peux que formuler des voeux, en ce mois béni de Ramadan, pour une pérennisation de cette noble

Institution au grand bonheur des populations.

Je vous prie de bien vouloir agréer, Madame le Médiateur, l'expression de ma reconnaissance infinie.

M. Moussa Hama Touré

5 MAI

Collectif des Enseignants Vacataires du Mali (C.E.VA.M)
Représenté par M. Diakalia SOGODOGO- SIKASSO
79 16 02 78/64 44 37 02
diakaliasogodogo@yahoo.fr

À

L'attention de Madame le Médiateur de la République du Mali

Bamako Hamdalaye ACI

Objet : Remerciements suite à la participation du C.E.VA.M à l'Espace d'Interpellation Démocratique (EID) à Bamako le 10 décembre 2024

Madame le Médiateur,

Au nom du Collectif des Enseignants Vacataires du Mali (C.E.VA.M), je tiens à vous exprimer notre sincère gratitude pour l'opportunité qui nous a été offerte de participer à l'Espace d'Interpellation Démocratique (EID) qui s'est tenu à Bamako le 10 décembre 2024.

Cette rencontre a été une occasion précieuse pour nous de faire entendre notre voix, de partager nos préoccupations et de discuter des enjeux cruciaux qui touchent notre secteur. Votre écoute attentive et votre engagement en faveur du dialogue démocratique témoignent de votre dévouement à la cause du peuple malien.

Nous sommes convaincus que ce type d'échanges est essentiel pour renforcer la démocratie et promouvoir une meilleure compréhension des défis auxquels notre pays est confronté. Nous espérons que notre participation contribuera à une plus grande prise en compte des besoins des enseignants vacataires dans les politiques publiques.

Nous vous remercions encore une fois pour votre accueil chaleureux et votre disponibilité. Nous vous informons que les sept arrêtés signés sont payés partiellement après l'EID. Nous comptons sur vous pour l'application des recommandations du jury d'honneur (la régularisation administrative et financière des interpellateurs) d'ici l'EID prochain.

Veuillez agréer, Madame le Médiateur, l'expression de nos salutations distinguées.

Ampliation :

Délégué du Médiateur de Sikasso

Sikasso le 03/08/2025

Le Président du collectif

Collectif des Enseignants Vacataires du Mali
C.E.Va.M
Le PRESIDENT
Engagement Patriotisme

Diakalia SOGODOGO

Médiateur de la République
Courrier Arrivée
N° 1098
Date: 06/08/2025
09h 38 mn

Monsieur Abdoul Hami DOURAJA
Manœuvre
Représentant les huit (08) agents contractuels manœuvres du CSREF de Bourem
Téléphone : 73 37 00 31

Bourem, le 19 septembre 2025

A
Madame le Médiateur de la République-Bamako

Objet : Lettre de remerciement

Madame le Médiateur,

Nous, les huit (08) agents contractuels manœuvres recrutés par le Conseil de Cercle de Bourem et mis à la disposition du Centre de Santé de Référence (CSREF) de Bourem, venons par un devoir de reconnaissance vous informer que notre dossier d'interpellation, N°510 de la 28ème Session de l'E.I.D, relatif à une régularisation de situation administrative, a été réglé.

Nous avons effectivement reçu des augmentations sur nos rémunérations en application de la réglementation en la matière et cela grâce à votre intervention.

Ainsi, nos salaires passent d'un montant de 37 595 à 61 693 francs CFA.

Nous ne pouvons passer sous silence les précieux conseils et orientations dont nous avions bénéficié de la part de votre Délégué territorial de Gao, Monsieur Gibrilla ALMATAR, et qui ont contribué sans doute à atteindre ce résultat satisfaisant.

Nous terminons par des remerciements sincères à l'adresse du Préfet du Cercle de Bourem, Monsieur Kassoum SANOGO, pour sa disponibilité et sa forte implication dans le cadre du traitement de notre dossier jusqu'à son dénouement heureux.

En vous renouvelant nos très vifs remerciements, nous vous prions de bien vouloir agréer, Madame le Médiateur, l'expression de notre profond respect.

Monsieur Abdoul Hami DOURAJA

Aly MARIKO

Gérant de l'Entreprise

(EBS)

Tel : 76 39 59 85/ 66 77 41 42

Koulikoro, le 26 Novembre 2025

A

Madame le Médiateur de la République

Objet : Lettre de remerciement

(Dossier No 231)

Madame le Médiateur de la République,

J'ai l'honneur de venir très respectueusement auprès de votre Haute Bienveillance, vous remercier solennisent et remercier la commission de dépouillement qui, à travers le représentant du Ministère de la Jeunesse et des Sports Chargé de l'Instruction Civique et de la Construction citoyenne, a permis un règlement amiable de mon interpellation à l'EID 2025.

En effet, je suis très heureux de porter à votre connaissance, qu'à la suite de l'intervention du représentant du Ministère de la Jeunesse et des Sports Chargé de l'Instruction Civique et de la Construction citoyenne la commission de dépouillement des dossiers de l'EID 2025, ma préoccupation majeure qui était la réclamation de droits (paiement de somme).

Madame le Médiateur de la République, je vous remercie une fois de plus pour la proactivité avec laquelle votre service a agi à la facilité le paiement de la somme.

Mieux, je remercie sincèrement votre générosité et votre magnificence ainsi que les membres de la commission de dépouillement sans oublier vos collaborateurs et je profite pour exprimer ma profonde gratitude à vous et à tous vos collaborateurs pour la diligence de mon dossier d'interpellation.

Mieux encore, je reste persuadé que la mission du Médiateur de la République "Un recours pour le citoyen et un conseil pour l'Administration " doit être soutenu et renforcé par les plus Hautes Autorités pour le bonheur de tous les citoyens maliens.

Enfin, je vous prie d'agréer, Madame le Médiateur de la République, l'expression de mes profonds respects.

Vive le Médiateur de la République

Vive l'EID

Ampliation : Ministère de la Jeunesse et des Sports Chargé de l'Instruction Civique et de la Construction citoyenne

MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE
Ordinaire
Arrivee N 1208
DU 28/11/2025
Heure 09 h 30 mn

Aly MARIKO

Boubacar Saad TOURE,
Promoteur de lycée Privé
Franco-Arabe Seida AWA Sacko
A Ségou
Tel : 66 78 94 62

DN° 200

Ségou, le 30 octobre 2025

/-)

Madame le Médiateur de la République

Objet : Lettre de remerciement

Madame le Médiateur de la République,

J'ai l'honneur de venir très respectueusement auprès de votre haute bienveillance, vous remercier et remercier solennellement la commission de dépouillement qui, à travers le représentant du Ministère de l'Education Nationale, a permis un règlement amiable de mon interpellation à l'EID 2025.

En effet, je suis très heureux de porter à votre connaissance, qu'à la suite de l'intervention du représentant du Ministère de l'Education Nationale à la commission de dépouillement des dossiers de l'EID 2025, ma préoccupation majeure qui était la régularisation Administrative de mon Lycée fut prise en compte.

Madame le Médiateur de la République, je vous remercie une fois de plus pour la proactivité avec laquelle votre Service a agi à la facilité pour l'obtention de cette reconnaissance officielle de mon Lycée.

Je tiens à exprimer à vous Madame le Médiateur de la République, aux membres de la commission Nationale de dépouillement des dossiers de l'EID 2025 et à tous vos collaborateurs toute ma profonde gratitude pour la diligence de mon dossier interpellation

La mission du Médiateur de la République "Un recours pour le citoyen et un conseil pour l'Administration " doit être soutenu et renforcer par les plus hautes autorités pour le bonheur de tous les citoyens maliens.

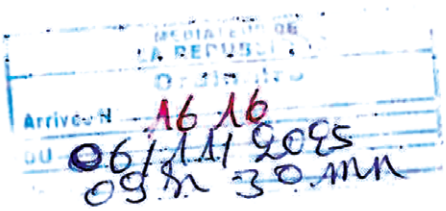
Qu'Allah SWT guide vos pas dans cette noble et exaltante tâche quotidienne.

Enfin, je vous prie d'agréer, Madame le Médiateur de la République, l'expression de mes profonds respects.

Vive le Médiateur de la République

Vive l'EID

Boubacar Saad TOURE



Monsieur Dieudonné BERTHE,
représentant du centre de Santé
Communautaire de Kéléya.

Tel : 76 08 71 43

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

A

Madame le Médiateur de la République

Objet : Lettre de remerciement.

Madame le Médiateur,

J'ai l'honneur de venir par la présente, vous exprimer ma profonde gratitude suite à la satisfaction de mon dossier d'interpellation.

A titre de rappel, ledit dossier avait été enregistré sous le numéro 103 et retenu pour suite à donner lors de la 27ème session de l'Espace d'Interpellation Démocratique (EID) au compte du Ministère de la Santé et du Développement social.

Madame le Médiateur, je vous informe que ce dossier a abouti grâce à votre engagement sans faille.

Je profite de cette occasion pour vous adresser mes sincères remerciements et vous souhaiter une très bonne chance dans l'accomplissement de vos missions.

Je vous prie d'agréer, Madame le Médiateur, l'expression de ma considération distinguée.

Fait à Kéléya, le 18 juillet 2025

MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE
Arrivée N° 1026
DU 21 juillet 2025
Heure 11h00mn

Moussa SANKARE Ex-agent

de la CMDT à Fana

Tel : 77 19 11 34

Fana, le 04 Juillet 2025

A

Madame le Médiateur de la République

Objet : remerciement

J'ai l'honneur de venir par la présente auprès de votre Haute Bienveillance vous remercier pour Votre excellent service qui a été d'une utilité pour moi et ma famille relatif au remboursement de mes cotisations au niveau de l'INPS.

En effet, je vous rappelle que je fus un agent de la CMDT à Fana.

Pendant plusieurs années j'ai entrepris des démarches pour réclamer mes droits auprès de l'INPS sans succès.

Grâce aux efforts inlassables de vos services à travers la Délégation territoriale de Koulikoro, je suis content de vous transmettre mes remerciements car j'ai bénéficié le remboursement de mes cotisations au niveau de l'INPS.

Il y'a lieu de signaler que les actions de l'EID sont une porte de soulagement et de satisfaction du citoyen qui se trouve embarrasser devant l'administration publique.

Enfin, j'implore le bon Dieu afin qu'il vous donne la force et la santé de donner un espoir de vie à ces nombreux maliens qui sont victimes de violation de droits.

Veuillez agréer, Madame le Médiateur de la République, l'expression de mes profonds respects.

Moussa SANKARE



Hassimy TRAORE

Ex mécanicien à la

COMATEX- Ségou

Tél : 53 53 74 36

Ségou, le 08 Mai 2025

/-)

Madame le Médiateur de la République

Objet : lettre de remerciement

Madame le Médiateur de la République,

C'est avec une grande satisfaction que j'ai l'honneur de vous remercier de la bienveillante attention avec laquelle votre service a examiné mon dossier.

En effet, mécanicien de catégorie D_2 à la retraite, j'ai servi à la COMATEX de Ségou du 19-09-1968 au 30-11-1979.

Après 11 ans de dur labeur, je devais conformément aux dispositions du code de prévoyance sociale avoir droit à la pension de retraite.

Par méconnaissance, je suis resté pendant plus de 45 ans sans bénéficier de mon droit le plus élémentaire, combien vital pour ma survie et l'épanouissement de ma famille.

C'est à travers les informations d'un proche parent, que j'ai pu rapprocher la Délégation Territoriale du Médiateur de la République à Ségou pour exposer mon problème. S'était le début d'une lueur d'espoir.

Madame le Médiateur de la République, suite à l'intervention de votre service auprès du Ministre de la Santé et du Développement Social, je viens de bénéficier de ma toute première pension de retraite au mois d'avril 2025.

J'ai le sentiment de réconfort et de l'effort professionnel récompensé.

Que Dieu vous accompagne dans l'exercice de votre noble mission.

Madame le Médiateur de la République, votre service est une bénédiction pour tous les citoyens maliens épris de paix et de justice.

Veuillez recevoir, Madame le Médiateur de la République, l'expression de mon profond respect.

Hassimy TRAORE

Hamidou KEITA
Tailleur, représentant les héritiers
de feue Mariam SOUCKO
Cell : 79 60 67 70 – 64 05 54 74

Kayes, le 24 Novembre 2025

A

Madame le Médiateur de la République

Bamako

Objet : lettre de remerciement.

Madame,

J'ai l'honneur de venir par cette présente pour vous exprimer mes remerciements les plus sincères dans le cadre du traitement de mon dossier d'interpellation **N°143** retenue pour suite à donner pour la **29ème** session de l'Espace d'Interpellation Démocratique.

En effet, grâce à votre implication, la BDM-S.A de Kita a procédé au paiement intégral des pensions de réversion de notre feue mère, pensions qui étaient versées au profit notre maman avant son décès, la BDM-S.A avait bloqué cet argent dont le montant s'élevait à **1 500 000** pendant cinq ans (5ans).

Votre intervention a permis de débloquer cette situation difficile pour notre famille, nous en sommes très reconnaissants pour vous Madame le Médiateur.

Veuillez recevoir, **Madame le Médiateur**, nos sincères remerciements.

Hamidou KEITA



Madame Djénébou CISSE
Ménagère à Boulgoundié-Gao
Téléphone : 76 44 61 72

Gao, le 1er août 2025

A
Madame le Médiateur de la République-Bamako

Objet : Lettre de remerciements

Madame le Médiateur,

J'ai l'honneur de venir vous exprimer toute ma joie à la suite de votre intervention qui a permis de donner satisfaction à mon dossier d'interpellation N°476 de la 28ème Session de l'Espace d'Interpellation Démocratique (E.I.D), relatif à une demande de payement d'arriérés de loyer.

J'ai effectivement reçu un virement dans mon compte BNDA N°900201204448 d'un montant de 8 500 345 F CFA, représentant les arriérés de loyer de mon bâtiment qui servait à abriter les bureaux de la Direction Régionale de la Pêche de Gao suivant un contrat de bail en bonne et due forme.

Le recouvrement de cette somme grâce à votre concours m'a été d'un appui inestimable.

En vous remerciant sincèrement, je dois aussi dire bravo aux agents de vos services tant au niveau régional que national dont les précieux conseils et orientations ont contribué à atteindre ce résultat satisfaisant.

Je remercie les autorités administratives pour avoir réservé une suite à mon dossier au regard de sa pertinence.

L'E.I.D est un instrument qui répond efficacement aux préoccupations des citoyens et à ce titre mérite d'être pérennisé.

Je vous prie de bien vouloir agréer, Madame le Médiateur, l'expression de ma très haute considération.

Vive les services du Médiateur de la République

Vive l'E.I.D

Madame Djénébou CISSE

Nataniel Dembélé
Promoteur de l'Hôtel
Citée des Flamboyant
Kalaban-coura Sud-Est
Tel : 76 14 96 06/66 72 44 91

A
Madame le médiateur de la république

Objet : lettre de remerciement

Madame,

Je viens respectivement par la présente vous remercier pour l'effort que votre personnel et vous-même avez déployer pour m'accompagner dans ma lutte pour la réparation des dommages causés sur mon hôtel en 2011.

En effet l'accord passé entre la mairie et moi via le ministère de l'administration territorial, le gouvernorat et la mairie de la commune V a commencer à être exécuté. En effet à la date du 24/01/2025 le premier chèque a été émis selon les termes du protocole d'accord.

Tout en réitérant mes remerciements recevez madame le médiateur l'expression de mes sentiments distingués.

Bamako, le 29 Aout 2025

HOTEL CITE DES FLAMBOYANTS ★ KALABAN-COURA EXT SUD ★
Tél : 66 72 44 91
76 14 96 06
Le Promoteur

Le promoteur

Hon. Nataniel Dembélé

MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE
Ordinaire
Arrivée N° 1225
DU 01/09/2025
Heure 09h 30mn

Ousmane DIAGNE
Professeur retraité résident à
Kayes Lafiabougou Sud
Tel : 74 46 30 19 /69 40 17 35

Kayes, le 03 Juillet 2025

A
Madame le Médiateur de la République
Bamako

Objet : reconnaissance et remerciement

J'ai l'honneur par la présente vous gratifier et vous remercier infiniment suite à ma lettre adressée à vous en date du 30 septembre 2024 et enregistre sous le **N° 179/ MR-SG-SP/ EID** pour l'attention particulière ayant abouti à la suite positive qui l'a sanctionnée par le courrier **N°0311/ MR-SG-SP/ EID** du 13 mars 2025.

Depuis cette correspondance les responsables municipaux se sont aussitôt attelés à la gestion et au suivi du processus jusqu'au paiement conformément à vos instructions. Comme moi beaucoup de citoyens s'adressent à vous comme l'un des remparts sûrs pour être dans leurs droits face aux abus et injustices.

Encore une fois mes sincères remerciements pour les espoirs comblées.

Ousmane DIAGNE



Madame Awa KOUYATE

Veuve de Cheick DEMBELE

Ancien Directeur Adjoint à

Sikasso et Ancien Contrôleur

De l'INPS -Ségou

Tel : 76 45 28 21 / 63 58 39 59

A

Madame le Médiateur de la République

Objet : Remerciements

Madame le Médiateur de la République,

Grace à votre engagement, votre accompagnement et votre professionnalisme, l'INPS nous a proposé une maison qui doit finir dans deux semaines à N'Tabacoro (Bamako) comme compensation après une quinzaine d'années de démarches sans succès.

Moi et toute la famille de Feu Cheick DEMBELE venons par la présente vous remercier pour tous les efforts et professionnalisme avec lesquels vous avez traité et suivi notre affaire tout en espérant l'honneur d'inaugurer cette nouvelle maison avec vous dans 2 semaines.

Veuillez recevoir Madame le Médiateur de la République l'expression de ma satisfaction et de mes sincères remerciements.

Ségou, le 04/12/2025



Association des partants volontaires

à la retraite anticipée de la Commune

Urbaine de Ségou

Tél : 76 36 03 47

Ségou, le 02 Décembre 2025

/-)

Madame le Médiateur de la République

Objet : lettre de remerciement

Madame le Médiateur de la République,

Nous, membres de l'Association des partants volontaires à la retraite de la Commune Urbaine de Ségou, vous remercie de l'attention combien particulière que vous avez bien voulu réservé à notre dossier d'Interpellation à l'EID Edition 2025.

D'ores et déjà, les échos annoncent une lueur d'espoir favorable à notre cause.

Recevez, Madame le Médiateur de la République, notre profonde gratitude et sincère remerciement pour vos efforts inlassables au bénéfice des citoyens à la recherche de leur droit.

Madame le Médiateur de la République, vous êtes l'espoir d'une bonne frange de la population malienne, désespérée à la recherche d'un lendemain meilleur.

Vous avez su redynamisé notre combat là où tout le monde avait perdu espoir.

Nous souhaitons un dénouement heureux et rapide de notre situation.

Que le tout puissant vous bénisse et protège le Mali.

Kéfa BALLO
Mamadou Chérif DIAWARA
Yaya COULIBALY
Chaka TRAORE
Adama SANGARE
Adama COULIBALY
Mamoutou TRAORE

Association des Jeunes et des Femmes pour le Développement de Sébénikoro koulouda ; en abrégé (A.J.F – D.S.K)
Sébénikoro Secteur 11 en commune IV du District de Bamako.
Tel : (+ 223) 76 95 97 57 / 63 89 88 50

Le Président de l'Association des Jeunes et des Femmes pour le Développement de Sébénikoro Koulouda **(A.J.F – D.S.K)**

Bamako, le 29 Août 2025

Madame le Médiateur de la République

Objet : Remerciement

Madame le médiateur,

Nous avons l'honneur de vous adresser cette correspondance afin de vous remercier et vous informer que vous avons obtenu une suite à la situation de notre demande et dossier de signature d'un Accord-cadre avec l'Etat adressé à Monsieur le Ministre d'Etat, de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation sous le numéro **64 74** le 10 Juillet 2024.

Nous avons le plaisir de vous rappeler, Madame le Médiateur que, dans le but d'adopter une démarche plus citoyenne et pacifique, nous avons sollicité votre haute autorité par la correspondance numéro **25-134** du 03 juin 2025.

Par la présente correspondance Madame le Médiateur, nous vous informons que nous avons repris connaissance de la situation de notre dossier à la Direction Générale de l'Administration Territoriale le 27 juin 2025.

Nous vous remercions d'ici là, de recevoir Madame le Médiateur l'expression de notre sentiment de profonde reconnaissance.

Le Président de l'Association

Famouké Camara

Bassy TOURE
Vendeur de pièces détachées
Domicilié à Kayes
Cell : 78 06 35 15

Kayes, le 25 Novembre 2025

A
Madame le Médiateur de la République
Bamako

Objet : lettre de remerciement.

Madame,

J'ai l'honneur de vous adresser la présente lettre pour vous témoigner ma profonde gratitude suite à votre intervention dans le cadre du traitement de mon dossier de réclamation **N°25-100 du 24 Mars 2025**.

En effet, grâce à votre diligente médiation, la Mairie de Kayes a officiellement pris l'engagement d'inscrire le paiement de la somme de **1950 000 FCFA** dans le budget de l'exercice **2026**, tel que confirmé lors de la délibération de son conseil communal du **24 septembre 2025** relative à l'exécution d'une décision de justice à mon profit.

Je tiens à vous exprimer ma reconnaissance pour la qualité de votre intervention, le professionnalisme de vos services et l'attention particulière accordée à ma requête.

Veuillez agréer, **Madame le Médiateur**, l'expression de ma haute considération.

Bassy TOURE

Monsieur Daouda SANGARE, Ex-vaccinateur au Centre de Santé Communautaire (CSCOM) de Bénéko Tél : 75 56 55 85

A
Madame le Médiateur de la République

<u>Objet :</u> lettre de remerciement.

Bonjour Madame le Médiateur,

J'ai fait ma demande auprès de vous depuis décembre 2022, grâce à votre soutien et engagement mon dossier a finalement abouti.

Le Président du Centre de Santé Communautaire (CSCOM) de Bénéko a payé entièrement la somme de trois millions six cent soixante treize mille quatre cent quarante neuf mille (3 673 449) FCFA représentant le montant de mes arriérés de salaires.
Madame le Médiateur, je tiens à vous remercier avec vos agents qui ont permis que je trouve mon argent.
Que Dieu vous accorde sa grâce et vous accompagne dans votre noble travail.

Amen.

Daouda SANGARE

MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE
Ordinaire
Arrivée N° 0410
DU 24/03/2025
Heure 10 h 00 mn

Collectif des contractuels de l'hôpital
Nianankoro Fomba de Ségou
Tél : 76 31 10 27

Ségou, le 20 Février 2025

/-)

Madame le Médiateur de la République

Objet : lettre de remerciement

Madame le Médiateur de la République,

Nous avons l'honneur de venir très respectueusement auprès de votre haute bienveillance, vous remercier de l'attention délicate avec laquelle votre représentant de Ségou a traité notre dossier.

En effet, nous sommes des contractuels de tout bord à l'hôpital Nianankoro Fomba de Ségou, nous avons alerté la direction de l'hôpital, le syndicat de l'hôpital, et de plus, nous avons attiré l'attention de Madame le Ministre de la Santé lors d'un de ses séjours à Ségou par rapport à notre situation.

Il s'agit là de nos droits d'accès à l'AMO fermés et le non-paiement des allocations familiales depuis plus d'un an.

Nous sommes heureux aujourd'hui de porter à votre connaissance, qu'à la suite de l'intervention du Délégué Territorial auprès de l'INPS de Ségou, nos droits d'accès à l'AMO ont été ouverts à la suite de la signature d'un protocole.

Nous sommes très enthousiastes par la signature de ce protocole qui ouvre à nouveau nos droits d'accès à l'AMO. Nous avons souffert par le passé des frais de soins médicaux de nos différentes familles.

Il est à noter que le second aspect du problème reste le non-paiement des allocations familles que nous attendons incessamment.

Encore nos vifs remerciements à vous Madame le Médiateur de la République et surtout à tout le personnel de la Délégation Territoriale de Ségou.

Veuillez recevoir, Madame le Médiateur de la République, l'expression de notre profond respect.

Pièces Jointes :

- Protocole d'Accord

Pour le Collectif des contractuels

Badiè KANADJIGUI

Moussa DEMBELE

Ouleymatou Siby
Oncologue-Radiothérapeute
Service de Radiothérapie
Hôpital du Mali, Bamako
Tel :76 47 96 16
Mail: malika1481@hotmail.fr

Bamako, le 10 octobre 2025

A Madame le Médiateur dc de la République

Objet : Lettre de remerciement

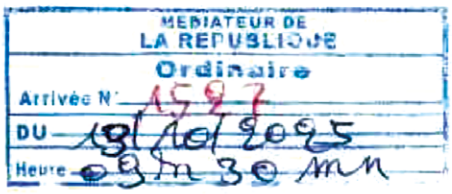
Madame le Médiateur de la République,

Je voudrais vous témoigner ma profonde gratitude pour l'attention et les efforts que vous avez bien voulu consacrer à l'examen de ma situation administrative.
Pour rappel, à la suite de ma formation en radiothérapie, j'ai entrepris plusieurs démarches pour la régularisation de ma situation professionnelle. Cependant, ma demande a été rejetée à plusieurs reprises par le Secrétariat Général du Gouvernement et ce malgré les justificatifs fournis.
Face à ces difficultés administratives, j'ai eu l'honneur de solliciter aupres votre haute bienveillance, votre appui dans la recherche d'une solution. Grâce à votre intervention, ma requête a pu être réexaminée avec attention, permettant ainsi une issue favorable à mon dossier.

Je tiens à vous exprimer mes remerciements les plus sincères pour l'efficacité de votre action et pour le soutien que vous apportez aux personnes qui rencontrent des obstacles dans le traitement de leurs dossiers administratifs.

Je vous prie de bien vouloir agréer, Madame le Médiadeur de la République, l'expression de ma profonde reconnaissance.





Madame Awa KOUYATE

Veuve de Cheick DEMBELE

Ancien Directeur Adjoint à

Sikasso et Ancien Contrôleur

De l'INPS -Ségou

Tel : 76 45 28 21 / 63 58 39 59

A

Madame le Médiateur de la République

Objet : Remerciements

Madame le Médiateur de la République,

Grace à votre engagement, votre accompagnement et votre professionnalisme, l'INPS nous a proposé une maison qui doit finir dans deux semaines à N'Tabacoro (Bamako) comme compensation après une quinzaine d'années de démarches sans succès.

Moi et toute la famille de Feu Cheick DEMBELE venons par la présente vous remercier pour tous les efforts et professionnalisme avec lesquels vous avez traité et suivi notre affaire tout en espérant l'honneur d'inaugurer cette nouvelle maison avec vous dans 2 semaines.

Veuillez recevoir Madame le Médiateur de la République l'expression de ma satisfaction et de mes sincères remerciements.

Ségou, le 04/12/2025

